

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

JUGEMENTS ET ORDONNANCES
DE
RECTIFICATION D'ACTES
DE L'ÉTAT CIVIL

EXAMEN DE QUELQUES DIFFICULTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 17 juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Raymond LYON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. DEMOGUE, Professeur
Suffragants } *MM. CAPITANT, Professeur*
 LÉVY-ULLMANN, Professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

JUGEMENTS ET ORDONNANCES
DE
RECTIFICATION D'ACTES
DE L'ÉTAT CIVIL

EXAMEN DE QUELQUES DIFFICULTÉS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le vendredi 17 juin 1921, à 3 h. 1/2

PAR

Raymond LYON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. DEMOGUE, Professeur
Suffragants } *MM. CAPITANT, Professeur*
 LÉVY-ULLMANN, Professeur

PARIS
JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS
15, Rue Racine, 15
—
1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses: ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JUGEMENTS ET ORDONNANCES

DE

Rectification d'Actes de l'État civil

INTRODUCTION

Au mois de mai 1914, M. Robert Boisseau soutenait devant la Faculté de droit de Paris une thèse dont le sujet était le suivant :

Des jugements tendant à établir, reconstituer, rectifier ou annuler les actes de l'état civil.

Dans les dernières pages, M. Boisseau signalait des travaux parlementaires et extraparlémentaires tendant à simplifier la procédure de rectification. A vrai dire, le dépôt d'une ou de plusieurs propositions de lois ne prouve pas, *a priori*, qu'une réforme est imminente. Combien de propositions de lois ont été renvoyées à une commission qui n'ont jamais fait l'objet même d'un rapport. Dans l'espèce, cependant, il était vraisemblable que les articles 99 à 101 du Code civil, 855 et suivants du Code de procédure devaient bientôt être transformés, d'abord parce que la proposition de loi qui les visait émanait d'un député extrêmement influent, M. Raoul Péret ; ensuite, parce que les réclamations se faisaient de plus en plus nombreuses au sujet des frais et des lenteurs qu'entraînait la rectification de l'erreur la plus insignifiante. Si l'année 1914 s'était terminée comme les précédentes, il est à présumer qu'en 1915, au plus tard, la proposition de

loi de M. Raoul Péret aurait reçu des deux Chambres un accueil favorable.

Est-il besoin de rappeler l'événement effroyable qui survint inopinément au début d'août 1914, cette guerre qui devait durer plus de quatre ans et dont M. Robert Boisseau fut l'une des plus touchantes victimes : M. Boisseau, en effet, fut frappé par un obus allemand en pleine poitrine, au mois d'octobre 1915, auprès de Reims.

On aurait pu croire que la guerre allait faire passer tout à fait à l'arrière-plan les questions d'état civil en général et celles de rectification en particulier. Or, il n'en fut rien. Dès les premiers mois de la guerre, on se préoccupa de rechercher un moyen rapide et économique permettant de rectifier d'une façon uniforme les actes de décès des militaires et marins, et les études entreprises à cet effet aboutirent aux deux lois du 30 septembre 1915 et du 18 avril 1918 : la première organisa la rectification administrative de ces actes ; c'est-à-dire qu'on peut en redresser les erreurs et en combler les lacunes sans requérir et obtenir un jugement d'un tribunal civil, la seconde ne fit qu'étendre le champ d'application de la précédente, permettant aux ministres de la Guerre et de la Marine de mettre au point par une décision additive ou rectificative, un plus grand nombre d'actes, inexacts ou incomplets. La loi de 1918 appliqua, notamment, ce procédé même aux actes dressés par les municipalités, alors que la loi de 1915 ne visait que les actes dressés aux armées.

Nous ne parlerons aujourd'hui ni de l'une ni de l'autre, parce qu'elles mériteraient une étude à part et que notre but est purement et simplement de poursuivre le travail de M. Boisseau.

M. Boisseau avait, en très peu de temps, réuni 78 jugements inédits, qu'il avait classés et commentés pour illustrer une matière considérée jusque-là à peu près comme sans intérêt ; sa thèse est plutôt un travail d'archives

qu'une œuvre doctrinale, un recueil de documents à consulter plutôt qu'une construction savante et théorique. Notre ambition n'est pas plus élevée que la sienne, nous désirons apporter à la question de la rectification des actes de l'état civil des éléments nouveaux qui permettront de discuter des problèmes de détail, et c'est par la synthèse de l'étude de M. Boisseau, de la nôtre, et, peut-être, d'autres études ultérieures analogues, que des juristes professionnels pourront, un jour ou l'autre, poser des règles générales. C'est pourquoi, après quelques hésitations, nous nous sommes décidé à suivre point par point le plan adopté par M. Boisseau, pour faciliter les comparaisons, les combinaisons et les déductions.

Toutefois, nous sommes, dès le seuil de notre étude, amené à envisager les aspects nouveaux de la question qui sont la conséquence des modifications législatives récentes.

Les lois sur l'état civil ont été très nombreuses depuis 1914. On se plaint même, dans les milieux intéressés, les tribunaux, les parquets, les mairies, les écoles de droit, des difficultés qu'engendre cette multiplicité de réformes fragmentaires. On préférerait une réforme d'ensemble et définitive : elle serait souhaitable à tous points de vue, mais les méthodes de travail du Parlement la rendent, il faut le reconnaître, pour ainsi dire impossible.

Nous ne ferons pas ici la longue énumération de toutes les lois relatives à l'état civil promulguées de 1914 à 1919, nous n'en retiendrons qu'une, celle qui a avec notre sujet les rapports les plus étroits, c'est-à-dire la loi du 20 nov. 1919, sur les jugements et actes d'état civil.

Même à une lecture superficielle, cette loi apparaît comme peu cohérente : elle est composée de différents objets n'ayant entre eux qu'un lien assez lâche. Elle ne cherche pas, d'ailleurs, à le dissimuler, puisqu'elle est divisée en parties, annoncées par des titres, qui montrent à quel point les objets de cette loi sont variés. Elle traite, en effet, succes-

sivement : des rectifications, des transcriptions, des jugements, des mentions de jugements déclaratifs de décès, des énonciations des actes de naissance, des jugements déclaratifs de naissances, et de la conséquence des mariages célébrés à l'étranger. Elle a été commentée, d'abord par la circulaire du Garde des Sceaux en date du 12 déc. 1919 (*Journal officiel* du 13 décembre) ; elle l'a été, ensuite, dans le journal *les Lois Nouvelles*, du 1^{er} février 1920, et dans la première livraison de l'année 1920 du *Recueil général des lois, décrets et arrêtés*. Ces deux derniers commentaires sont dus, l'un et l'autre, au rapporteur de la Commission de l'état civil, ce qui est d'autant plus intéressant que, tant à la Chambre des Députés qu'au Sénat, les rapporteurs nous apprennent que la loi du 20 novembre 1919 a été préparée par la Commission de l'état civil et les deux assemblées l'ont adoptée sans aucune modification, telle qu'elle a été élaborée par l'unanimité des membres de cette commission.

Nous pouvons, grâce à ces trois commentaires, connaître le sens exact du texte, qui n'est pas toujours très clair par lui-même.

Cette loi a eu une singulière fortune : non seulement elle traite d'objets divers, mais elle n'a pas été, dans la pratique, obéie sur tous les points. Quelques-unes de ses dispositions ne faisaient que mentionner des habitudes universellement admises, mais non encore reconnues par les lois, par exemple la déclaration des naissances par voie judiciaire lorsqu'elle n'avait pas eu lieu dans le délai légal par l'une des personnes énumérées en l'article 55 du Code civil ; par exemple, encore, la mention, en marge des actes de naissance, des mariages célébrés à l'étranger et transcrits en France.

Quelques autres de ses dispositions ont été immédiatement introduites dans la pratique avec beaucoup d'empressement, par exemple celle qui prescrit aux officiers de l'état civil de réduire au dispositif la transcription des jugements,

ou de ne plus mentionner dans les actes de naissances la présentation de l'enfant.

D'autres ont rencontré une vive résistance, par exemple, celle qui ordonne de ne plus signifier aux mairies que le dispositif des jugements : la majorité des avoués, soit par l'effet de la routine, soit pour tout autre cause qu'il serait peut-être imprudent et téméraire d'exposer ici, continue à signifier aux mairies les jugements *in extenso*.

D'autres sont, jusqu'à présent, restées complètement lettre morte, comme celle qui ordonne aux tribunaux d'énoncer dans le dispositif des jugements les prénoms et noms des parties en cause, ainsi que la date et le lieu des actes en marge desquels doit être mentionnée la transcription du jugement ; les tribunaux continuent, comme par le passé, à prononcer le divorce entre les « époux Dubois » et non entre « Paul-Louis Dubois et Jeanne Benoit, mariés à Valence le seize février mil neuf cent deux ».

La loi du 20 novembre 1919, comme nous le verrons plus loin, permettait au président du tribunal de rectifier par une simple ordonnance les actes de l'état civil quand l'erreur matérielle était de peu d'importance et de renvoyer au tribunal tout entier la rectification des erreurs ou omissions plus graves. En raison des avantages de la nouvelle procédure et des recommandations faites dans la circulaire précitée, les jugements rectificatifs ont, du jour au lendemain, presque totalement disparu. Aujourd'hui les rectifications se font, d'une façon générale, par voie d'ordonnance et ce n'est qu'exceptionnellement que le président renvoie l'affaire au tribunal. C'est ce qui explique que, dans les exemples que nous allons donner plus loin, les documents judiciaires les plus récents sont antérieurs au mois de novembre 1919. Les ordonnances rendues depuis cette date sont sommaires, les requêtes plus courtes encore que dans les temps antérieurs, les motifs, réduits à une phrase de pure forme, ne donnent plus prise à aucun commentaire.

Notre but ainsi expliqué, nous commencerons, comme l'a fait M. Boisseau, par répartir les jugements dans les différentes catégories qu'il a lui-même énumérées et que nous croyons superflu d'énumérer à nouveau.

PREMIÈRE PARTIE

OBJET ET DÉLIMITATION DU SUJET

On désigne généralement par les mots « jugements rectificatifs » tous les jugements qui ont pour but de déterminer la teneur véritable d'un acte de l'état civil et de la faire coïncider avec la réalité des faits, sans cependant trancher une question contentieuse ou susceptible de l'être, parce qu'elle serait relative non à l'énonciation de faits matériels mais à la qualification d'éléments juridiques. Rentrent sans discussions possibles dans la catégorie des jugements rectificatifs ceux qui ont défiguré l'orthographe d'un nom, qui ont omis un prénom figurant dans un acte antérieur dans lequel est nommé le même individu, ou qui ont assigné à une personne un domicile erroné. Au contraire ne peuvent être proprement appelés jugements rectificatifs — nous verrons cependant plus loin que la confusion est fréquente dans les mairies — un désaveu de paternité ou une annulation de mariage.

Mais, cela dit, des distinctions s'imposent parmi les jugements rectificatifs au sens large du mot : ou l'acte n'a jamais été dressé, par défaut de déclaration ou par négligence de l'officier de l'état civil, et il y a lieu de l'*établir*.

Ou il a été dressé mais il a été ultérieurement détruit par un incendie, ou tout autre accident, et il y a lieu de le *reconstituer*.

Ou il a été dressé et il existe encore, mais il contient des

Le 15 Mars 1888, j'ai écrit à M. le Ministre de l'Intérieur, lui exposant les motifs de la demande que j'ai faite.

Il m'a répondu par une lettre du 22 Mars, me faisant savoir que la demande que j'ai faite, n'est pas encore arrivée à l'Administration de l'Intérieur.

Il m'a aussi fait savoir que la demande que j'ai faite, n'est pas encore arrivée à l'Administration de l'Intérieur.

CHAPITRE PREMIER

CAS DANS LESQUELS IL Y A LIEU D'ÉTABLIR PAR JUGEMENT UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL

SECTION I

Actes de naissance

Aux termes de l'article 55 du Code civil, les déclarations de naissances doivent être faites dans les trois jours de l'accouchement, et l'article 56 énumère les personnes tenues de faire cette déclaration. Ce sont : « le père, ou, à défaut du père, les docteurs en médecine ou en chirurgie, sages-femmes, officiers de santé ou autres personnes ayant assisté à l'accouchement, et, lorsque la mère sera accouchée hors de son domicile, la personne chez qui elle sera accouchée. »

La loi du 20 novembre 1919 a ajouté à l'article 55 un alinéa ainsi conçu :

« Lorsqu'une naissance n'aura pas été déclarée dans le délai légal, l'officier de l'état civil ne pourra la relater sur ses registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement dans lequel est né l'enfant, et mention sommaire sera faite en marge de la date de la naissance. Si le lieu de la naissance est inconnu, le tribunal compétent sera celui du domicile du requérant. »

Toute personne autre que celles qui sont désignées dans l'article 56 n'est pas tenue de déclarer une naissance dont elle aurait eu connaissance la première. C'est ce que reconnaît implicitement un jugement rendu le 28 juillet 1914 par

le tribunal civil de Joigny (1) dans les circonstances suivantes : un enfant, de père et mère non dénommés, était né à Joigny chez une sage-femme. Celle-ci, se conformant à des instructions de l'administration de l'Assistance publique de l'Yonne, se rendit, dès le lendemain de l'accouchement, au chef-lieu du département pour remettre l'enfant nouveau-né à la personne préposée au service des enfants abandonnés. Ces instructions dispensaient-elles expressément la sage-femme de l'obligation qui lui incombait, en vertu de l'article 56, de déclarer la naissance à Joigny ? Nous ne le pensons pas et nous croyons plutôt que la sage-femme, de très bonne foi, les avait mal interprétées. Toujours est-il que, dans le personnel de l'Assistance publique de l'Yonne en résidence à Auxerre, personne n'était tenu de se rendre à Joigny en vue de réparer l'omission de la sage-femme. L'inspecteur du service des enfants assistés se présenta donc à la mairie d'Auxerre pour y faire une déclaration de naissance, qui aurait dû être refusée par les services de la mairie, puisqu'elle avait lieu dans une commune autre que celle de la naissance, mais l'inspecteur déclara que, si la déclaration de naissance n'était pas acceptée à Auxerre, elle ne serait réitérée nulle part ailleurs, et la mairie d'Auxerre consentit à dresser sur ses registres l'acte de naissance de l'enfant. Cet acte, irrégulièrement reçu et établi, fut annulé par le jugement auquel nous venons de faire allusion ; le tribunal ordonna que la transcription du dispositif du jugement fût faite à la mairie de Joigny pour tenir lieu d'acte de naissance, mais il n'y eut eucune sanction spéciale contre la sage-femme qui n'avait pas déclaré la naissance dans le délai légal, ni, à plus forte raison, contre l'inspecteur des enfants assistés, qui n'était lié, lui, par aucune obligation légale.

* * *

1. La Loi du 1^{er} août 1914.

A l'égard des enfants trouvés, l'article 58 du Code civil prescrit d'inscrire sur les registres de l'état civil le procès-verbal descriptif de l'enfant, en vue de permettre ultérieurement son identification. Si l'enfant trouvé n'est âgé que de quelques jours, il est vraisemblable qu'aucun acte de naissance n'a dû être déjà dressé le concernant. Mais l'article 58 est-il encore applicable lorsqu'un enfant est trouvé ayant déjà plusieurs mois, ou même plusieurs années, sans qu'on puisse découvrir son origine ?

Le tribunal civil de Sens, dans un jugement du 2 juin 1914 (1), répond par l'affirmative. Un enfant, ayant déclaré se nommer Eugène D..., avait été trouvé sur la voie publique à Sens, il paraissait âgé d'environ trois ans. Bien qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'un enfant nouveau-né, le tribunal rendit un jugement dont la transcription tint lieu d'acte de naissance, en vue, déclara-t-il expressément « de ne pas laisser plus longtemps l'enfant dans l'impossibilité d'accomplir la plupart des actes de la vie juridique ». Nous estimons que, malgré les termes restrictifs de l'article 58, le tribunal de Sens a eu raison de donner à l'enfant un état civil, quitte, si l'on retrouvait plus tard son véritable acte de naissance, à annuler la transcription du jugement.

Dans la plupart des grandes villes il existe un ou plusieurs médecins de l'état civil chargés de constater, au nom et pour le compte de l'officier de l'état civil, les décès et les morts-nés. Là se borne presque toujours leur mission. A Paris, à Bordeaux, et dans un très petit nombre de grandes villes, les médecins de l'état civil constatent également les naissances ; leur rôle est alors beaucoup moins important : il ne s'agit plus pour eux de découvrir les crimes dissimulés par les coupables, mais purement et simplement de constater l'existence des nouveau nés et leur sexe. Dans les communes de la banlieue parisienne on obtient ce résultat par un certificat du médecin accoucheur ou de la sage-femme.

1. *Gazette des Tribunaux* du 3 juillet 1914.

L'intervention du médecin de l'état civil avant l'établissement de l'acte de naissance présente l'inconvénient suivant : le père a théoriquement trois jours pour déclarer la naissance, mais en fait il doit se présenter une première fois à la mairie pour demander qu'on envoie à son domicile le médecin de l'état civil ; si le médecin ne vient que quarante-huit heures plus tard, il ne reste plus au père que très peu de temps pour faire dresser à la mairie l'acte de naissance dans le délai légal. Il est même arrivé, à différentes reprises, que, par la faute du médecin, le père s'est présenté au bureau des naissances après l'expiration du délai. C'est pourquoi au mois de septembre 1920, la ville de Paris, elle-même, a renoncé à envoyer le médecin de l'état civil avant les établissements d'actes de naissance et sa visite, faite une fois l'acte dressé, n'a dorénavant, pour ainsi dire, aucun intérêt. Si une fraude a été commise (substitution de part, ou suppression de part), le médecin de l'état civil arrivera toujours trop tard pour être en état de le constater.

Le jugement suivant (1), rendu par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, le 24 août 1881, sous la présidence de M. Ernest Faye, met en relief les défauts du système :

« Attendu qu'il résulte des documents et renseignements fournis au tribunal que la dame Jeanne Mathilde de Ginoux, épouse de M. Pierre Ernest Cousteau, avec lequel elle demeure à Bordeaux rue de la Trésorerie, 27, est accouchée en son dit domicile le 13 août « présent mois, à deux heures du soir, d'un enfant du sexe féminin, auquel les dits époux Cousteau ont donné les noms de Marie Marthe ;

« Que la dame Ins, garde malade, a assisté à l'accouchement et, que le Dr Burguet, délégué par l'administration municipale, a constaté la naissance et le sexe de l'enfant, mais que l'acte de naissance dont parlent les articles 55 et suivants du Code civil, n'a pas été dressé sur les registres de l'état civil de la ville de Bordeaux ;

« Qu'il y a lieu, par suite, de faire droit aux conclusions de la requête qui précède,

1, Jugement inédit.

PAR CES MOTIFS :

« Le Tribunal, après délibéré, statuant sur la requête à lui présentée, dit qu'au vu du présent jugement l'officier de l'état civil de la ville de Bordeaux sera tenu « de dresser sur ses registres dans les « termes indiqués par la loi », l'acte de naissance de l'enfant. »

Ce jugement commet une confusion. Le Dr Burguet n'était pas le médecin de l'état civil, mais le médecin accoucheur. La requête précise ainsi les faits : l'accouchement a eu lieu par les soins de M. le Dr Burguet, demeurant à Bordeaux rue Fondaudège, en présence d'une garde, la dame Ims, demeurant à Bordeaux rue Doidy, 21. La déclaration de cette naissance a été faite, conformément à la loi et aux usages établis à Bordeaux, à l'officier de l'état civil de cette ville, mais le docteur chargé de constater cette naissance ne s'est présenté au domicile des exposants que le troisième jour après l'accouchement, à onze heures et demie du matin. A ce moment, le sieur Cousteau était absent. La dame Cousteau ne pouvait, à raison de son état, se déplacer, ni même laisser s'absenter la dame Ims, sa garde. Vers les quatre heures du soir, le sieur Cousteau, rentrant à son domicile, s'est empressé d'aller à la mairie de Bordeaux, mais l'acte de naissance ne put être dressé par suite de la fermeture des bureaux.

Il est bien évident que la cause du retard est imputable au médecin de l'état civil seul, cependant les frais du jugement sont restés à la charge des époux Cousteau ; le jugement est sur une feuille timbrée à 1 fr. 20, la requête également ; il y a eu 9 fr. 38 de droits d'enregistrement, et il faut y ajouter l'expédition et la signification au maire, au total près de 70 francs.

* * *

Les motifs pour lesquels un acte de naissance n'est pas dressé sont des plus variables. Le plus souvent, l'omission

est imputable à la négligence du père ou de la personne tenue par la loi de faire la déclaration.

Mais il arrive aussi, particulièrement dans les campagnes que l'omission soit entièrement imputable à l'officier de l'état civil.

Le tribunal civil d'Aubusson a rendu, le 27 juillet 1917, sous la présidence de M. Lescot, le court jugement inédit que voici :

« Attendu que Mouly (Renaud, Raoul, Louis) né au Mas d'Artige le « 25 juillet 1900, fils de Jules et de Angèle Hymaud, son épouse, ne « figure pas sur les actes de naissance de cette commune ; qu'il y a « lieu de constater judiciairement cette naissance qui résulte des pièces « du dossier,

PAR CES MOTIFS :

« Le Tribunal dit que Mouly, fils de..., etc., et de... son épouse, est « né le..., etc..., dit que le présent jugement lui tiendra lieu d'acte de « naissance. »

Ce jugement avait été rendu au vu d'un certain nombre de pièces et, notamment, d'un rapport de la gendarmerie. Sur les interrogations des gendarmes, le père, Jules Mouly, avait déclaré :

« Le 26 juillet 1900, je suis allé faire la déclaration de naissance de « mon fils, Raoul-Renaud-Louis, chez M. le Maire, qui, je m'en sou- « viens, était occupé à chauffer le four. Après en avoir pris note, ce « fonctionnaire municipal me dit que, dès que son fils Maurice, « adjoint et secrétaire de mairie d'alors, serait rentré, il lui ferait « porter l'inscription sur le registre de l'état civil. J'ignore pourquoi « ceci n'a pas été fait. »

Ce qui, dans l'espèce, peut sembler étrange, c'est que le père, bien qu'il sût signer, ne s'est pas demandé pourquoi on ne faisait signer le registre ni à lui ni aux deux témoins. Nous trouvons là un exemple de la soumission aveugle des illettrés aux règles administratives. Dans le peuple des villes comme dans celui des campagnes, les gens lésés par l'application régulière ou irrégulière des lois et règlements, se répandent en récriminations véhémentes, mais se laissent diriger par quiconque détient la moindre parcelle d'autorité

publique. C'est un trait assez général dans notre pays que les plus tapageurs dans leurs protestations sont quelquefois aussi les plus dociles.

* * *

Au cours de la guerre, l'ennemi occupa une importante partie de notre territoire, notamment la totalité du département des Ardennes, du mois de septembre 1914 au mois d'août 1918. Nous avons pu constater que, dans la plus grande partie de cette région, exception faite des localités où se livrèrent des combats et pour la durée de ces combats, l'état civil a continué d'être tenu d'une manière à peu près régulière, soit par les anciens maires et secrétaires de mairies, soit par des autorités improvisées ayant spontanément occupé les fonctions municipales, ou y ayant été contraintes par les injonctions de l'ennemi. Nous ne parlons pas, bien entendu, des villages détruits ou de ceux dont les registres de l'état civil furent brûlés ou ont disparu. Cependant, parmi les personnes qui n'avaient pu partir avant l'arrivée des Allemands, il en est qui n'ont pas voulu ou qui n'ont pas pu faire devant les autorités locales les déclarations de naissance ou de décès qu'elles auraient rapidement faites en temps normal. C'est pour cette raison que le tribunal de Toulouse a eu à juger, le 22 décembre 1915, une affaire particulièrement délicate (1) : une demoiselle Percebois avait accouché à Verpel, dans les Ardennes, d'un enfant du sexe masculin, qu'elle n'avait pas déclaré. Puis, elle avait été évacuée sur la France non envahie et avait fixé sa résidence à Léguevin (Haute-Garonne). Elle s'adressa au tribunal de Toulouse pour faire établir l'acte de naissance de son enfant, dont elle ne pouvait préciser la date de naissance. Le tribunal civil de Toulouse, compétent en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er} de la loi du 6 février 1915,

1. *La Loi* du 16 juin 1916.

aurait pu rendre un jugement tenant lieu d'acte de naissance à l'enfant et ordonner que ce jugement serait transcrit provisoirement à Léguevin, pour être, après la guerre, transcrit une seconde fois à Verpel. Ce système, de beaucoup le plus simple et le plus rationnel, ne fut pas celui qu'adopta le tribunal : il ordonna à l'officier de l'état civil de Léguevin de recevoir la déclaration verbale de naissance qui lui serait faite par la demoiselle Percebois, en présence de deux témoins qui ne seraient pas garants des renseignements fournis par elle.

Nous ne pouvons que nous étonner de voir le tribunal donner compétence, longtemps après la naissance, à un maire autre que celui du lieu de naissance pour recevoir une déclaration verbale. La guerre elle-même ne suffit pas pour justifier une telle anomalie. Comme le remarque le commentateur, le jugement n'était pas opposable aux parties non appelées à l'instance, alors que l'acte de naissance dressé en vertu de ce même jugement était opposable *erga omnes*, comme tous les actes de naissance. On se demande pourquoi le tribunal n'a pas voulu établir lui-même l'acte d'après les renseignements qui lui étaient fournis par les pièces du dossier. Nous n'avons rencontré aucune autre application de cet étrange procédé.

SECTION II

Actes de décès

Les articles 18 et 19 du décret du 3 janvier 1813 ont prévu l'établissement par jugement des actes de décès, en ce qui concerne les mineurs disparus dans un accident souterrain. Le maire, en présence de l'impossibilité matérielle de retrouver le corps des victimes et de parvenir au lieu où ils sont ensevelis, dresse un procès-verbal des faits et le transmet au ministère public qui, agissant d'office, fait pro-

noncer par le tribunal l'annexion de cette pièce au registre (1).

Mais la jurisprudence a étendu par analogie ces règles à des cas tout différents, comme celui qui nous est révélé par un jugement rendu, le 1^{er} mai 1901, sous la présidence de M. Denis Quercy, par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux.

Le Procureur de la République, dans sa requête, expose les faits ainsi qu'il suit :

Le nommé Passaglini Michel, manœuvre, né à Lourdes le 26 novembre 1880, demeurant à Caudéran (chemin de Caudéran 190), étant occupé le 21 décembre 1900, à 3 heures de l'après-midi, pour le compte de la Chambre de commerce de Bordeaux, à décharger les balles de peaux de mouton provenant du paquebot *Cordillière*, tomba accidentellement dans la Garonne ; toutes les recherches faites pour découvrir son corps restèrent infructueuses. C'est ce que constata le procès-verbal dressé, à la date du 5 avril 1901, par M. Grenier, commissaire spécial de police des chemins de fer du port et de l'émigration ; le corps du sieur Passaglini (Michel) n'ayant pu être présenté à l'officier de l'état civil, il ne fut pas dressé d'acte de décès conformément aux dispositions de l'article 77 du Code civil :

« Il y a lieu pour y suppléer, disait le Procureur de la République, « d'ordonner l'annexion aux registres de l'état civil du procès-verbal « constatant l'accident, conformément à l'article 19, titre III, du « décret du 3 janvier 1813, concernant des dispositions de police « relatives à l'exploitation des mines ; ces dispositions, bien qu'édic- « tées en vue des accidents survenus dans les mines, doivent être « appliquées, d'après la jurisprudence, et par analogie, à tous les cas « où les cadavres des personnes qui ont péri dans un accident ne « peuvent être présentés aux officiers de l'état civil (Dalloz, Supp. au

1. Il y a lieu également de mentionner ici la loi du 8 juin 1893, concernant les décès en mer, loi dont il a été fait une application extensive par la loi du 3 décembre 1915, sur les déclarations judiciaires de décès survenus aux armées.

Rep., V^e Actes de l'état civil, n° 77. — Besançon, 30 juillet 1875, D. P. 79. 2. 34). »

L'accomplissement de cette formalité était particulièrement utile dans l'espèce pour permettre à la veuve Passaglini, mère de Michel Passaglini, de faire valoir ses droits à une indemnité à raison de l'accident survenu à son fils.

Conformément à cette requête, le Tribunal rendit un jugement dont voici le dispositif :

PAR CES MOTIFS :

« Le Tribunal, après en avoir délibéré, statuant sur la réquisition
« de M. le Procureur de la République, ordonne que le procès-verbal
« dressé le 5 avril 1901 par M. Grenier, commissaire spécial des
« chemins de fer des ports et de l'émigration, pour constater la dis-
« parition du sieur Passaglini (Michel), tombé dans la Garonne le
« 21 décembre 1900, sera annexé à l'un des registres des décès de la
« commune de Bordeaux de l'année courante, que le présent jugement
« sera transcrit sur les registres de décès de ladite commune, que
« mention dudit jugement et de la transcription sera faite en marge
« des mêmes registres à la date du décès. »

*
* *

La loi du 20 novembre 1919 a modifié la disposition finale du premier alinéa de l'article 92, relatif aux jugements déclaratifs de décès, et cette modification a paru peu claire aux mairies.

Le texte nouveau est ainsi conçu :

« Il sera fait mention du jugement et de sa transcription en marge
« des registres à la date du décès, si l'original de l'acte de décès
« avait dû figurer sur ces registres à cette date ; si la transcription
« seule de l'acte avait dû figurer sur les registres de l'état civil du
« dernier domicile, une mention sommaire du jugement figurera à la
« suite de la table annuelle des registres de l'année du décès et, s'il
« y a lieu, à la suite de la table décennale. »

Le jugement suivant, rendu le 20 mai 1886 par le tribunal civil de Neufchâteau (Vosges), sous la présidence de M. Bar-

rabino, va nous donner un exemple très intéressant des difficultés que présente l'application du nouveau texte.

« Requête. — Le Procureur de la République, vu la lettre du maire
« de Bulgnéville, en date du 20 avril 1886, celle du juge de paix de
« Bulgnéville en date du 28 avril 1886,

« Attendu qu'il en résulte que le nommé Petit-Colas (Jean-Bap-
« tiste), âgé de 58 ans, est décédé accidentellement, le 3 août 1883,
« sur la route nationale n° 64 entre Bulgnéville et Outrancourt, aux
« confins des territoires de ces deux communes, que le dit Petitcolas,
« étant domicilié à Outrancourt, a été rapporté mort à son domicile
« et inhumé dans le cimetière de sa commune, mais que, par suite de
« l'ignorance de son fils Petit-Colas (Louis-Félicien) et du malentendu
« résultant, pour les officiers de l'état civil des deux communes, de
« l'incertitude sur la territorialité du lieu du décès, il n'a pas été
« dressé d'acte de décès,

« Attendu que, Petit-Colas fils étant sur le point de contracter
« mariage et cherchant à se procurer les pièces nécessaires, on vient
« seulement de s'apercevoir du défaut de cet acte,

« Attendu que ce dernier (*sic*) est indigent et produit sur ce point
« les pièces justificatives exigées par la loi, que c'est pour le minis-
« tère public le cas d'agir d'office, qu'il y a lieu de suppléer par juge-
« ment au défaut d'acte de décès de Petit-Colas (Jean-Baptiste) ; vu
« les lois du 25 mars 1817 et du 10 décembre 1850, requiert etc... »

Dispositif du jugement. ., « par ces motifs : dit que le 3 août 1883,
« Jean-Baptiste Petit-Colas, alors âgé de 58 ans, manœuvre, domicilié
« à Outrancourt, est décédé sur la route nationale n° 64 entre Bul-
« gnéville et Outrancourt et qu'il n'a été dressé aucun acte de
« décès,

« Dit que le présent jugement tiendra lieu d'acte de décès, qu'une
« expédition en sera transcrite sur les registres de l'état civil de la
« commune d'Outrancourt et que mention en sera faite sur le registre
« de l'état civil de l'année 1883, à la place qu'aurait occupée l'acte de
« décès s'il eût été dressé en temps et lieu.

Supposons le jugement rendu en 1921 et appliquant par conséquent la loi du 20 novembre 1919.

Première hypothèse. — Le cadavre de Petit-Colas a été trouvé sur le territoire de la commune d'Outrancourt où il était domicilié. Dans ce cas on applique encore la règle qui

était déjà posée par l'ancien article 92 du Code civil. Le jugement déclaratif de décès est dressé sur les deux doubles des registres des décès d'Outrancourt pour l'année 1921 et, sur les registres de 1883, à la place correspondante au 3 août, l'officier de l'état civil inscrira en marge les mots :

« Acte 40 bis ». Petit Colas (Jean-Baptiste), décédé le 3 août 1883, voir acte 29 de 1921 (1). De plus sur les tables annuelles et décennales correspondant à l'année 1883 des décès d'Outrancourt, le maire inscrira, en interligne, le nom de Petit Colas (Jean-Baptiste) avec la référence à la date du 3 août 1883 et au n° 40 bis qui est le n° d'ordre de l'addition marginale.

Deuxième hypothèse. — Le cadavre de Petit-Colas a été trouvé sur le territoire de la commune de Bulgnéville. Si les choses s'étaient passées régulièrement l'acte de décès aurait été dressé sur les registres de Bulgnéville et aurait été transcrit à Outrancourt.

Le jugement déclaratif de décès restera inconnu de l'officier de l'état-civil de Bulgnéville ; celui d'Outrancourt qui en aura seul communication le transcrira sur les doubles registres des décès de 1921, il n'inscrira rien en marge des registres de 1883 ; mais à la fin des tables annuelles et décennales du décès correspondant à 1883, il inscrira : « Petit-Colas (Jean-Baptiste) décédé à Bulgnéville le 3 août 1883. Voir acte 29 de 1921. »

Troisième hypothèse. — On ne sait si le cadavre a été trouvé sur le territoire de Bulgnéville ou sur celui d'Outrancourt. Un point certain, c'est que le jugement déclaratif de décès ne devra pas être communiqué par le procureur de la République à la mairie de Bulgnéville. Mais le tribunal civil ayant à opter entre deux systèmes prévus par l'article 92, § 1^{er} ; et ne pouvant fonder son choix sur aucune circons-

1. L'acte 40 est le dernier dressé avant le 3 août 1883 ; l'acte 41 a été dressé le 3 août 1883 immédiatement après. L'acte 29 est la transcription du jugement déclaratif de décès.

tance de fait se prononcera généralement pour l'indication la plus simple et la moins encombrante, l'énonciation sommaire à la fin des tables.

SECTION III

Mentions marginales

En principe, comme le remarque M. Boisseau, il semblerait qu'aucun jugement ne pût intervenir pour ordonner l'apposition d'une mention en marge d'un acte de l'état civil, puisque, si l'acte qui donne lieu à la mention est régulier, la mention doit être faite d'office. M. Boisseau a cependant signalé une exception en ce qui concerne la mention de légitimation et l'application de l'article 336 du Code civil.

Le jugement du tribunal civil de Bordeaux, rendu en Chambre du Conseil, le 8 juin 1903, sous la présidence de M. Denis Quercy, que nous allons citer, est relatif, lui aussi, à la mention de légitimation, mais l'hypothèse envisagée ne met nullement en jeu l'article 336 du Code civil :

« Attendu les motifs de la requête,

« Attendu que la demande soumise au tribunal est justifiée, qu'il y a lieu de l'accueillir,

« Par ces motifs : le Tribunal dit que l'acte de mariage des époux D. et B..., célébré le 12 août 1901 devant le vicaire de l'église de la Transfiguration de la ville de New-York et transcrit le 4 novembre suivant sur les registres de l'état civil de la dite ville, sera transcrit en marge de l'acte de naissance de John D..., dressé à la mairie de Caudéran, le 16 août 1895, pour compléter l'état civil du dit John D..., et qu'aucun extrait de cet acte de naissance ne sera à l'avenir délivré sans contenir la mention de cette transcription. »

Voici les faits tels qu'ils résultent de la requête : le sieur D. et la dame B., étrangers tous deux, ont, à Caudéran (Gironde), le 16 août 1895, un enfant qu'ils reconnaissent, le père dans l'acte de naissance, la mère par acte postérieur,

le 3 août 1896. Ils se marient à New-York, leur ville natale. La loi de l'Etat de New-York, comme notre Code civil, prescrit que tout enfant naturel dont les père et mère se sont mariés est par ce fait même légitimé.

Mais il est à présumer que le maire de Caudéran, auquel les époux D. demandèrent de mentionner la légitimation en marge de l'acte de naissance de leur enfant, ne se crut pas autorisé à le faire sans jugement.

En effet, d'une part, les époux D., étant étrangers, l'article 171 du Code civil ne leur était pas applicable, et, d'autre part, le maire pouvait avoir des doutes sur la question de savoir si l'enfant était légitimé par le mariage de ses père et mère contracté en pays étranger et entre étrangers.

Le jugement ordonne la transcription de l'acte de mariage en marge de l'acte de naissance : c'est matériellement impossible, faute de place, dans les cas ordinaires, et, ici, il y avait déjà deux mentions dans la marge de l'acte, qui la remplissaient toute. Le maire s'est contenté de transcrire le dispositif du jugement, en écriture microscopique, et dans la marge, au-dessus de l'acte. Or, le jugement ne déclare pas formellement que l'enfant est légitimé.

On peut se demander au premier abord si ce jugement était nécessaire et si la mention marginale n'aurait pas pu être ordonnée au maire par le Procureur de la République.

Mais, à la réflexion, nous estimons qu'il est prudent de soumettre la question à l'examen du tribunal, et par considération d'une hypothèse, dont, en France même, les exemples ne sont pas rares. Une femme mariée vit séparée de fait d'avec son mari depuis de longues années, et elle a un enfant naturel, qu'elle reconnaît en se présentant comme célibataire dans une mairie où on ignore son passé; de son côté, le père naturel de l'enfant le reconnaît également. Après la mort du mari les père et mère de l'enfant voudraient le légitimer en se mariant, mais les employés de la mairie où le mariage sera célébré verront bien, par la comparaison de

deux dates — celle du décès du premier mari et celle de la naissance de l'enfant — que ce dernier est adultérin et qu'il ne rentre dans aucune des trois catégories prévues par l'alinéa 3 de l'article 331 du Code civil (loi du 30 décembre 1915) ; en conséquence, ils refuseront de transmettre, pour mention en marge, un avis de légitimation à la mairie du lieu de naissance de l'enfant. N'ayant pu par cette voie arriver à leur fin, les nouveaux époux iront alors à la mairie du lieu de naissance et y tiendront le langage suivant : « L'enfant est né le. . . . , d'une mère célibataire, cette mère l'a reconnu ensuite le. . . . , puis le père l'a reconnu le. . . . , enfin les père et mère se sont mariés ensemble le. . . . Il est donc évident qu'aux termes de l'alinéa 1^{er} de l'article 331 du Code civil l'enfant est légitimé. »

« Voici d'ailleurs, notre livret de famille et notre acte de mariage qui prouvent que la célébration dudit mariage est postérieure aux deux reconnaissances mentionnées en marge de l'acte de naissance de l'enfant. »

Bien que, en effet, rien dans l'acte de naissance ni dans les mentions marginales ne permette de supposer que l'enfant est adultérin, l'officier de l'état civil du lieu de naissance pourra, sans outre passer ses droits, refuser d'obtempérer à la réquisition des parents et n'effectuer la mention marginale que sur un avis de la mairie où le mariage a été célébré, ou sur l'ordre du tribunal civil. A plus forte raison en doit-il être ainsi quand le mariage a été célébré à l'étranger et à notre sens, la prudence du maire du Caudéron est parfaitement légitime.

Pendant la guerre qui prit fin en novembre 1918, certains nombres d'actes de décès n'ont pas été dressés bien que le fait du décès ni l'identité du décédé ne fussent douteux, uniquement parce que l'autorité compétente pour les dresser n'avait pas reçu la déclaration et qu'un acte irrégulier, ne pouvant pas avoir la valeur légale d'un acte de décès, avait été dressé par une autorité incompétente.

C'est ainsi qu'en dehors de la zone des armées, surtout au début de la guerre, un certain nombre de gestionnaires d'hôpitaux ont cru pouvoir s'abstenir de déclarer à la municipalité du lieu les décès survenus dans leurs formations sanitaires (1).

Quand le ministère public s'apercevait de ces omissions, parfois très nombreuses, il présentait requête au tribunal qui rendait des jugements déclaratifs de décès. Les cas étaient devenus si fréquents que, le 13 août 1915, un sénateur, M. Reymonenq, avait demandé au ministre de la Guerre que des instructions fussent données pour faire cesser un tel état de choses (*Journal officiel* du 3 octobre 1915, p. 497, col. 2). Le ministre répondit que les prescriptions légales étaient en général très bien appliquées et qu'il ne paraissait pas qu'il y eût lieu de les rappeler par des instructions nouvelles. L'optimisme du ministre de la Guerre pouvait être utile en temps de guerre pour rassurer le public, mais il faut bien reconnaître qu'il ne correspondait nullement à la réalité des faits et que des jugements comme ceux du tribunal de Corbeil, relatifs à 58 militaires non déclarés aux mairies de Juvisy et Athis-Mons, étaient faits pour rendre quelque peu sceptique sur la valeur des affirmations ministérielles.

Toutefois le ministre de la Guerre, logique avec lui-même, ne donna aucune instruction nouvelle pour rappeler à leur devoir les gestionnaires de la zone de l'intérieur et cette cause, ajoutée à beaucoup d'autres, contribua à retarder les déclarations des décès des militaires, bien que ce retard fût pour les familles une source d'ennuis de toutes sortes.

1. Voir tribunal civil de Corbeil, 3 novembre 1915 (*La Loi* du 4 février 1916).

CHAPITRE II

CAS OU IL Y A LIEU DE RECONSTITUER UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL

Jamais, depuis le Code civil, il ne s'est produit autant de destructions simultanées d'actes de l'état civil que de 1914 à 1918. Sans parler des faits de vandalisme qui sont inséparables d'une invasion, les combats ont détruit, avec des mairies et des greffes, les documents qui y étaient conservés. Les difficultés qui ont surgi, lorsqu'on a voulu reconstituer les registres de l'état civil de Paris incendiés lors de la Commune de 1871, se sont de nouveau rencontrées, mais multipliées à l'infini, comme on l'a fait remarquer au Sénat, lors de la discussion de la loi du 20 juin 1920. Les témoins ont fui dans toutes les directions ; un certain nombre d'entre eux sont morts, d'autres sont devenus introuvables ; parmi ceux-là même qui sont encore vivants et disposés à répondre aux investigations des tribunaux, il en est certainement dont les souvenirs sont défaillants. Enfin, les documents sur lesquels on pourrait s'appuyer sont dispersés dans les dépôts publics ou privés, en France ou hors de France, si bien qu'il est à peu près chimérique d'espérer une reconstitution, non pas parfaite, mais simplement satisfaisante ; on n'aura que des reconstitutions partielles et peu sûres. Les lois du 16 mars 1916 et 20 juin 1920 ne sont que des palliatifs temporaires. Enfin, les reconstitutions seront d'autant plus complètes et plus exactes qu'elles seront faites plus vite, c'est une vérité qui s'impose. Cependant on semble

s'éterniser, malgré les protestations justifiées des intéressés et de leurs représentants au Parlement.

Dès le 21 octobre 1915, un député, M. Bracke, demandait au ministre de la Justice.

« Quelles mesures il comptait prendre pour faire reconstituer à bref « délai les pièces juridiques détruites dans les dépôts publics par les « incendies causés par l'état de guerre dans les régions qui n'ont pas « été ou ont cessé d'être occupées par l'ennemi. »

Il est juste de reconnaître que la reconstitution fût poussée activement en 1915, en ce qui concerne les régions libérées après la première bataille de la Marne. Mais il est à craindre qu'elle soit beaucoup moins avancée aujourd'hui pour les régions libérées après les victoires de 1918. Nous ne pouvons pas, cela va de soi, en donner des preuves certaines, mais nous en avons au moins un indice. Au mois de février 1920, un projet de loi fut déposé, au nom du ministre de la Justice et du ministre des Finances, en vue d'organiser une procédure administrative de reconstitution des archives détruites dans les régions libérées. Ce projet de loi fut renvoyé par la Chambre des députés à sa commission de la législation civile, mais il n'a été, semble-t-il, jusqu'ici nullement étudié par celle-ci. Le même projet avait déjà été présenté par le Gouvernement dans la précédente législature, sans plus de résultats. Il est à remarquer que le nom du ministre des régions libérées, qui aurait paru plus intéressé que tout autre au sort de ce projet de loi, ne figure pas parmi ses signataires.

Nous sommes donc obligés d'attendre des temps meilleurs pour parler de la reconstitution des registres détruits par la guerre de 1914-1918. Nous ne pouvons que signaler, d'une part, la loi du 1^{er} juin 1916, loi purement fiscale, qui exonère des droits de timbre et d'enregistrement tous les actes et jugements relatifs à la reconstitution, et un vieux jugement du tribunal civil d'Etampes, rendu le 27 janvier 1874, sous la présidence de M. Papillon, reconstituant des

registres de la commune de La Ferté-Alais détruits par l'humidité à la suite de faits de guerre (*La Loi* du 12 mai 1916, « Registres brûlés »).

* * *

Si un acte de l'état civil reconstitué par voie administrative contient des erreurs, il peut être rectifié par un jugement comme un acte de l'état civil ordinaire.

C'est ce dont témoigne le jugement suivant, rendu, le 1^{er} février 1884, par le tribunal civil de la Seine, sous la présidence de M. Bourgoïn :

« REQUÊTE. — A Messieurs les Président et Juges composant le tribunal civil de première instance de la Seine, Mlle Marie-Louise Vautrin, célibataire-majeure, vigneronne, demeurant à Ambemay (Marne), ayant M^e Paul Roche pour avoué, a l'honneur de vous exposer que M. Jean-Louis Vautrin a contracté mariage, le 7 mai 1844, devant l'officier de l'état civil de Gercourt, arrondissement de Montmédy (Meuse), avec Mlle Virginie, fille naturelle de Mlle Barbe François Noël, légitimée par le mariage subséquent de la dite demoiselle avec M. Nicolas Bernard Hanrion, célébré à Gercourt le 7 décembre 1852; que l'exposante est née le 8 janvier 1858 à Paris, sur le douzième arrondissement, du mariage des dits Jean-Louis Vautrin et Virginie Hanrion; que l'acte de naissance de l'exposante a été détruit lors des événements de 1871 et que, dans l'acte qui a été reconstitué en 1877, l'exposante a été par erreur déclarée comme fille de Virginie Hanrion et de père non dénommé; que l'exposante est née au cours du mariage de ses père et mère, lequel n'a été dissous que quatre ans après sa naissance par le décès de Jean-Louis Vautrin sur le sixième arrondissement, le 10 août 1862, qu'il y a lieu, par suite, de rectifier l'acte de naissance de l'exposante en ce sens qu'elle y sera désignée comme née du mariage de Jean Louis Vautrin et de Virginie Hanrion; pour quoi l'exposante requiert qu'il vous plaise dire que l'acte de naissance de l'exposante, en date du 8 janvier 1858 reconstitué le 12 février 1877, sera rectifié en ce sens que l'exposante y sera désignée comme née du mariage de Jean-Louis Vautrin et de Virginie Hanrion.

« JUGEMENT. — Le Tribunal,

« Attendu que des documents produits, il résulte la preuve que

« l'acte de naissance ci-après énoncé contient des erreurs qu'il importe
« de rectifier ;

« PAR CES MOTIFS,

« Ordonne que l'acte de naissance dressé au nom de Marie-Louise
« Hanrion le 8 janvier 1858 à la mairie du 12^e arrondissement (ancien)
« de Paris, sera rectifié en ce sens que l'enfant déclaré y sera dénom-
« mée et dite Marie-Louise Vautrin, fille de Jean-Louis Vautrin et
« de Virginie Hanrion, son épouse, au lieu de Marie-Louise Hanrion,
« fille de Virginie Hanrion et de père non dénommé.

« Ordonne, en outre, que le jugement sera transcrit sur les regis-
« tres de l'état civil du 5^e arrondissement de Paris (ancien 12^e) et men-
« tion faite en marge du dit acte reconstitué. »

L'acte de naissance avait été reconstitué par une commis-
sion administrative, mais l'eût-il été par jugement, il aurait
encore pu être rectifié par un second jugement, car l'ar-
ticle 99, alinéa 2, prévoit la rectification par jugement des
jugements déclaratifs de décès.

Il est assez difficile de se rendre compte de la teneur de
l'acte de naissance dressé en 1858. En effet, si, dans la recons-
titution de 1877, il y avait eu une erreur, l'acte de 1858
était conforme au dispositif de 1884. Mais peut-être aussi,
et plus probablement, la reconstitution de 1877 était-elle la
reproduction fidèle de l'acte de 1858. Il arrive parfois, pour
diverses raisons, que des enfants nés d'une femme mariée
soient indiqués dans leur acte de naissance comme nés de
père non dénommé. La présomption *pater is est...* impose
à l'enfant, pour père, le mari ; dans ces conditions, ce n'est
pas la reconstitution de 1877 qu'on aurait rectifiée, mais bien
l'acte originaire de 1858.

On ne comprend pas pourquoi le jugement ordonne la
transcription sur le registre de la mairie du 5^e arrondis-
sement, puisque cette mairie ne conserve aucun acte de
l'état civil antérieur à 1860 : il suffisait de mentionner la
rectification en marge de l'acte reconstitué, conservé aux
archives départementales et au Palais de Justice. La preuve

du décès de J.-L. Vautrin était facile à fournir, puisque ce décès avait eu lieu en 1862 et que le double conservé dans les mairies parisiennes des actes dressés entre 1860 et 1871 n'a pas brûlé en 1871.

Peut-être le tribunal de la Seine s'est-il trompé en ordonnant la transcription à la mairie du 5^e arrondissement, et non à celle du 6^e, car l'ancien 12^e était à cheval entre le 5^e et le 6^e nouveau, et le lieu du décès du père fait présumer que le lieu de naissance de l'enfant était, lui aussi, sur le sixième nouveau.

CHAPITRE III

CAS OU IL Y A LIEU D'ANNULER UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL

Le Code civil, dans les articles 99, 100 et 101, et le Code de procédure civile, dans les articles 855, 856 et 857 (loi du 20 novembre 1911) ont prévu la « rectification » des actes de l'état civil. Cette rectification peut constituer dans la suppression d'une énonciation inexacte : par exemple on aura attribué deux prénoms au père du nouveau-né alors qu'il n'en avait qu'un, ou bien encore on aura indiqué deux noms de femmes comme étant ceux des épouses successives du décédé, alors qu'en réalité il n'aura été marié qu'une seule fois.

Mais peut-on appeler « rectification » la suppression totale de l'acte de l'état civil dressé à tort ? *A priori* il semble que ce serait forcer étrangement le sens du mot. Néanmoins la jurisprudence n'a pas hésité à étendre aux annulations totales la procédure de rectification et elle a eu raison de le faire.

Lorsque, par suite d'un malentendu, le décès d'un individu a été déclaré à la fois à la mairie de la commune où l'accident mortel s'est produit et à la mairie de celle où le cadavre a été déposé aussitôt après, l'un des deux actes est sans objet et l'on peut dire que l'erreur par suite de laquelle il a été dressé deux fois est comparable à une erreur portant sur tous les points d'un acte dressé par l'officier de l'état civil compétent. Si le législateur n'a pas réglementé l'annu-

lation des actes de l'état civil, c'est vraisemblablement parce qu'il ne l'a pas prévue. Au reste son intervention n'est pas nécessaire et l'application, par analogie, des règles ordinaires de la rectification suffit amplement aux besoins de la pratique.

* * *

Au cours de la guerre, de nombreux actes de décès ont été dressés au nom de soldats qu'ils ne concernaient pas. Il aurait été extraordinaire qu'il en fût autrement : le nombre des actes de décès dépassait et de beaucoup un million, les homonymes étaient innombrables, les erreurs d'identification étaient fatales. Par voie de conséquence, de nombreux jugements ont annulé des actes de décès. Nous renvoyons sur ce point aux exemples rapportés par la presse judiciaire (*La loi* du 15 décembre 1916 et du 8 avril 1917, la *Gazette des tribunaux* du 12 février 1917, avec une longue étude sur les annulations d'actes de décès des militaires).

Aux exemples cités par M. Boisseau et concernant des non militaires, nous ne voulons en ajouter qu'un seul, assez singulier (Tribunal civil de Reims, présidence de M. Hu, audience du 9 avril 1914. *Gazette des tribunaux* du 22 mai 1914). Il s'agit d'un acte de naissance : le sabotier Jules Prévôt, domicilié rue Léon Faucher, avait eu un enfant et était allé le déclarer à la mairie de Reims ; or, cette rue se prolongeait sur Bétheny et le numéro 170, où habitait Prévôt, était dans cette dernière commune. Le père alla donc faire une seconde déclaration de naissance à la mairie de Bétheny, et le tribunal de Reims dut annuler le premier acte, qui faisait double emploi.

CHAPITRE IV

CAS OU IL Y A LIEU DE RECTIFIER UN ACTE DE L'ÉTAT CIVIL

SECTION I

Jugements réparant une omission

§ 1. — *Omission totale*

Nous reprenons l'expression « omission totale », parce qu'elle a été employée par M. Boisseau et que nous nous sommes fait un devoir de suivre le même plan que lui ; mais, à vrai dire, il nous semble que cette expression est des plus critiquable et qu'elle manque de clarté. On pourrait croire que M. Boisseau veut parler des cas où il y a lieu d'établir par jugement un acte qui n'a jamais été dressé, hypothèse précédemment envisagée. En réalité il s'agit de tout autre chose. M. Boisseau fait ici allusion à l'identification par voie judiciaire de personnes dont l'acte de décès se rapportait primitivement à un cadavre anonyme. C'est dans la même catégorie que nous classerons le jugement rendu le 16 mai 1913 par le tribunal civil de Bruxelles, sous la présidence de M. de Le Court :

« REQUÊTE. — A Messieurs les Président et Juges composant le Tribunal de première instance de Bruxelles :

« A l'honneur d'exposer, par le substitut soussigné, le Procureur du Roi près ce tribunal :

« Qu'à Woluwé-Saint-Pierre, le 5 juin 1911, on découvrit, dans les

« étangs de l'avenue de Tewueren, le cadavre d'un homme dont l'identité ne put être immédiatement établie ;

« Que, le 7 juin 1911, M. l'officier de l'état civil de la dite commune « reçut *sub numero* 66 un acte de décès d'inconnu ;

« Que, le 12 juin suivant, le cadavre fut reconnu par Julie Delcroix, « veuve Bétrancourt, comme étant celui de son fils, Léon-Louis Théo-
« phraste ; qu'il est d'ordre public que ledit acte de décès soit rectifié
« en conséquence ;

« A ces causes, vu les articles 99 et suivantes du Code civil, 855 et
« suivantes du Code de procédure civile, l'exposant vous prie que
« l'acte figurant *sub numero* 66 dans les registres aux actes de décès
« de la commune de Woluwé-Saint-Pierre pour l'an 1911, sera rec-
« tifié en ce sens que, etc.

« JUGEMENT. — Le tribunal de première instance séant à Bruxelles,
« vu la requête présentée par M. le Procureur du Roi au nom de son
« office ;

« Attendu qu'il est d'ordre public que l'erreur dont s'agit soit rec-
« tifiée ;

« Ouï en son rapport M. le Vice-président de Le Court ;

« Vu les articles 99 et suivants du Code civil, et 855 et suivants du
« Code de procédure civile.

« Dit que l'acte figurant *sub numero* 66 dans les registres aux actes
« de décès de la commune de Woluwé-Saint-Pierre pour l'année 1911
« sera rectifié en ce sens qu'il sera déclaré applicable à Léon-Louis-
« Théophraste Bétrancourt, musicien, né à Saint-Josse-ten-Noode le
« 29 novembre 1875, domicilié à Uccle, fils de Théophraste-Louis-
« Joseph Bétrancourt et de son épouse Julie Delcroix ; dit que l'expé-
« dition du présent jugement sera transcrite dans les registres aux
« actes de l'état civil pour l'an 1913 de la commune de Woluwé-Saint-
« Pierre aussitôt qu'elle aura été transmise à M. l'officier de l'état civil
« compétent et que mention en sera faite dans chacun des doubles
« des dits registres en marge de l'acte rectifié ; fait défense, sous peine
« de dommages-intérêts, de délivrer expédition, copie ou extrait du
« dit acte sans qu'il y soit fait mention de la rectification intervenue.

*
* *

Depuis 1914, nous avons eu des exemples de la situation inverse, qu'on pourrait qualifier de « désidentification ». Un acte de décès a été dressé au nom d'un individu déterminé

et, plus tard, on s'aperçoit que l'individu en question est décédé depuis longtemps ou, au contraire, qu'il est encore vivant et toutes les recherches faites en vue d'établir d'une façon précise l'identité de l'homme désigné inexactement dans l'acte de décès restent infructueuses. On en trouvera deux exemples dans le journal *La Loi* du 17 mars 1918 (Tribunal de Versailles, 9 janvier 1918, et Tribunal civil de Bordeaux, 10 juillet 1895).

* * *

On peut encore parler d'omissions totales au sujet d'une autre catégorie de jugements très différents des précédents et qui semblent intéressants *a priori* parce qu'on peut douter de leur utilité. Il s'agit des jugements autorisant la transcription en France d'actes régulièrement dressés à l'étranger. On sait que la transcription des actes de mariage a été prévue par l'article 171 du Code civil et que celle des autres actes de l'état civil non visés par la loi est recommandée par la circulaire du Garde des Sceaux du 11 mai 1875, qui prêterait, d'ailleurs, à de copieux commentaires sur d'autres points, étrangers à notre étude.

On comprendra que nous ne pouvons pas examiner ici la valeur de l'« adage ». « Tout Français a le droit d'avoir en France la preuve de son état civil, et cela, sans jugement. » Nous sommes très sceptiques sur son bien fondé juridique, outre qu'il n'est expressément inscrit dans aucun texte législatif ou réglementaire. L'article 171 du Code civil peut, il est vrai, être considéré comme une application de ce principe, qui aurait une portée générale. Mais s'il en était ainsi, on pourrait, précisément se demander pourquoi le législateur n'a pas posé la règle générale, comme il l'a fait en d'autres circonstances (articles 47, 48, 60, § 3, 86 § 3 etc... du Code civil), et pourquoi il n'a pas envisagé que le cas où, réquisition étant faite de transcrire en France un acte de l'état civil dressé à l'étranger, la question de savoir si l'intéressé

est Français peut se trancher d'une façon relativement aisée, parce que l'officier de l'état civil, de ce requis, obtiendra plus facilement les documents probants nécessaires d'un homme qui vient de se marier que de personnes quelconques agissant dans l'intérêt soit d'un nouveau-né, soit des ayants-droit d'un individu décédé. Il est toujours très dangereux de donner à un officier de l'état civil — pratiquement à un maire de campagne ou à un secrétaire de mairie dont la culture juridique est rudimentaire — le pouvoir de se faire, sans jugement, l'appréciateur et le garant de la nationalité des gens qui viennent à lui pour le prier de transcrire un acte dressé à l'étranger.

Quoiqu'il en soit, le tribunal civil de Nancy a rendu, sous la présidence de M. Weber, le 21 octobre 1891, un jugement autorisant une transcription en France d'un acte de naissance dressé à l'étranger :

« REQUÊTE,

« M. François-Joseph-René Matry de Goussaincourt a l'honneur
« d'exposer :

« Qu'à la date du 31 janvier 1871, époque à laquelle l'exposant,
« officier au 3^e bataillon de mobiles de la Meurthe, était retenu comme
« prisonnier de guerre à Hombourg-ès-Monts, près Francfort (Alle-
« magne), est né au dit Hombourg, de son légitime mariage avec
« Mlle Jeanne-Louise-Marguerite de Gouvain, M. Georges-Marie-
« Louis-François Matry de Goussaincourt, susnommé, ainsi que le
« constate l'acte de naissance et de baptême de ce dernier, inscrit
« sur les registres des naissances et baptêmes de la cure catholique
« de ladite ville de Hombourg-ès-Monts ;

« Que, cette naissance n'ayant pas été constatée sur les registres de
« l'état civil de Nancy, domicile de l'exposant, il y a lieu de réparer
« cette omission par la transcription sur ces registres de l'acte de
« naissance et de baptême sus-énoncés.

« JUGEMENT. — Le tribunal,

« Attendu que la demande est régulièrement formée, et qu'elle est
« justifiée par les motifs qui y sont exposés,

« PAR CES MOTIFS :

« Ordonne que l'acte de naissance de Georges, etc... dûment traduit en langue française, sera transcrit sur les registres de l'état civil de Nancy, etc...

Or, de deux choses l'une : ou le silence de la loi en ce qui concerne la transcription en France d'un acte de naissance concernant un Français et dressé à l'étranger doit être interprété comme une autorisation tacite, ainsi que l'explique la circulaire de 1875, et alors aucun jugement n'est nécessaire et il n'y a aucun délai à l'expiration duquel la transcription ne serait plus possible, ou, au contraire, la loi n'ayant visé que la transcription des actes de mariage, un jugement ne peut rendre légal une transcription que la loi interdit par préterition.

L'autre jugement, rendu par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, le 3 juin 1913, sous la présidence de M. Fournier, vise une transcription d'acte de mariage :

« Attendu que l'exposant, M. Paul Medeville, a contracté mariage avec la demoiselle Marguerite Planton le 12 février 1898 devant l'officier de l'état civil de Buenos-Ayres (Rép. Arg.), après avoir rempli les formalités prescrites par l'article 170 du Code civil;

« Attendu que l'exposant est rentré en France le 12 juillet 1912 et a pris son domicile à Bordeaux, boulevard de Talence 37, mais qu'il a omis de faire transcrire l'acte de célébration de son mariage sur les registres de l'état civil de cette ville, ainsi qu'il est prescrit en l'article 171 du Code précité, que cette transcription ne peut plus être faite qu'en vertu d'un jugement, que l'exposant y conclut et que rien ne paraît s'opposer à la demande ;

« PAR CES MOTIFS :

« Le tribunal, après en avoir délibéré, dit que l'acte de célébration du mariage de l'exposant dressé par l'officier de l'état civil de Buenos-Ayres (Rép. Arg.) le 12 février 1898, ou la traduction qui en sera faite par un traducteur-juré, sera transcrite sur les registres publics des mariages de la commune de Bordeaux et ce, en conformité de l'art. 171 du Code civil ».

La transcription a été faite le 4 juillet 1913 sur les registres de Bordeaux (2^e section).

Ici encore le même dilemmese pose : l'article 171 du Code civil n'a jamais dit que, passé les trois mois du retour du Français en France, la transcription de son acte de mariage ne pouvait plus être opérée qu'en vertu d'un jugement.

De deux choses l'une : ou bien la transcription est devenue tout à fait impossible, et un jugement ne saurait l'autoriser, ou bien, au contraire, l'article 171, comme on s'accorde à le reconnaître, n'a aucune sanction et, après l'expiration des trois mois, la transcription est encore possible, même sans jugement. C'est cette dernière solution qui nous semble préférable : il est bon que, même tardivement, un acte de mariage célébré à l'étranger soit transcrit en France, car il évite la bigamie par l'apposition d'une mention en marge de l'acte de naissance.

D'ailleurs, la jurisprudence du ministère de la Justice et celle du ministère des Affaires étrangères sont en ce sens ; chaque fois que ces deux départements ministériels sont consultés, ils engagent vivement les maires à transcrire les actes de mariages célébrés à l'étranger, à quelque époque qu'ils leurs soient soumis.

§ 2. — *Omissions partielles*

M. Boisseau ne cite dans sa thèse qu'un seul exemple de jugement ayant trait à une omission partielle et relatif à un titre nobiliaire (Ruinard de Brimont au lieu de Ruinard tout court). Les jugements de ce genre sont très nombreux ; ce sont ceux-là que l'on rencontre dans les recueils de jurisprudence, qui rapportent, en général, très peu de jugements rendus sur requêtes, particulièrement en matière d'état civil. Les jugements que nous allons étudier et qui complètent des actes en lacune sont d'une tout autre espèce.

* * *

La négligence avec laquelle sont dressés les actes de l'état civil dans certains petits villages est à peine croyable : les témoins ne sont pas présents lors de la rédaction des actes de naissance, — c'est la règle générale — on demande plus tard à des parents, à des amis, ou même à des inconnus de régulariser l'acte incomplet. De même, les prénoms sont laissés en blanc jusqu'au jour où les père, mère, parrain et marraine se sont mis d'accord. Enfin, le maire signe tous les actes à la fin de l'année. Les juges de paix ou les maires ruraux auxquels on expose les dangers d'un tel état de choses répondent communément qu'il n'y a pas grand mal et que, malgré toutes ces irrégularités, l'ensemble de l'état civil fonctionne d'une façon satisfaisante. Nous nous permettons de ne pas partager cette manière de voir, et le jugement suivant, rendu le 28 février 1911 par le tribunal civil de Nancy, sous la présidence de M. Barrabino, nous fait toucher du doigt les conséquences de ces négligences, fréquentes, nous le répétons, dans un grand nombre de petits villages.

« REQUÊTE. — M. René Léon Debrin, garçon boucher, demeurant à Bruville (Meurthe-et-Moselle), a l'honneur d'exposer :

« Qu'il est né à Sainte-Geneviève, canton de Pont-à-Mousson
« arrondissement de Nancy, le 13 juin 1886, du légitime mariage de
« Jules Debrin, instituteur, et de Gabrielle Pauline Alba, tous deux
« demeurant alors à Sainte-Geneviève ; que sa naissance fut déclarée
« par son père le surlendemain 15 juin, à l'officier de l'état civil de la
« dite commune de Sainte-Geneviève et qu'un acte destiné à la cons-
« tater fut rédigé sur les registres du dit état civil à la place corres-
« pondant à la date du 15 juin, mais que cet acte est resté inachevé et
« imparfait ;

« Que, s'il indique le jour, l'heure et le lieu de la naissance, le sexe
« de l'enfant, les prénoms, nom, professions et domiciles des père et
« mère, il n'énonce ni les prénoms de René Léon, donnés à l'enfant,
« ni les prénoms, noms, professions et domiciles des témoins, et que,

« enfin, il ne porte ni la signature de l'officier de l'état civil, ni celle
« de M. Jules Debrin, déclarant, et des témoins ;

« Qu'il y a lieu de réparer les omissions ainsi commises par un
« jugement qui, pour le surplus, tiendra lieu d'acte de naissance.

« JUGEMENT. — Le Tribunal : Attendu qu'il y a lieu de compléter
« l'acte de naissance de René Léon Debrin, qui est resté inachevé,
« que ce sont bien les prénoms de René Léon qu'il y a lieu de donner
« à l'enfant dont la naissance était déclarée, que le déclarant d'alors,
« Jules Debrin, père de l'enfant, a fait, en effet, connaître, à la date
« du 10 décembre 1910, que ce sont bien ces prénoms qu'il avait don-
« nés à son fils :

« PAR CES MOTIFS,

« Dit que l'acte de l'état civil de la commune de Sainte-Geneviève,
« en date du 15 juin 1885, sera complété par l'énonciation des prénoms
« de l'enfant, qui sont René Léon ;

« Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres
« des actes de naissance.

(Le jugement ne parle pas du défaut de signature).

* * *

Dans les communes plus importantes, il est impossible que l'officier de l'état civil signe chaque acte au fur et à mesure qu'il est adressé. A Paris, l'adjoint signe deux ou trois fois par semaine les actes de naissance et de décès, et ce travail lui demande chaque fois plus d'une demi-heure. Dans les autres communes, il est prudent de faire signer à l'officier de l'état civil les actes qui portent son nom toutes les semaines au moins, mais il s'en faut de beaucoup qu'il en soit toujours ainsi ; aussi arrive-t-il de temps en temps que le maire décède alors qu'un assez grand nombre d'actes dans lesquels il est désigné comme officier de l'état civil ne sont pas signés par lui. Dans ce cas, la lacune doit être réparée par un jugement comme celui qu'a rendu, le 10 février 1909, le tribunal civil de Versailles, sous la présidence de M. Féron :

« LE TRIBUNAL,

« Attendu que le maire de Carrières-sur-Seine est décédé le 19 novembre 1908 sans avoir signé divers actes de l'état civil énumérés « par la requête qui précède ; qu'il y a lieu de suppléer à cette « omission ;

« PAR CES MOTIFS,

« Dit que les actes ci-dessus indiqués dans ladite requête, non « signés du maire décédé, seront régularisés par la signature Ne « Varietur de M. le Président dudit tribunal et celle du greffier.

« Dit que le présent jugement sera inscrit à la date sur les registres « de l'état civil des naissances et des décès de l'année courante de « ladite commune de Carrières-sur-Seine et que mention en sera faite « en marge de chacun des actes rectifiés, conformément à l'article « 857 du Code de procédure civile. »

(Les signatures du président et du greffier figurent sous les mentions marginales du jugement, en face de chacun des actes non signés du maire, sur les deux registres de 1908, mairie et greffe, des naissances et des décès.)

Le plus souvent la signature du maire manque à la fois sur des actes de naissance, des actes de décès et des actes de publication de mariage. Le tribunal de Versailles estime que le jugement doit alors être transcrit cinq fois, à savoir sur les deux registres de naissance, sur les deux registres de décès et sur le registre unique de publications de mariages de l'année courante.

Peut-être est-ce beaucoup exiger ; il semble que la transcription sur les registres soit de naissance, soit de décès, est suffisante, du moment que chaque acte régularisé porte l'indication de cette transcription (Voir, à ce sujet, le jugement du Tribunal civil de la Seine, en date du 28 février 1919, publié dans la *Gazette des tribunaux* du 6 juillet 1919 et accompagné d'une note).

Le Tribunal de Versailles exige que les actes non signés du maire le soient par le président du tribunal. Aucune disposition du Code civil ne prescrit cette procédure, mais

elle ne doit pas cependant être considérée comme irrégulière et prétorienne. En effet, le code n'a pas prévu, *expressis verbis*, le défaut de signature des actes par l'officier de l'état civil, et, cependant, il serait ridiculement pharisaïque de tenir ces actes pour inexistants faute de cette signature et de recourir alors aux moyens employés dans les hypothèses prévues par l'article 46 du Code civil. Comme, d'autre part, il n'est pas indispensable que le législateur réglemente par un texte spécial ce cas exceptionnel on peut faire crédit aux tribunaux civils, et leur permettre de réparer, par tels ou tels moyens qui leur sembleront efficaces, la défectuosité des actes non signés par le maire ou par l'adjoint.

*
* * *

Sur les actes de naissances de jumeaux, on a l'habitude d'inscrire « premier jumeau » ou « second jumeau ». La qualité de premier jumeau ne confère de nos jours aucun avantage. La différence des prénoms suffirait à distinguer les deux enfants. Mais il se peut (l'hypothèse n'est pas purement théorique) que le père choisisse pour les deux jumeaux le même ou les mêmes prénoms. En ce cas, c'est uniquement par l'énonciation « premier » ou « second jumeau » que l'état civil des deux enfants se distingue dans leur acte de naissance. Récemment encore, cette indication avait un autre intérêt : la loi du recrutement de l'armée du 15 juillet 1889, abrogée par la loi du 21 mars 1905, permettait à l'aînée de deux jumeaux de ne faire qu'un an de service militaire, tandis que le second en faisait trois. D'une façon générale, quand on avait frère sous les drapeaux, le service militaire était réduit à un an. Si les actes de naissance des deux jumeaux n'indiquaient pas quel était celui des deux qui était le premier sorti du sein de sa mère, un jugement était nécessaire pour désigner le favorisé. C'est pourquoi le préfet de la Haute-Loire dut un jour demander au Procureur de la

République de Brioude de présenter requête au tribunal civil de cette ville, qui rendit, le 26 janvier 1894, sous la présidence de M. Mauriac, le jugement que voici :

« Le Tribunal, vu la requête qui précède et les pièces à l'appui,

« Attendu que les actes de naissance des jumeaux Pierre-Florentin Dumas et Jean-Alexis Dumas n'indiquent pas lequel des deux est l'aîné, et qu'il s'agit de statuer sur l'ordre de primogéniture ;

« Attendu qu'il résulte des documents produits et de l'enquête à laquelle il a été procédé par M. le juge de paix du canton de Pinols que Pierre Florentin Dumas est bien l'aîné des deux frères ; qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions du ministère public ;

« Par ces motifs,

« Prononce la rectification de l'acte de naissance de Pierre-Florentin Dumas, inscrit sur les registres de l'état civil de Desges, à la date du 16 août 1872, en ce sens qu'il y sera désigné comme étant sorti le premier du sein de sa mère, prononce également la rectification de l'acte de naissance de Jean-Alexis Dumas, inscrit sur les registres des actes de l'état civil de la commune de Desges, en ce sens qu'il y sera désigné comme étant sorti le second du sein de sa mère ; ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres des actes de naissance de la commune de Desges, année courante, et que mention en sera faite en marge des actes réformés, tant sur le registre existant à la mairie de ladite commune que sur le double qui se trouve déposé au greffe de ce siège. »

SECTION II

Jugements homologant une addition ou une substitution de nom

Pendant la guerre, et surtout après l'armistice, quelques Alsaciens, portant des noms à consonnance allemande, demandèrent à porter dorénavant un nom à consonnance française, par exemple celui de leur mère ou, s'ils étaient mariés, celui de leur femme. D'après les renseignements qu'a bien voulu nous donner la chancellerie, aucune jurisprudence fixe n'existe sur la question. Tantôt ces demandes

ont été rejetées, tantôt, au contraire, elles ont été admises (Voir à titre d'exemple, au *Bulletin des lois* du 14 juin 1919, un décret autorisant à changer le nom de Geschwindenhamer en celui de Montigny) et presque toutes les demandes admises sont celles formées par des Alsaciens qui s'étaient engagés dans l'armée française sous des noms d'emprunt et demandaient à conserver ces noms. On comprend le mobile auquel ont obéi les postulants. Ils craignaient d'être pris pour des Allemands en raison de leur nom, erreur qui pourrait leur être préjudiciable. Mais, si légitime que soit cette crainte, nous estimons qu'elle n'est pas suffisante pour entraîner une décision favorable. Non seulement il y aura toujours d'excellents Français, Alsaciens ou non, qui continueront à porter des noms à consonnance allemande, mais il y a eu dans le passé des noms célèbres, tels que ceux de Kleber, Kellermann, etc... qui peuvent servir de précédents et de répondants. Si l'on entrait dans cette voie, on ne pourrait plus s'arrêter. Tous les noms à consonnance étrangère, espagnole, italienne, etc., devraient être modifiés et, en Algérie notamment, où les fils d'étrangers devenus Français par le bienfait de la loi sont si nombreux, d'une génération à l'autre les noms se transformeraient.

*
* *
.

Lorsqu'un Français né en France a perdu la nationalité française en vertu d'un décret de naturalisation rendu par un souverain étranger, décret modifiant les prénoms et nom de famille de celui qu'il concerne, y a-t-il lieu de faire coïncider les énonciations de l'acte de naissance avec l'état civil nouveau du naturalisé ? C'est la question qu'eut à trancher le tribunal civil de Bordeaux à propos de l'affaire Louis-Charles-Alexandre Blanc de Manville, naturalisé espagnol sous les prénoms et nom de Don Luis Carlos Alejandro de Bianchi de Médicis de Manville. Il la résolut par la négative

(jugement du 26 mai 1914, présidence de M. Fournier :
La loi du 9 mai 1915) :

« Le Tribunal n'a pas à discuter la validité des actes émanant
« d'une souveraineté étrangère qui ont modifié l'état civil du deman-
« deur, lequel a perdu la qualité de Français... L'acte de naissance a
« été régulièrement dressé à l'époque par l'autorité compétente et, si
« le Tribunal n'a pas à apprécier les décisions émanant d'un gouverne-
« ment étranger, il ne lui incombe pas davantage d'en assurer l'exé-
« cution en France... L'on ne se trouve pas dans un des cas où il y
« ait lieu d'ordonner une rectification d'état civil conformément à
« l'article 99 du Code civil. »

Nous ne sommes pas bien sûrs que le raisonnement du Tribunal civil de Bordeaux soit rigoureusement exact. Dans l'espèce, il s'agissait d'un Français devenu Espagnol par naturalisation ; mais prenons l'hypothèse d'un Espagnol né par hasard en France, dont l'acte de naissance aurait été dressé conformément à la loi française dans la commune du lieu de sa naissance : si, pour une raison ou pour une autre, l'intéressé, ayant fixé son domicile dans son pays, obtenait des autorités compétentes espagnoles une décision l'autorisant à changer de nom, et si, dans la suite, il demandait au Tribunal français de l'arrondissement dans lequel il est né de modifier en conséquence son acte de naissance, le raisonnement du Tribunal de Bordeaux s'appliquerait aussi bien à cette espèce qu'à celle de M. de Manville. L'acte aurait été régulièrement dressé à l'époque de la naissance et la modification du nom serait le résultat d'une décision émanant d'autorités étrangères. Serait-ce une raison pour refuser à un Espagnol ce qui est accordé à un Français ? Et l'Espagnol, domicilié en Espagne, devrait-il s'adresser pour obtenir le décret l'autorisant à changer de nom, aux autorités françaises, en raison de ce que le hasard l'a fait naître en France ?

A notre avis, du moment qu'un gouvernement étranger a valablement conféré à un individu une qualité nouvelle qui

influe sur son état civil, le tribunal français, qui ne conteste pas la validité de cette collation de nom ou d'élément juridique quelconque de l'état civil, ne peut se refuser à ordonner la mention, en marge de l'acte de naissance de cet individu des modifications d'état civil qui découlent de la décision du gouvernement étranger.

* * *

Au reste, notre opinion peut s'appuyer sur la correspondance suivante, échangée entre la mairie de Nanterre et le Procureur de la République près le Tribunal civil de la Seine :

« Nanterre, le 18 avril 1917.

« M. le Procureur de la République à Paris,

« Vous avez bien voulu, à la date du 9 mars courant, envoyer « aux « fins demandées » un jugement du Tribunal de première instance de la République et canton de Genève, rendu le 25 janvier « 1917 et ordonnant le changement de nom de deux enfants nés à « Nanterre, les 9 janvier 1907 et 20 août 1909 (n° de l'envoi 9161 « C.-R.).

« Je me permets de vous demander :

« 1° Si, en ma qualité d'officier de l'état civil français, je puis exécuter un jugement étranger sans que l'exequatur ait été prononcé « par un tribunal français ;

« 2° Si je puis, quelle que soit la solution donnée à la question « précédente, me contenter de mentionner ledit jugement en marge « des deux actes de naissance, ce qui me semblerait résulter du dispositif du jugement que vous m'avez transmis.

« Je vous retourne ci-joint le jugement dont il est question ci-dessus.

« En attendant vos éclaircissements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Procureur de la République, l'assurance de ma respectueuse considération.

Le Maire de Nanterre,

« Signé : DURAND »

PARQUET
DE 1^{re} INSTANCE
DE LA SEINE

« Soit transmis à M. le Maire de Nanterre en lui faisant connaître :

« 1^{re} Que, lorsqu'il s'agit de sujets étrangers, comme dans l'espèce actuelle, il est de pratique constante dans les mairies du département de la Seine et au Greffe de l'état civil, de mentionner en marge des actes de l'état civil français les concernant les décisions de leurs tribunaux nationaux portant modification de leur état civil, sans exiger l'exequatur d'un tribunal français ;

« 2^o Qu'en pareil cas il n'y a pas lieu de transcrire le jugement étranger, mais simplement de le mentionner, en marge des actes de l'état civil qui y sont visés. »

En résumé, nous estimons que les décisions des autorités étrangères modifiant les actes de l'état civil reçus en France doivent avoir leur répercussion sur ces actes.

SECTION III

Jugements rectificatifs proprement dits

L'étude des rectifications proprement dites occupe dans la thèse de M. Boisseau plus de 50 pages, et les documents qui sont à notre disposition nous permettraient de développer dans de pareilles proportions cette partie de notre étude. Nous sommes donc obligés de faire ici un triage et de réduire au minimum les commentaires qu'appelleraient les jugements que nous allons rapporter. On nous reprochera peut-être de négliger ce qui serait le plus important. Pour nous disculper, nous répéterons ce que nous avons dit dans notre introduction, à savoir que le moment n'est pas encore venu où l'on pourra édifier une théorie de la rectification des actes de l'état civil et que, pour l'instant, ce qui importe le plus, c'est d'apporter des documents inédits ou de rapprocher par de simples références des documents récents dis-

séminés, en vue de permettre à ceux que la question intéressera particulièrement de résumer les grandes lignes de cette question suivant les classifications déjà établies par notre prédécesseur.

§ 1. — *Erreur d'orthographe dans le nom patronymique de l'intéressé*

En Bretagne, et particulièrement dans le département du Finistère, l'usage est, en ce qui concerne les noms commençant par Ker..., de remplacer cette syllabe par un K barré, la barre étant placée transversalement sur le jambage inférieur de droite k̄. Cet usage est très ancien, et les imprimeries bretonnes possèdent un caractère d'imprimerie spécial.

Dans le reste de la France, on ne comprend pas les expéditions d'actes de l'état civil ainsi orthographiées et, si la quatrième lettre du nom est une voyelle, on la fait précéder d'un K ordinaire ; Kerandavelec deviendrait, par exemple, Kandavelec et si les différents actes concernant un même individu sont dressés les uns en Bretagne, les autres dans d'autres parties de la France, le nom de l'intéressé revêtira des formes dissemblables.

Nous en trouvons un exemple curieux dans un jugement rendu le 10 avril 1905 par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. Denis Quercy :

« REQUÊTE. — M. Auguste Alfred Kerebel, demeurant à Bordeaux, « cours d'Alsace-Lorraine, n° 93, a l'honneur de vous exposer :

« Que son acte de mariage, dressé par l'officier de l'état civil de « Bordeaux, le 11 septembre 1873, et l'acte de naissance de son fils, « dressé par l'officier de l'état civil de la même ville le 24 juin 1874, « portent son nom orthographié Kebel ;

« Que cette erreur provient d'un vieil usage breton, qui consiste à « mettre une barre sur le K du nom pour remplacer la syllabe « Ker ;

« Que, cet usage étant inconnu à Bordeaux, tout au moins par les

« officiers de l'état civil qui ont dressé les actes sus-relatés, ces derniers ont orthographié par erreur le nom de Kerebel Kebel, alors qu'à Brest, lieu d'origine de la famille, ce nom s'écrivait indistinctement Kerebel ou Kebel, avec une barre au milieu du K, remplaçant la syllabe Ker ;

« Que l'acte de naissance de l'exposant, dressé le 19 juillet 1842 par l'officier de l'état civil de Brest, porte le nom de Kerebel ;

« Que l'exposant a intérêt à rendre semblable l'orthographe de son nom dans tous les actes de l'état civil qui le concernent, etc...

« Dispositif du Jugement

« PAR CES MOTIFS :

« Le Tribunal ordonne que l'acte de mariage de l'exposant, du 11 septembre 1873, et l'acte de naissance de son fils, du 24 juin 1874, dressés par l'officier de l'état civil de Bordeaux, seront rectifiés en ce sens que le nom de Kebel sera remplacé par celui de Kerebel et que la signature apposée par l'exposant au bas de ces actes sera également orthographiée Kerebel au lieu de Kebel. »

Au premier abord, on pourrait se demander si par le fait que l'acte de naissance désignant une personne sous le nom de Kerebel, son mariage n'est pas nul, par suite d'erreur sur la personne, ou de non identité s'il est appelé Kebel dans l'acte de mariage. Mais on doit ne pas s'embarrasser de ce scrupule tout théorique : du moment que, malgré la différence orthographique, il n'est pas niable que Kebel et Kerebel désignent le même individu, aucune nullité ne peut entacher la validité du mariage.

§ 2. — *Erreur sur le nom entier de l'intéressé*

On ne saurait croire combien est fréquente l'erreur suivante, qui, *a priori*, semblerait invraisemblable. Ce n'est pas un, ni dix, ni plus de vingt exemples qui nous en ont été rapportés.

Une personne, sur le point de se marier, écrit au maire de la commune où elle est née pour se faire envoyer une expédition de son acte de naissance : le maire se reporte à la

table décennale et y trouve l'inscription de l'acte de naissance d'une personne désignée du même nom que son correspondant. En réalité, il s'agit d'un frère ou d'une sœur du requérant. Que cette erreur soit fréquente, il n'y a rien qui puisse étonner, mais ce qui est plus étrange, c'est que l'intéressé, recevant un acte qui ne le concerne pas, ne s'en aperçoit pas, ne le lit probablement même pas, le remet à la mairie du lieu où le mariage doit être célébré, et ce n'est que plusieurs années après qu'on découvre le quiproquo. Il faut alors rectifier l'acte de mariage.

M. Boisseau en a cité un exemple, à la page 190 de sa thèse. Celui que nous rapportons offre cette particularité qu'il était préjudiciable à la fois à la veuve, qu'il empêchait de faire liquider sa pension, le mari étant mort pour la France, et au frère du décédé, qu'il empêchait de se marier, en raison de la mention de mariage apposée à tort en marge de son acte de naissance. Ce jugement est tout récent, il a été rendu le 21 juillet 1920 par le tribunal de Nancy, sous la présidence de M. Reiter :

« Attendu que Léontine Dassonville a épousé sans contrat préalable de mariage, le 27 novembre 1909, devant l'officier de l'état civil de Maidières (Meurthe-et-Moselle) Charles Péquignot, ouvrier d'usine, né à Belfort le 20 janvier 1881, de Charles Péquignot et de Joséphine Emilie Monet, et que de cette union sont nés un fils, âgé actuellement de dix ans, et deux filles de neuf ans et six ans, et qu'un autre fils, Auguste Péquignot, né à Pont-à-Mousson le 1^{er} avril 1908 et reconnu par son père, a été légitimé au moment de ce mariage;

« Que Charles Péquignot, de la classe 1901, du recrutement de Toul, matricule n° 1465, est décédé le 18 septembre 1915, « Mort pour la France » au Bois de la Gruerie, alors qu'il était incorporé comme soldat au 168^e régiment d'infanterie, 10^e compagnie;

« Que sa veuve avait rempli les formalités pour obtenir la liquidation de sa pension, mais qu'à ce moment on s'est aperçu que son acte de mariage, par suite, sans doute, d'une erreur qui a dû se produire au moment de la délivrance de l'acte de naissance requis pour la célébration du mariage, ne porte ni le véritable prénom de son

« mari, qui est Charles, ni la véritable date de sa naissance, qui est
« le 20 janvier 1881, mais le prénom de son frère plus jeune, Joseph,
« et la date de la naissance de ce dernier, aussi à Belfort, le 22 fé-
« vrier 1884 ;

« Que la preuve de cette erreur manifeste résulte de ce que, le
« le 27 novembre 1909, époque de la célébration du mariage, Joseph
« Péquignot se trouvait à Belfort, employé comme manœuvre au ser-
« vice de M. Lucien Vicaire, entrepreneur rue du Rhône, et de ce
« qu'il était alors retenu au régiment, où il accomplissait une période
« d'instruction de vingt-huit jours, de ce qu'il s'est ensuite fixé à
« Vienne (Isère), rue Joseph-Martin n° 12, et n'a jamais rencontré la
« dame Léontine Dassonville, sa belle-sœur, avant l'année 1920, c'est-
« à-dire quelques années après le décès de son frère Charles ;

« Attendu que l'identité de Charles Péquignot, de la 10^e compa-
« gnie du 168^e régiment d'infanterie, décédé au Bois de la Gruerie le
« 18 septembre 1915, avec Péquignot indiqué sous le prénom de
« Joseph dans son acte de mariage et habitant Maidières, rue Lan-
« ternier, 39 bis, et époux de Léontine Dassonville, est d'ailleurs éta-
« blie par le soldat Joseph Lang du 186^e régiment d'infanterie et le
« soldat Emile Ehle de la 7^e compagnie du 72^e régiment d'infanterie ;

« Attendu que la dame veuve Péquignot a évidemment le plus grand
« intérêt à faire rectifier cette erreur contenue dans son acte de
« mariage, qui l'empêche de faire liquider sa pension de veuve et
« empêche également son beau-frère Joseph, resté célibataire, de
« contracter mariage ;

« PAR CES MOTIFS :

« Après communication de la présente demande à M. le Procureur
« de la République et rapport d'un de Messieurs du siège,

« Dit et ordonne que l'acte de mariage dressé à Maidières, le 27 no-
« vembre 1909, entre Léontine Dassonville et Charles Péquignot, sera
« rectifié en ce sens que le prénom du futur sera indiqué comme étant
« Charles au lieu de Joseph, indiqué par erreur, et que la date de sa
« naissance sera indiquée comme étant le 20 juin 1881, au lieu du
« 22 février 1884, portée également par erreur, ordonne que le dispo-
« sitif du présent jugement sera transcrit sur les registres, etc... »

* * *

Il est certain qu'un enfant naturel non reconnu, dont
l'acte de naissance indique un nom de femme comme étant

celui de sa mère, a légalement le droit de porter ce nom (1). Néanmoins, un certain nombre d'officiers de l'état civil, et même quelques Procureurs de la République, commettent sur ce point une erreur de droit et s'imaginent que l'enfant doit être désigné dans tous les actes ultérieurs le concernant, et notamment dans son acte de mariage, sous une série de prénoms dont le dernier doit lui servir de nom patronymique. Le nom de la mère est bien reproduit dans l'acte de mariage, mais seulement dans l'indication de la filiation.

A maintes reprises, les tribunaux civils, conformément à une jurisprudence constante, ont rectifié ces actes de mariage et donné à l'enfant le nom de sa mère ou, tout au moins, le nom de la femme indiquée comme étant sa mère, en raison de ce que toute personne a droit à un nom, et que celui qui est porté dans l'acte de naissance n'a été démenti dans la suite par aucune action intentée soit par la véritable mère, soit par la femme qui est indiquée dans l'acte, mais qui peut n'être pas la mère de l'enfant. C'est ainsi qu'un individu, désigné dans l'acte de son mariage célébré à Moret le 20 janvier 1913 sous le nom de Julien, a été reconnu par le tribunal civil de Fontainebleau comme s'appelant en réalité Julien B..., du nom de la femme indiquée dans son acte de naissance comme étant sa mère (Jugement du 27 mai 1914. *La Loi* du 19 juillet avec le rappel d'un grand nombre de jugements rendus dans le même sens).

Mais il peut se faire, par contre, que le nom de la femme désignée comme étant la mère soit un nom de fantaisie, par lequel la mère a voulu dissimuler toute trace de sa maternité. Si aucun jugement n'intervient, l'enfant a légalement le droit de porter ce nom, comme un enfant trouvé a le droit de porter le nom que lui a choisi l'officier de l'état civil ; mais si, plus tard, la mère reconnaît l'enfant sous son véritable nom, elle est fondée à faire rectifier l'acte de nais-

1. Voir E.-M. Perreau, *le Droit au nom en matière civile*, p. 217.

sance (1). C'est ce qu'a décidé nettement le tribunal civil de Rouen dans un jugement rendu en audience publique, que nous reproduisons ci-dessous. Toutefois, nous devons faire cette réserve que l'expédition qui nous est parvenue contient certainement des erreurs de copie, le rendant par endroits inintelligible :

« Attendu que la demoiselle Sophie-Berthe Colombel, née à Blosseville-sur-Mer (Seine-Inférieure), le 25 février 1879, est accouchée à l'hospice général de Rouen, le 5 janvier 1904, d'un enfant du sexe masculin; que, pour cacher sa maternité à ses parents, elle est entrée à l'hospice sans pièces d'identité et a déclaré se nommer Sophie-Marie Coruble, née à Blosseville-sur-Mer (Seine-inférieure) le 20 mars 1880; que, sur ses indications, l'enfant a été déclaré et inscrit le 5 janvier 1904 sur les registres des actes de l'état civil de Rouen sous les noms de Henri-Georges Coruble, fils naturel de Sophie-Marie Coruble, célibataire, cuisinière, 5, rue de l'Hôpital, à Rouen, née à Blosseville-sur-Mer le 20 mars 1880; qu'à sa sortie de l'hospice et par acte passé à la mairie de Rouen le 16 juin 1904, l'enfant a été reconnu par la demanderesse, qui s'est toujours indiquée sous les noms de Sophie-Marie Coruble;

« Attendu que l'enfant doit porter son véritable état civil et que la demanderesse est fondée à demander la rectification de l'acte de naissance de son enfant et de l'acte de reconnaissance;

« Attendu que, des recherches faites sur les registres des actes de l'état civil de la commune de Blosseville-sur-Mer des années 1873 à 1882, il résulte qu'il n'existe pas, pendant cette période, d'acte de naissance de Sophie-Marie Coruble, indiquée par la demanderesse comme étant née dans cette commune le 20 mars 1880; qu'il en résulte la preuve de la fausse déclaration faite sous les noms d'une personne inexistante;

« Attendu que l'enfant aurait dû être inscrit sous les noms de Henri Georges, fils naturel de père et mère inconnus; que l'acte de reconnaissance du 16 janvier est sans effet comme ayant été passé sous les noms d'une personne inexistante;

« Attendu que les recherches faites sur les registres des actes de l'état civil de Blosseville-sur-mer pendant cette période de 1873 à 1882 ont permis de trouver: 25 février 1879, naissance de Colombel

1. Voir E.-M. Perreau, *op. cit.*, p. 214 s-qq.

« (Sophie Berthe), demanderesse; 10 septembre 1881, naissance de
« Coruble (Marie Léonie); 21 septembre 1881, décès de Coruble
« (Marie Sophie), célibataire, âgée de 74 ans;

« Attendu que la demanderesse, qui a caché la naissance de son
« enfant en lui donnant une fausse identité, est fondée à demander
« au tribunal de donner à cet enfant sa véritable identité, et que l'au-
« teur de la reconnaissance d'un enfant naturel a qualité de la cri-
« tiquer pour cause de fraude et de forme ? (1)

« Attendu que l'enfant dont s'agit est né le 5 janvier 1904; que la
« demanderesse reconnaît être accouchée à cette même date à l'Hos-
« pice général de Rouen; qu'il résulte des documents de la cause
« qu'elle a repris cet enfant en février 1904 (même année), qu'elle
« l'a élevé, lui a prodigué les soins de la mère de famille, l'a toujours
« eu avec elle, s'est toujours montrée bonne mère à son égard, que,
« dans le quartier, l'enfant est connu sous le nom de « petit Georges »,
« qu'il y a parfaite identité entre cet enfant et celui inscrit sous les
« noms de Henri Georges Coruble;

« Attendu que Maître Zarycki (le tuteur du mineur), ès qualités,
« déclare s'en rapporter à justice;

« PAR CES MOTIFS,

« Le Tribunal : oui Monsieur l'avocat de la République en ses con-
« clusions orales, jugeant en premier ressort et en matière ordinaire,
« Donne acte à Maître Zarycki de ce qu'il déclare s'en rapporter à
« justice;

« Sur la demande de la demoiselle Colombel, — donne acte à la
« demanderesse de ce qu'elle reconnaît être accouchée à l'Hospice
« général de Rouen, le 5 janvier 1904, d'un enfant du sexe masculin
« déclaré sous les noms de Henri Georges Coruble au lieu de Henri
« Georges Colombel;

« Dit qu'il y a identité entre l'enfant inscrit sur les registres de
« l'état civil de Rouen le 5 janvier 1904 sous les noms de Henri Georges
« Coruble et celui que la demanderesse a avec elle;

« Dit que la demanderesse s'appelant Colombel, Sophie Berthe, et
« non Coruble, Sophie Marie, il y a lieu d'ordonner la rectification
« des actes de naissance et de reconnaissance dont s'agit;

« En conséquence, ordonne la rectification de l'acte de naissance
« dont s'agit, en date du 5 janvier 1904, en ce qu'il y sera dit : « Acte
« de naissance de Henri Georges Colombel, né à Rouen le 5 janvier
« 1904, fils naturel de Sophie Berthe Colombel, célibataire, cuisinière,

1. Erreur certaine dans l'expédition.

« rue de l'Hôpital, 5, à Rouen, née à Blosseville-sur-mer (Seine-Inférieure) le 5 février 1879 » au lieu de : « Henri Georges Coruble, fils naturel de Sophie Marie Coruble, célibataire, cuisinière, rue de l'Hôpital 5, à Rouen, née à Blosseville-sur-mer (Seine-Inférieure) le 20 mars 1880 ;

« Ordonne la rectification de l'acte de naissance de cet enfant, du 16 janvier 1904, en ce sens qu'il y sera dit : Est comparue Made-moiselle Sophie Berthe Colombel, célibataire, cuisinière, rue de l'Hôpital 5, à Rouen, née à Blosseville-sur-mer (Seine-Inférieure) le 25 février 1879, laquelle a reconnu comme son fils naturel l'enfant né à Rouen le 5 janvier 1904 et inscrit sous les noms de Henri Georges ;

« Ordonne la transcription du présent jugement sur les registres de l'état civil de Rouen pour valoir acte de reconnaissance de l'enfant dont s'agit ;

« Ordonne que mention en sera faite en marge des actes de naissance et de reconnaissance rectifiés ; dit qu'il ne pourra en être délivré d'expéditions, extraits ou bulletins sans mention de la rectification ordonnée ».

La mère de l'enfant né à Rouen le 5 janvier 1904 avait fait lors de la naissance de cet enfant, une fausse déclaration, qu'elle a retirée lors de la reconnaissance ; aucune sanction pénale n'est intervenue, et il nous est difficile d'expliquer pourquoi, car le premier point à élucider serait celui de savoir si Sophie Colombel ne croyait pas, de bonne foi, s'appeler Sophie Coruble, et si elle n'a découvert son erreur que postérieurement à 1904. Or rien dans le jugement ne nous permet de répondre à cette question.

*
* *

Dans le cas précédent, un jugement était nécessaire, parce que la discordance entre le nom réel et celui que la mère avait faussement déclaré pouvait faire naître des doutes sur l'identité de l'enfant. Mais, à chaque instant, il y a discordance entre l'orthographe du nom ou les prénoms de la mère, dans l'acte de naissance de l'enfant et dans l'acte de

reconnaissance par la mère. Cela tient à ce que l'acte de naissance est dressé sur les déclarations d'une sage-femme ou d'une personne quelconque ayant assisté à l'accouchement, qui ne connaît qu'imparfaitement les véritables nom et prénoms de la mère, tandis que l'acte de reconnaissance est dressé sur les déclarations de la mère elle-même, signé par elle, et généralement, après production des pièces écrites reproduisant exactement les prénoms et nom, c'est-à-dire presque toujours, d'un bulletin de naissance. Dans ce cas, la mention de reconnaissance portée en marge de l'acte de naissance, ne concorde pas complètement avec l'acte lui-même, mais le nom de l'enfant doit être, dans les expéditions ultérieures, conformément à la loi du 30 novembre 1906, recopié d'après la mention, et non d'après le corps de l'acte.

La loi du 30 novembre 1906 oblige le copiste de l'acte de naissance à faire parfois un véritable travail de rédaction, et à combiner l'acte lui-même avec ses mentions marginales : le nom est alors le produit de la réaction des mentions sur l'acte original.

Cette constatation prouve combien est vicieuse la rédaction de certaines mentions en marge d'actes de naissance, apposées dans de petites communes « Reconnu par sa mère le... à... » Il est indispensable de répéter dans la mention le nom de la mère, quand bien même il serait identique à celui qu'énonce l'acte de naissance.

*
* * *

Un jugement très ancien, du tribunal civil de Bordeaux, rendu en Chambre du Conseil le 31 avril 1881, sous la présidence de M. Ernest Faye, ne peut se comprendre que si, préalablement, on compare un acte de mariage et un acte de naissance.

L'acte de mariage auquel nous voulons faire allusion a

été dressé le 5 novembre 1857 à Bordeaux (1^{re} section) et contient le passage suivant :

« ... d'une part, Jean Joseph Sainte-Croix, tailleur d'habits, né à Bergerac (Dordogne), le 2 mai 1803, demeurant à Bordeaux rue Mondenard, 6, fils majeur de père et mère non nommés, et, d'autre part, Jeanne Julie Didier, née à Bordeaux le 11 novembre 1807, y demeurant, même maison, fille majeure de feu Bonaventure Didier, perruquier, et de feu Jeanne Challion, son épouse... Sur notre interpellation, les futurs époux déclarent ne pas avoir fait de contrat de mariage... »

Les époux, comme on a pu le remarquer, avaient en 1857, au jour de leur mariage, chacun une cinquantaine d'années. L'acte de naissance est antérieur, il remonte au 3 décembre 1838 : l'officier de l'état civil n'y est pas désigné, même par son titre, ce qui est une particularité à noter, et il est ainsi conçu :

« Acte de naissance du 3 décembre 1838 :

« Le dit jour, à la même heure, est comparu le sieur Jean Joseph Ferry, âgé de 34 ans, tailleur d'habits, demeurant rue des Remparts, n° 44, lequel nous a présenté un enfant du sexe masculin, né avant-hier à 5 heures du soir de lui, déclarant, et de Julie Jeanne Didier, son épouse (sic), et auquel il donne les prénoms de François Edouard. Fait en présence de... et de..., témoins majeurs. Lecture faite du présent, le père et le premier témoin ont signé avec nous, le dernier a déclaré ne le savoir. »

En marge figure cette mention :

« Par jugement en date du 31 août 1881, transcrit sur les registres de l'état civil de cette ville le 9 septembre 1881, le tribunal civil de Bordeaux a ordonné la rectification de l'acte ci-contre en ce sens que le nom patronymique de l'enfant et celui de son père, écrits par erreur Ferry, seront écrits à l'avenir Sainte-Croix, dit Ferry. »

Cette mention est d'ailleurs incomplète ; elle aurait dû constater qu'à l'époque où l'acte a été dressé les mots « son épouse » étaient erronés, puisque les parents ne se sont

mariés que dix-huit ans après la naissance de l'enfant ; mais le jugement n'a pas voulu relever ce détail en raison de ce qu'au jour de son prononcé l'enfant était valablement légitimé.

Le jugement du 31 avril 1881 substitue, dans un certain nombre d'actes de l'état civil, au mot Ferry les mots Sainte-Croix dit Ferry. Le point intéressant est dans la requête :

« Dans le contrat de mariage qui a réglé les conditions civiles de « cette union, les futurs époux ont déclaré reconnaître et légitimer « les deux enfants qu'ils avaient eus précédemment, le sieur Jean « Jules Sainte-Croix, né le 3 mai 1835, et le sieur François Edouard « Sainte-Croix, l'exposant, né le 1^{er} décembre 1838... »

Or, les époux, nous l'avons vu, ont déclaré au maire n'avoir pas fait de contrat de mariage. Peut-être la requête confond-elle « contrat de mariage » et « acte de mariage ». Les enfants peuvent, en tout cas, être considérés comme valablement légitimés par la déclaration de leur père lors de la naissance. (Interprétation constante de l'art. 336 par la jurisprudence.)

§ 3. — *Erreur sur le nom d'une personne autre que l'intéressé*

M. Boisseau a cité dans sa thèse des erreurs sur le nom de la mère, résultant d'une copie maladroite du livret de famille : on inscrit comme étant la mère de l'enfant la mère du mari, c'est-à-dire la grand'mère de l'enfant, ou la première femme du père, lorsque celui-ci est veuf ou divorcé ; cette confusion est généralement expliquée dans la requête, mais le jugement lui-même, qui n'est motivé qu'en apparence, uniquement pour donner une satisfaction platonique au vœu de la loi, est rédigé sommairement. On en est réduit à deviner les causes de modifications aussi profondes dans l'état civil que celles que nous trouvons dans un jugement

rendu, le 27 juin 1919, par le tribunal civil de la Seine (Chambre du Conseil) sous la présidence de M. Gafine :

« Attendu que des documents produits résulte la preuve de l'erreur
« alléguée, dont la rectification est demandée; qu'il y a lieu d'ordon-
« ner cette rectification.

« PAR CES MOTIFS :

« Ordonne que l'acte de naissance de Assunta Verrechia, dressé le
« 9 juin 1914 sur les registres de l'état civil du XIX^e arrondissement
« de Paris, sera rectifié en ce sens que la mère de l'enfant déclaré y
« sera prénommée et nommée Domenica Todisca au lieu de Maria
« Di Méo; ordonne, en outre, que le présent jugement sera transcrit
« sur les registres courants de l'état civil du XIX^e arrondissement et
« que mention en sera portée en marge de l'acte ainsi rectifié. »

§ 4. — *Erreurs sur les prénoms du ou des intéressés*

Les erreurs sur les prénoms peuvent dans certains cas être aussi graves que les erreurs sur les noms, parce que comme nous l'avons vu plus haut, deux jumeaux ne diffèrent, en général, en ce qui concerne leur état civil, que par les prénoms; mais les erreurs consistant à substituer un prénom à un autre sont sans importance le plus souvent, et ce sont celles qui font l'objet du plus grand nombre de rectifications. Celles que nous allons énumérer sont d'autre nature.

Tout d'abord, s'agissant d'étrangers, la distinction est assez difficile. Les prénoms français sont tous connus, les prénoms étrangers, aux yeux des officiers de l'état civil, peuvent facilement être pris pour des noms patronymiques. C'est une confusion de ce genre que signale le jugement rendu, le 2 avril 1913, par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. Fournier. Nous nous contenterons de reproduire la requête, qui résume les faits :

« M. Joaquin Palacin, terrassier, demeurant à Bordeaux, 12 rue
« Lafontaine, a l'honneur de vous exposer :

« Que, de son mariage avec la dame Carmen Dos, est né, le 4 décembre 1903, un enfant du sexe masculin auquel a été donné le prénom de Marcel;

« Que, par suite d'une erreur, ledit enfant a été inscrit à la mairie de la ville de Bordeaux (section 3, n° 1.335), sous le nom de Marcel, fils de Joaquin Palacin Ballarin et de Carmen Dos, comme si le père avait pour prénoms Joaquin Palacin et pour patronymique Ballarin ;

« Qu'à la vérité Ballarin était le nom patronymique de la mère de l'exposant et que son nom patronymique est simplement Palacin ;

« Qu'il y a lieu, par suite, de rectifier dans ce sens l'acte de naissance de Marcel Palacin, etc... »

*
* * *

La confusion entre prénoms et nom patronymique peut encore se produire lorsque le nom patronymique a la forme d'un prénom ; ce ne sont pas seulement les enfants naturels qui s'appellent Paul, Louis, ou Charles, mais des enfants légitimes à filiation parfaitement régulière. Il est vrai qu'on peut supposer que, remontant dans leur ascendance, on finirait presque certainement par trouver un enfant naturel de père et mère non dénommés.

Lorsqu'un individu s'appelle Paul, ou Louis, de son nom de famille, ce nom doit-il être placé avant ou après son prénom ? Si la question avait été posée au début du xix^e siècle, elle aurait semblé incompréhensible. On se serait demandé à qui pourrait venir l'idée étrange de placer les prénoms à la suite du nom. Le mot « Prénom » signifie étymologiquement « devant le nom ». L'usage courant désigne les gens par un de leurs prénoms suivi de leur nom et jamais par leur nom suivi du prénom ; on ne parle pas de Rousseau (Jean-Jacques), mais toujours de Jean-Jacques Rousseau. Enfin, le Code civil, d'un bout à l'autre du livre I^{er}, emploie la formule « les prénoms, nom, etc... ».

Cependant, vers la fin du xix^e siècle, les actes administratifs font généralement précéder les prénoms par le nom,

les prénoms étant mis ou non entre parenthèses. Cette modification aux usages provient de l'emploi de tableaux à colonnes ; dans la première colonne, celle de gauche, on place le nom, dans la suivante on met les prénoms. Ce système est d'ailleurs rationnel, puisque c'est d'après les noms que sont classés les individus. Mais ce qui se justifie pour les tableaux ne se comprend plus dans les actes du genre des actes de l'état civil, où les phrases sont construites d'après le type normal, avec sujet, verbe et compléments. Qu'il plaise aux gendarmes et aux gardes-champêtres de désigner les personnes dans leurs procès-verbaux par leur nom d'abord, leurs prénoms ensuite, pour donner à leurs rapports plus de solennité, soit ; la solennité peut paraître ridicule, mais, en tout cas, elle est inoffensive. Dans les actes de l'état civil l'inconvénient est plus sérieux. Quand un enfant de père et mère non dénommés est désigné par une suite de prénoms, il importe de savoir quel est celui de ses prénoms qui servira de nom patronymique, transmissible à sa descendance. Nous n'hésitons pas à affirmer que ce sera le dernier. Le Formulaire général des actes de l'état civil, dans son chapitre 1^{er} « Dispositions communes à tous les actes de l'état civil », confirme notre manière de voir.

Faute d'une règle fixe et précise sur ce point on peut prendre pour le prénom ce qui est en réalité le nom patronymique, et vice versa. Nous en trouvons la preuve dans le jugement suivant rendu, le 9 mai 1911, par le tribunal civil de Nancy sous la présidence de M. Barrabino :

« M. François Joseph, vigneron, demeurant à Lesménils, « canton de Pont-à-Mousson, a l'honneur d'exposer :

« Qu'il a épousé Mlle Marie Joséphine Bertrand à la mairie de « Lunéville le 9 novembre 1892 ;

« Que son acte de mariage (n° 2) porte « François François », fils « mineur de « François Charles Joseph François », au lieu de « Joseph « François », Joseph étant son nom, François son prénom, fils « mineur de Joseph Charles François, Joseph étant le nom de son

« père, Charles François ses prénoms, comme le prouvent l'acte de « naissance de l'exposant du 20 février 1871 et l'acte de naissance de « son père, du 5 février 1834 ;

« Et que, d'autre part, l'acte de naissance (n° 3) de sa fille, née le « 4 mars 1901, porte en marge « Bertrand, Marie Joséphine Jeanne, « au lieu de Joseph, Marie Joséphine Jeanne » le nom de la mère « ayant été substitué par erreur à celui du père ;

« Qu'il est nécessaire de faire rectifier ces erreurs ; . » »

LE JUGEMENT EST EN CE SENS ; LE MOT JOSEPH EST TOUJOURS SOULIGNÉ, MAIS LA REQUÊTE N'A ÉTÉ ADMISE QUE PARTIELLEMENT.

Le tribunal : « ... Attendu, en ce qui concerne l'acte de naissance « de Joseph, Marie Joséphine Jeanne, née à Lesménils le 3 mars 1901, « que le nom du déclarant, père de l'enfant, est bien dit être Joseph ;

« Que peu importe qu'on ait inscrit en marge dudit acte Bertrand « comme étant le nom patronymique de l'enfant, cette mention marginale étant superflue et n'ayant pas pour effet de changer le nom ;

« Attendu qu'il résulte des pièces produites que dans l'acte de « mariage dressé en la mairie de Lesménils, etc. . . »

Le jugement ne rectifie donc que l'acte de mariage.

* * *

Il arrive parfois qu'au moment où l'acte de naissance est dressé, les prénoms ne sont pas inscrits immédiatement ; on attend l'approbation du parrain ou de la marraine. Le fait est nettement reconnaissable lorsque les prénoms sont écrits d'une autre encre que le reste de l'acte, mais, quelquefois aussi, très rarement d'ailleurs, on oublie de remplir les blancs intentionnellement laissés et un jugement rectificatif doit ultérieurement combler la lacune, comme l'a fait, le 15 janvier 1916, le tribunal civil d'Aubusson pour un acte dressé quatre ans plus tôt à Flayat (*Gazette des Tribunaux* du 14 septembre 1917).

* * *

Le devoir du tribunal civil d'Aubusson n'était pas douteux, parce que l'acte de naissance de Flayat n'indiquait aucun prénom, mais *quid* lorsque le requérant prétend que

l'acte de naissance n'énonce pas tous les prénoms déclarés par lui à l'officier de l'état civil ? La question est beaucoup plus délicate, car l'acte de l'état civil fait foi jusqu'à inscription de faux pour les faits affirmés par l'officier de l'état civil, et l'officier de l'état civil a affirmé implicitement dans l'acte que les prénoms qu'il y consigne sont les seuls qui aient été déclarés devant lui. Cette affirmation est, d'ailleurs, confirmée par la signature du déclarant et des deux témoins. Cependant, le tribunal civil d'Alger a admis, après enquête, qu'un prénom avait été omis, et son jugement a été rendu sous la forme ordinaire d'un jugement sur requête, sans inscription de faux (Trib. civ. d'Alger, 13 juillet et 20 octobre 1916. La loi du 25 février 1917).

Si la place ne nous était mesurée, nous serions obligés d'instaurer ici une longue discussion sur les conditions dans lesquelles, en principe, peuvent être rectifiées dans un acte de l'état civil, les énonciations qui émanent non des déclarants ou des comparants, mais de l'officier de l'état civil lui-même. Ces énonciations font foi, avons-nous dit jusqu'à inscription de faux ; or, elles sont très souvent contraires à la vérité. L'acte énonce, par exemple, que la déclaration de la naissance ou du décès a été faite à la personne même de l'officier de l'état civil signataire ; on sait qu'il n'en est presque jamais ainsi et que l'acte est dressé sur déclaration faite au secrétaire de la mairie. Si un acte de naissance se termine par les mots « ... qui ont signé avec le déclarant et nous, Colin Maillot, maire de Trépointe », et si, d'autre part M. Colin Maillot fait un séjour d'une semaine à Paris, et, n'a signé qu'à son retour ces actes dressés en son absence, toute personne intéressée à dénier la valeur probante de l'acte de naissance pourra-t-elle être déclarée recevable à faire la preuve que le maire n'a pas reçu lui-même la déclaration de naissance qu'il a signée, et, si oui, par quelle procédure ? De même si les témoins, comme il arrive à la campagne, n'ont signé que plusieurs jours après le déclarant,

n'ayant pas été présents lors de l'établissement de l'acte de naissance. De même si l'heure portée à l'acte n'est pas celle à laquelle il a été dressé... Dans toutes ces hypothèses, il manque l'un des trois éléments du faux principal ou faux criminel ; l'intention de nuire. Mais le préjudice, quoique involontaire, peut exister, lorsque, par exemple, une reconnaissance d'enfant naturel a eu lieu dix minutes avant la célébration du mariage des père et mère que, sur le registre des mariages, l'heure de la célébration est antérieure à celle de la reconnaissance sur le registre des naissances (1). Nous estimons que ces erreurs matérielles peuvent être rectifiées par la procédure ordinaire des articles 99 et suivants du Code civil, surtout si ni l'officier de l'état civil, ni les parties intéressées, ne contestent qu'il y a eu omission ou erreur. Seulement il faut bien reconnaître que, dans ces conditions, la force probante des énonciations émanant de l'officier de l'état civil n'est pas aussi puissante et aussi générale qu'on le proclame à la lumière des principes (2).

*
* *

En cette matière, les tribunaux sont allés encore plus loin.

Lorsqu'un acte de décès indique les prénoms du décédé dans un ordre différent de celui de l'acte de naissance, il est légitime qu'un jugement rectificatif rétablisse dans l'acte de décès l'ordre des prénoms suivi dans l'acte de naissance.

1. Le cas s'est produit, il y a une vingtaine d'années au XV^e arrondissement de Paris.

2. C'est dans le même esprit sans doute que la Cour de cassation a admis le 5 décembre 1906 (II arr. D. 1908.1.545) qu'un acte notarié constatant comme s'étant passé à la vue du notaire des actes qui n'avaient pas eu lieu en sa présence, il était inutile de recourir à l'inscription de faux si tous les intéressés reconnaissaient le fait ; et que la Cour de Rouen, le 21 mai 1913, (*Gaz. des Trib.*, 1913, 2^e sem. 2.394), ayant la preuve, en vertu de présomptions graves, qu'un notaire ayant reçu un acte y avait ensuite frauduleusement ajouté une mention constatant une réception d'argent a jugé inutile la voie de l'inscription de faux (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1909, p. 173 et 1914, p. 393).

Mais un tribunal civil peut-il modifier l'ordre des prénoms d'un acte de naissance ? Nous ne le pensons pas ; cet ordre est définitif, et toute modification qui y est apportée modifie le nom même de l'intéressé. C'est cependant ce qu'a fait le tribunal civil d'Etampes le 17 février 1914 (La loi du 1^{er} juin 1914). Ce jugement est vivement critiqué par l'annotateur.

En effet, lorsqu'un acte de naissance indique trois ou quatre prénoms dans un ordre déterminé et qu'il n'est pas allégué que l'officier de l'état civil les a consignés sur les registres dans un ordre autre que celui où ils ont été énoncés par le déclarant de la naissance, l'acte est régulier et l'on ne peut véritablement prétendre qu'il a besoin d'être rectifié par suite d'une omission ou d'une erreur. La modification de l'ordre des prénoms équivaut, alors, à un changement de prénoms, à un changement de désignation onomastique de l'individu dont l'acte de naissance est critiqué. Ce changement n'est pas de la compétence de l'autorité judiciaire, mais bien de celle du pouvoir exécutif.

* * *

Enfin, lorsqu'un enfant de père et mère non dénommés n'est désigné dans son acte de naissance que par un prénom, sans indication de nom patronymique, un tribunal civil peut-il compléter ce prénom par l'adjonction d'un nom demandé par le requérant ? Evidemment non : la dation de nom *a posteriori* ne peut résulter que d'une décision de l'autorité exécutive et non du pouvoir judiciaire. Malgré ces principes indiscutables, le tribunal civil de la Seine a, pendant plusieurs mois, attribué des noms à des pupilles de l'Assistance publique qui n'en avaient aucun sur leur acte de naissance (*La Loi*, même numéro, Trib. civ. de la Seine, 8 novembre 1910). Le tribunal civil de la Seine a, de lui-même, et depuis longtemps, renoncé à cette jurisprudence incorrecte et il n'est pas à notre connaissance qu'un tribu-

nal civil quelconque, autre que celui de la Seine, ait jamais été tenté d'accueillir une telle requête. L'individu que son acte de naissance désigne sous le vocable unique de « Jean » peut, selon nous, invoquer les articles 4 et suivants de la loi du onze Germinal an xi^e ; celui qui désire s'appeler « Jean Lampret », au lieu de « Jean » tout court, « *a quelque raison de changer de nom* ». Il peut prétendre que le laconisme de son acte de naissance ne lui attribue qu'un prénom et que le nom patronymique a été laissé en blanc, ou qu'on ne peut le désigner que par le signe de l'anonymat, X... lettre par laquelle sont indiqués, sur les registres de l'état civil, les individus (noyés, écrasés,...) qui, dans leurs actes de décès, ne sont pas individualisés. La loi ne précisant pas alors qui doit choisir le nom patronymique nouveau (1), on ne peut que laisser ce choix à l'intéressé lui-même, ou, s'il est mineur, à son représentant légal, sous le contrôle, bien entendu, des autorités publiques, qui doivent veiller à ce que cette attribution de nom ne puisse nuire ni à l'enfant, ni aux tiers.

* * *

Un tribunal civil pourrait-il, après coup, modifier un prénom, si le déclarant offrait de prouver que le prénom figurant dans l'acte de naissance lui a été imposé par l'officier de l'état civil ? L'espèce n'est pas purement hypothétique. Il y a trois ans, un agent de police venait déclarer son enfant à la mairie du V^e arrondissement de Paris, et indiquait comme prénom celui de Jeannine. L'employé qui, à cette époque, se trouvait au bureau des naissances et qui mourut peu de temps après l'incident auquel nous faisons allusion, refusa d'accepter le prénom de Jeannine comme non conforme à la loi du onze germinal an XI, et, malgré les protestations du père, inscrivit celui de Jeanne. Le père dut signer

1. Cf. l'article 58, § 2 du Code civil relatif aux enfants trouvés.

l'acte pour n'être pas en contravention avec l'article 55 du Code civil, qui veut que le père déclare la naissance dans les trois jours de l'accouchement. Or, l'employé se trompait ; Jeannine est parfaitement conforme à la loi de germinal an XI ; c'est un dérivé de Jeanne par l'intermédiaire du prénom assez rare de Jeannin, comme Bernard, Bernardin, Bernardine, Baptiste, Baptistin, Baptistine, etc. Si le père avait voulu, en faisant appuyer sa réclamation par le témoignage des deux témoins de l'acte de naissance, faire rectifier par jugement le prénom de Jeanne en celui de Jeannine, aurait-il été favorablement accueilli ? Nous le croyons. Toutefois, de bons esprits penchent pour la négative. D'après eux, les prénoms inscrits dans l'acte de naissance sont définitifs s'ils sont conformes à la loi de germinal an XI et si l'acte est signé du déclarant.

Cette thèse est, croyons-nous, trop absolue. Le père, il est vrai, a accepté le prénom de Jeanne qui lui a été suggéré, et il a signé l'acte. Mais il n'a pas accepté ce prénom ni signé l'acte librement et spontanément ; il a été l'objet d'une violence morale, dont les témoins de l'acte pourraient en justice certifier la réalité et l'influence sur la détermination du père ; on trouverait même là le seul cas, peut-être, où l'intervention des témoins dans la rédaction d'un acte de l'état civil peut offrir quelque utilité. Si le tribunal admettait qu'il y a eu violence morale, il ne pourrait se refuser à ordonner la rectification de l'acte de naissance et l'addition du prénom de Jeannine à celui de Jeanne, ou le remplacement de celui-ci par celui-là.

§ 5. — *Erreurs sur le sexe dans les actes de naissance*

L'erreur du sexe dans les actes de naissance est beaucoup plus fréquente qu'on ne se l'imaginerait *a priori*.

M. René Worms, dans son livre sur « La sexualité dans

les naissances françaises », page 32, *in fine*, écrit : « Il est
« possible qu'il y ait parfois quelques déclarations inexactes
« quant au nom ou à la filiation, mais nous n'avons jamais
« ouï dire qu'il y en ait eu quant au sexe. »

Et, en note :

« Nous avons seulement vu signaler dans la presse
« quelques très rares erreurs d'inscriptions sur ce point, qui
« amenaient l'inscription ultérieure de filles sur les listes de
« recrutement militaire et étaient alors réparées. »

M. René Worms exprime dans ce passage une opinion
purement personnelle, mais la réalité est sensiblement diffé-
rente : d'abord, il y a des erreurs de plume, des erreurs
matérielles ; l'employé, par étourderie, écrit « sexe mascu-
lin », alors qu'on lui a déclaré « sexe féminin ». Il arrive
même que l'un des deux registres indique un sexe, alors que
le second registre indique l'autre sexe. C'est peut-être à une
hypothèse de ce genre que se réfère le jugement du tribu-
nal de Wassy, rendu le 5 novembre 1818, sous la prési-
dence de M. Laurent Nicolas Claude Halotel, que nous
reproduisons ci-dessous, bien qu'on puisse éprouver des
doutes sur la cause de l'erreur :

« Attendu qu'il résulte de l'acte de notoriété délivré par le juge de
« paix du canton de Joinville le 1^{er} novembre, présent mois, que, le
« 23 floréal an III, il est né au dit Lepoix (Louis), de son mariage
« avec Marie Jeanne Royère, un enfant mâle auquel on a donné les
« prénoms de Charles Louis, que l'officier de l'état civil de Rouvroy,
« qui a constaté la naissance de cet enfant, loin d'énoncer qu'il était
« du sexe masculin, l'a désigné comme étant du sexe féminin, et lui a
« donné seulement le prénom de Louis, qu'il a également énoncé que
« la mère du dit enfant avait pour prénom Marguerite au lieu de
« Marie Jeanne ;

« Le tribunal, jugeant en premier ressort, ordonne que l'acte de
« naissance dressé le 24 floréal an III par l'officier de l'état civil de la
« commune de Rouvroy, dans laquelle dit Charles Louis Lepoix a été
« désigné comme enfant femelle et a été nommé Louis simplement,
« fils de Louis Lepoix et de Marguerite Royère, ne sera plus délivré
« qu'avec les rectifications suivantes : Charles Louis Lepoix, fils de

« Louis Lepoix et de Marie Jeanne Royère, à peine de tous dommages-
« contre l'officier qui l'aurait délivré autrement... etc... »

Plus souvent, le sexe de l'enfant est indéterminé en raison de la forme et de la nature des organes génitaux. Pour traiter cette difficulté, il nous faudrait des connaissances médicales que nous avouons ne pas posséder. Nous sommes obligé de nous en rapporter aux jugements qui nous sont tombés sous les yeux et qui sont, à vrai dire, assez nombreux. Nous en donnons des exemples.

La requête du jugement rendu par la Chambre du Conseil du tribunal civil de la Seine le 30 avril 1915, sous la présidence de M. Bricout, expose que :

« Emile T..., 7, rue Lautiez, a contracté mariage avec Marie Angèle
« V... à Châteauneuf (Savoie), le 4 août 1894 ; ils ont eu, le 16 juin
« 1900, un enfant qui fut déclaré à la mairie du XVII^e comme étant du
« sexe féminin, sous les prénoms de Marcelle Jeanne. Au bout de
« quelques mois cet enfant se révéla hypospadias et, après plusieurs
« interventions chirurgicales, qui se poursuivirent jusqu'à ces der-
« nières années, l'enfant dont s'agit a été définitivement reconnu
« comme appartenant au sexe masculin. L'exposant produit un certi-
« ficat du chirurgien de l'hôpital Bretonneau. »

A la suite de cette requête, le tribunal rendit le jugement suivant :

« Attendu que des documents produits résulte la preuve de l'er-
« reur alléguée, dont la rectification est demandée ; qu'il y a lieu
« d'ordonner cette rectification,

PAR CES MOTIFS :

« Ordonne que l'acte de naissance dressé à la mairie du XVII^e ar-
« rondissement de Paris, le 17 juin 1900, au nom de Marcelle Jeanne
« T..., sera rectifié en ce sens que l'enfant y sera prénommé et nommé
« Marcel Jean T... et qu'il y sera dit : du sexe masculin, fils de...,
« au lieu de : « du sexe féminin, fille de... Ordonne, en outre, que le
« présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil du
« XVII^e arrondissement de Paris et que mention en sera portée en
« marge de l'acte ainsi rectifié. »

Le cas est net. Le suivant ne l'est pas moins :

Tribunal civil de Neufchâteau. Audience du 27 juillet 1911, présidence de M. Odinot ;

« Le Tribunal,

« Attendu qu'il résulte d'un certificat du Dr Bruhl, médecin de
« l'hôpital Bichat, à Paris, non enregistré mais à faire enregistrer en
« même temps que le présent jugement, que Huraux René présente
« tous les caractères physiques et toutes les fonctions d'une personne
« du sexe féminin,

« Qu'il résulte des circonstances de la cause que Huraux Renée est
« née le 29 juillet 1892 à Rouceux ;

« Que, sur les actes de l'état civil de cette commune, à cette date
« ne se trouve mentionné qu'un acte de naissance au nom de Huraux
« René, enfant de Huraux Eugène René et de Renaux Marie
« Mathilde, que cet enfant est présenté comme étant du sexe masculin ;

« Mais qu'il est de notoriété publique que cet acte de naissance est
« applicable à Huraux Renée, qu'il y a lieu de procéder à la rectification de l'acte de naissance du 30 juillet 1892 ;

PAR CES MOTIFS :

« Dit que l'acte de naissance ci-dessus rappelé sera rectifié en ce
« sens que le prénom sera Renée et non René et en ce que l'enfant né
« le 29 juillet 1892 sera indiqué comme étant du sexe féminin au lieu
« du sexe masculin ».

Plusieurs médecins et sages-femmes nous ont raconté qu'ils ont, lors de l'accouchement, estimé être du sexe féminin des individus dont la virilité ne s'est extériorisée qu'avec l'âge. Inversement, une sage-femme de la Haute-Marne nous a confessé avoir pris pour des signes du sexe masculin ce qui n'était que de l'inflammation, disparue une semaine au plus après la naissance.

Dans l'exemple rapporté au journal *La Loi* du 17 juillet 1914 (Trib. civ. de Corbeil, 15 juillet 1914), il s'agissait d'une personne qui passa pour être du sexe masculin pendant près de dix-huit ans et qui fut reconnue être une fille après de longues et patientes investigations d'ordre physio-

logique ; ce ne fut même qu'après une période d'hésitations que les médecins finirent par donner un avis catégorique.

En dernier lieu, une source d'erreur résulte de l'inadvertance du médecin ou de la sage-femme. On nous citait dernièrement le fait suivant : à Paris, une femme était en danger de mort après un accouchement, elle avait à son chevet deux médecins et une sage-femme ; tout le monde était si inquiet qu'on regarda superficiellement le sexe de l'enfant et que ce fut le médecin de l'état civil qui s'aperçut de l'erreur de ses collègues.

Ces erreurs sont corrigées soit quand l'enfant doit aller en classe, soit même quand il est sur le point de partir au régiment ; un jugement intervient alors nécessairement. Mais nous sommes persuadés que, lorsque l'enfant meurt en bas âge, l'erreur n'est pas rectifiée. On nous en a d'ailleurs donné un exemple positif. Dans un département de l'Est, une petite fille suit les cours de l'école primaire ; son acte de naissance lui donne des prénoms masculins et porte l'indication « sexe masculin » et, cependant, tout le monde sait qu'elle est du sexe féminin ; nous pourrions citer son nom si nous ne craignons de lui porter préjudice.

Les prénoms par eux-mêmes ne sont pas un critérium du sexe, à la seule lecture de l'acte de naissance. Sans vouloir entrer dans des développements qui allongeraient inutilement notre travail, constatons qu'il y a des prénoms hermaphrodites comme Camille, Placide, Maxime, Hippolyte, Nicaise, etc..., que le prénom de Marie est donné fréquemment à des hommes, et que nous avons vu un acte de naissance où un enfant du sexe féminin était prénommé Charles Marie Philippe. On pourrait donc, à la rigueur, laisser à un enfant du sexe masculin des prénoms donnés le plus souvent aux filles mais ce serait lui rendre un mauvais service, faire jouer un rôle ridicule dans maintes circonstances, et occasionner parfois des confusions. Nous croyons donc qu'il convient, aussi bien pour être logique que pour ne pas pré-

judicier à l'enfant, d'étendre aux prénoms la rectification opérée quant à l'indication du sexe dans les actes de naissance.

* * *

§ 6. — *Erreurs sur les dates et sur les âges*

L'erreur de date présente surtout de l'importance au point de vue des successions, d'abord parce que, à vingt-quatre heures près, un enfant peut être réputé conçu ou non, légitimement ou non, suivant qu'il se trouve ou non en-deça de la période de cent quatre-vingt jours, ou au delà de la période de trois cent jours considérées comme les durées minima et maxima de la grossesse. Elle peut être aussi importante à un autre point de vue.

Il y a une vingtaine d'années, deux époux, avant de se marier, à la mairie du XV^e arrondissement de Paris, avaient reconnu leur enfant naturel, le même jour, quelques minutes plus tôt. A Paris, les bureaux des naissances et des mariages sont séparés. Dans les deux actes on avait arrondi les heures. D'une part, tous les actes au bureau des naissances étaient censés dressés à l'heure juste ou à la demie ; d'autre part, les actes des mariages, préparés à l'avance, indiquaient une heure fictive, qui était celle dans laquelle les actes se suivaient sur les registres, et non pas l'heure réelle des célébrations. Il en résulta que l'enfant, bien que reconnu avant le mariage, semblait, d'après les heures indiquées aux actes, avoir été reconnu après la célébration et, par conséquent, n'être pas légitimé *ipso facto*. Il fallut, pour rétablir la vérité des faits, un jugement rectificatif, qui n'alla pas sans difficultés, puisque l'indication de l'heure est une de celles qui font foi jusqu'à inscription de faux.

Enfin, les rectifications de dates sont nécessaires pour la liquidation des pensions et autres décisions administratives, car les administrations, à bon droit d'ailleurs ne veulent

statuer que sur le vu de pièces régulières et concordantes. C'est pourquoi, le 28 octobre 1913, la Chambre du Conseil du Tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. Fournier, rendit le jugement suivant :

« REQUÊTE. — La dame Jeanne Eloïna Nicolat, veuve du sieur
« Jean Bourbon, demeurant à Virelade (Gironde) ayant pour avoué
« M^e Vignerte, a l'honneur de vous exposer que son mari, le sieur
« Bourbon, est décédé à Virelade, canton de Bodensac, le 26 juillet 1913, ainsi que la constate l'acte de décès dressé le même jour ;
« Que, dans cet acte, il a été porté comme étant né à Paillet le
« 25 mai 1847, alors qu'il appert de son acte de naissance qu'il est
« né le 24 mai 1847 ; que la même erreur existe dans l'acte de mariage
« des époux Bourbon, inscrit sur les registres de l'état civil de la
« même commune le 21 avril 1877 ; qu'enfin, le nom de la mère du
« dit sieur Bourbon a été dans ces deux actes écrit Hellier, alors qu'il
« doit être orthographié Hélier, qu'il importe à l'exposante de faire
« rectifier ces erreurs afin que l'administration de la marine puisse
« liquider la pension de retraite à laquelle la dame Bourbon a droit
« comme veuve de marin de l'Etat, etc...

* * *

Une autre erreur de date provient d'une application fâcheuse, dans les mairies, de la loi du moindre effort. Dans un acte de naissance et dans un acte de décès, il y a deux dates, celle du fait matériel de la naissance ou du décès, et celle du jour où l'acte a été dressé ; le plus souvent ces deux dates sont dans le même mois et, au lieu de répéter le nom du mois, l'employé se sert de la formule commerciale « le 18 courant ». L'habitude aidant, cette formule est employée même lorsqu'elle ne se justifie pas, c'est-à-dire lorsque la naissance ou le décès se place dans les derniers jours du mois. C'est une erreur de ce genre que rectifie la Chambre du Conseil du Tribunal civil de Bordeaux, dans un jugement rendu le 6 août 1902, sous la présidence de M. Denis Quercy :

« Attendu les motifs de la requête,
« Attendu qu'il résulte des documents et renseignements soumis
« au tribunal que les erreurs signalées par l'exposante ont été réellement commises dans les actes de l'état civil énoncés dans la
« requête ci-jointe,
« Qu'il y a lieu, par suite, d'en ordonner la rectification,
« Vu les articles 99 et 101 du Code civil,

PAR CES MOTIFS ;

« Le tribunal, après délibéré, statuant sur la requête à lui présentée
« ordonne la rectification de l'acte de naissance de la fille de l'exposante. Léonie Marie Thérèse Maiseau, dressé le 3 juillet 1890 à la
« mairie de Talence, en ce sens que les mots « née le 30 juillet courant » seront remplacés par « née le 30 juin dernier. »
« Ordonne la transcription, etc...

Un jugement semblable, rendu le 25 octobre 1909, rectifie un acte de naissance reçu à Talence, le 2 octobre 1865, où il était dit que l'enfant était né le 29 courant.

Avant le mois de janvier 1913, cette erreur était grave, puisque la date indiquée la première était celle à laquelle l'acte avait été dressé ; plus loin, on trouvait pour la naissance ou le décès, les mots « dix-huit courant » ou « hier » ou « avant-hier ». Nous avons vu des actes où le mot « hier » était omis : il était donc impossible, d'après eux, de savoir quand avait eu lieu la naissance ou le décès.

Depuis le Formulaire général des actes de l'état civil, l'inconvénient est fort atténué, puisque la date la première indiquée est celle de la naissance ou du décès, et qu'il est relativement peu important de savoir quand l'acte a été établi.

§ 7. — Erreurs sur la condition sociale

M. Boisseau cite, à la page 203 de sa thèse, un jugement rectifiant la profession d'une mère dans un acte de naissance et un acte de reconnaissance. De « femme de chambre » elle devint « sans profession ». La vanité, dans cette matière, se

manifeste parfois d'une façon bien amusante : un individu qui, sur l'acte de publication de son mariage, s'avouait franchement « colleur d'affiches », était devenu dans l'acte de mariage lui-même « employé de publicité ».

L'exemple suivant, que nous fournit un jugement rendu le 3 novembre 1897 par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. Jules Calvé, est plus curieux encore. Le requérant explique ainsi les motifs de sa demande :

«... Quant à la qualité de « ménagère » donnée à l'épouse de Sully « Abribat, il y a lieu de la supprimer, cette expression pouvant « impliquer une idée de domesticité, et de la remplacer par l'expression « sans profession », absolument applicable à la situation de « l'épouse Abribat, ainsi qu'il appert de son acte de mariage et de « l'acte de naissance de son fils René... »

Et le Tribunal fit droit à la requête qui lui était présentée :

« PAR CES MOTIFS, le Tribunal etc... en ce sens que les noms et profession de la mère de ladite exposante, écrits par erreur Marguerite « Bouquié, ménagère, seront écrits Pétronille Emma Duallé, sans « profession... »

§ 8. — *Erreurs sur l'état civil proprement dit*

Les trois exemples que nous allons rapporter sont tous trois relatifs à la qualité de la filiation. Le premier est invraisemblable et, si l'on n'avait pas le jugement, on aurait peine à croire à la possibilité de l'hypothèse : deux personnes se sont mariées le 17 juin 1913 à Saint-Privat-de-Fau (Lozère) ; elles ont un enfant à Paris (XI^e arrondissement), le 9 juillet 1916. La déclaration de naissance, en date du 12 juillet, porte « fille de X... et de Y... son épouse » et cependant, le 29 juillet, à la même mairie, mais probablement à un employé qui n'était pas le même ou qui n'avait pas le souvenir de l'acte dressé par lui dix-sept jours plus tôt, le père

de l'enfant vint le reconnaître. On se demande à quel mobile peut obéir un mari qui reconnaît l'enfant de sa femme, après avoir fait quelques jours plus tôt une déclaration régulière de naissance d'enfant légitime. Quoi qu'il en soit, voici le jugement rendu, le 4 mai 1917, par la Chambre du Conseil du Tribunal civil de la Seine, sous la présidence de M. Servin :

« Attendu que, le père et la mère de Madeleine-Adrienne-Pauline Ch... étant unis par les liens du mariage antérieurement à la « période légale de conception, l'enfant est légitime, que la reconnaissance n'aurait pas dû être reçue par l'officier de l'état civil et « et qu'il échet de l'annuler.

« PAR CES MOTIFS : Ordonne que l'acte de reconnaissance de la mineure « Madeleine-Adrienne-Pauline Ch... par Hippolyte-Joseph Ch... son « père légitime, dressé le 29 juillet 1916 à la mairie du XI^e arrondissement de Paris, est sans existence légale ; ordonne que le présent « jugement sera transcrit sur les registres courants de l'état civil du « XI^e arrondissement de Paris, que mention en sera portée en marge « de l'acte ainsi annulé et qu'à l'avenir tout dépositaire dudit acte ne « pourra en délivrer expédition sans transcrire littéralement la mention d'annulation. »

L'acte de reconnaissance a été, à bon droit, déclaré sans existence légale, non pas seulement parce qu'il était inutile, mais parce qu'il était contraire à la vérité juridique. La distinction mérite d'être remarquée. Voici par exemple — nous en avons vu plusieurs cas, — un décès aux armées constaté à la fois et par un acte dressé régulièrement, conformément aux articles 93 et suivants du Code civil, et, par un jugement déclaratif, rendu conformément à la loi du 3 décembre 1915 ; si l'acte et le jugement ont été tous deux transcrits sur les registres de l'état civil de la commune du dernier domicile du défunt et si leurs énonciations sont identiques, de ces deux transcriptions l'une sera superflue, mais elles pourront subsister toutes deux simultanément, sans qu'il en résulte un inconvénient quelconque ; on pourrait appliquer à cette hypothèse, en la détournant légèrement de son acception ordinaire, l'adage, *quod abundat non vitiat*. Mais ici, il en

est différemment ; l'acte de reconnaissance de la petite Ch... n'est pas seulement superflu, il est dangereux, car il ferait présumer que l'enfant est naturelle, puisque seuls les enfants naturels peuvent être reconnus. Etant donné qu'il s'agit, au contraire d'une enfant légitime, il était indispensable de faire disparaître la cause éventuelle d'une présomption erronée.

* * *

Quand un enfant naturel est légitimé il est le plus souvent encore mineur, le seul acte de l'état civil le concernant et antérieur à la célébration du mariage des père et mère est son acte de naissance. Dans ces conditions l'application de l'article 62 du Code civil ne rencontre aucune difficulté et la légitimation est mentionnée en marge de l'acte de naissance, mais il arrive de temps en temps que l'enfant légitimé est non seulement majeur, mais déjà marié et père de famille, et la loi est muette en ce qui concerne la mention de légitimation en marge de son acte de mariage et en marge de l'acte de naissance de ses propres enfants. Dans la pratique, il y a des divergences de méthodes : certaines mairies inscrivent spontanément cette mention en marge de tous les actes de l'état civil dès que la légitimation leur est connue. Il en est, au contraire, qui exigent un jugement pour les mentions en marge de tous les actes autres que l'acte de naissance de l'enfant légitimé (Voyez Tribunal civil de la Seine, 23 mars 1917, *Gazette des Tribunaux* du 20 janvier 1918, avec note, et Edouard Lévy, *Traité pratique de la légitimation*, n° 206, p. 111).

Ce que nous venons de dire s'applique à la légitimation par mariage subséquent des père et mère ; la solution est la même pour la légitimation postérieure au mariage, admise par la disposition transitoire des lois du 7 novembre 1907 et 30 décembre 1915. Un sieur Pierre D..., marié à Marie F..., avait eu à Bordeaux, le 29 janvier 1881, avant la dissolution

de son mariage, un enfant prénommé Edouard. Après divorce, Pierre D..., épousa en secondes noces la mère de cet enfant, le 15 février 1902, toujours à Bordeaux. Edouard D..., se maria, à son tour à Bordeaux, le 11 novembre 1905 ; ses père et mère, profitant de la disposition transitoire de la loi du 7 novembre 1907, le reconnurent à fin de légitimation le 20 novembre 1907 et Pierre D..., mourut à Morcenx le 23 août 1911.

La légitimation avait été portée en marge de l'acte de naissance de Edouard D..., mais non en marge de son acte de mariage. La Chambre du Conseil du Tribunal civil de Bordeaux par un jugement rendu le 22 janvier 1913, sous la présidence de M. Fournier, ordonna en ces termes la mention marginale requise :

« Attendu que des documents et renseignements fournis au tribunal, « il résulte la preuve certaine que les erreurs signalées par l'exposant « ont été réellement commises dans l'acte de l'état civil énoncé dans « la requête, qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner la rectifica- « tion dont il s'agit ; vu les dispositions des articles 99 et suivants du « Code civil. »

« PAR CES MOTIFS :

« Le tribunal, après en avoir délibéré, statuant sur la requête à lui « présentée :

« Ordonne la rectification de l'acte de mariage dressé à la mairie « de Bordeaux, le 11 novembre 1905, sous les noms de E... Edouard « et A... Marie Elisabeth, en ce sens que le mari sera dit fils légitimé « par le mariage subséquent de ses père et mère, Pierre D... et Marie- « Louise E..., et que, par suite, son nom patronymique sera D... et « non E...

« Ordonne que le présent jugement sera transcrit, etc... »

Ce jugement appelle deux observations qui d'ailleurs, n'ont aucun rapport avec les considérations dont nous l'avons précédé :

1° Les motifs parlent d'erreurs signalées, commises dans l'acte de mariage, alors qu'en réalité il n'y a eu aucune

erreur et que, à la date où il a été dressé, l'acte de mariage ne pouvait être rédigé autrement qu'il l'a été, mais toute la première partie des jugements de rectification rendus à Bordeaux est préparée à l'avance et imprimée, ce qui fait que certaines expressions conviennent mal à telles ou telles espèces, comme celle que nous venons de reproduire.

2° Il n'est nullement sûr qu'Edouard D... ait été valablement légitimé. En effet, la loi de 1907, à la différence de la loi de 1915, ne permettait de légitimer que deux catégories d'enfants adultérins ; d'une part, les enfants désavoués, d'autre part, les enfants conçus au cours d'une instance en divorce. Or, il est possible qu'Edouard D... n'ait appartenu ni à l'une, ni à l'autre de ces catégories, puisqu'il est né en 1881, époque à laquelle le divorce n'existait pas encore. Peut-être était-il né au cours d'une instance en séparation de corps, convertie en divorce après la loi de 1884, mais, s'il en était ainsi, on comprendrait difficilement que les père et mère ne se soient mariés qu'en 190.

Cette légitimation serait inattaquable d'après la loi de 1915 s'il n'existait pas d'enfant du premier lit de Pierre D..., ce que ne dit pas le jugement de 1913. En fait, par suite de ce jugement, cette légitimation, même douteuse, produit tous les effets d'une légitimation régulière.

* * *

Ce qui est vrai de l'acte de mariage est vrai aussi de l'acte de naissance des petits-enfants du légitimant, lorsque le légitimé est du sexe masculin ou, s'il est du sexe féminin, lorsque le petit-fils ou la petite-fille est lui-même un enfant naturel non reconnu par le père. Dans ces hypothèses, la légitimation réagit sur le nom des petits-enfants, comme le démontre le jugement suivant, rendu le 7 juillet 1916 par le Tribunal civil d'Aubusson, sous la présidence de M. Aujame :

« Le tribunal,

« Attendu qu'il résulte des réquisitoire, rapport et conclusions qui
« précédent, que Galot Jeanne Lucienne, née à Felletin le 5 février
« 1910, a été reconnue par sa mère Galot Louise Joséphine; que cette
« dernière a été elle-même reconnue par son père, Deschamps Joseph
« le 24 octobre 1913, et se nomme aujourd'hui Deschamps au lieu de
« Galot; que le nom de sa fille doit être modifié en conséquence;

« PAR CES MOTIFS :

« Ordonne que l'acte dressé sous la date du 6 février 1910, qui
« constate, à la mairie de Felletin, la naissance de Galot Jeanne
« Lucienne, sera rectifié en ce sens que le nom de Galot sera remplacé
« par celui de Deschamps; ordonne que le présent jugement sera
« transcrit sur les registres de la mairie de Felletin, etc... »

Un jugement semblable, devrait-il encore être rendu lorsque la légitimation ne réagirait pas sur le nom du descendant au deuxième degré ? Il est certain que la légitimation modifierait le nom de la mère de cet enfant sans modifier le sien. Nous estimons que, dans ce cas, la rectification ne s'imposerait pas plus que lorsque la mère d'un enfant change de nom par le fait d'un second mariage. Nous ne dissimulons pas qu'il n'y a juridiquement aucune analogie entre les deux hypothèses. Le second mariage modifie, dans les usages courants, le nom de la femme, sans le modifier au point de vue du droit civil, mais le besoin d'une rectification ne se fait impérieusement sentir ni dans un cas, ni dans l'autre, et les tribunaux s'ils étaient saisis de la question, apprécieraient discrétionnairement. Nous ne connaissons sur ce point aucun document de jurisprudence.

* * *

Un troisième exemple, remontant à près de quarante ans, se présente à nous dans des circonstances quelque peu mystérieuses : Un enfant était né le 17 octobre 1881 à l'hôpital Saint André, de Bordeaux; une sage-femme de cet hôpital le déclara à la mairie comme étant l'enfant légitime de

Georges D... et de Marie G..., son épouse. Or, à cette époque, Georges D... était marié à Anne G..., sœur de la mère de l'enfant. L'erreur était-elle volontaire ? Il semble, d'après la requête du Procureur de la République, qu'elle provenait d'une déclaration mensongère de la mère. Quel était le père de l'enfant ? La sœur de la mère avait-elle, tacitement ou explicitement, autorisé le mensonge ? Comment le Procureur de la République en fut-il informé ? C'est ce qu'il nous est impossible de savoir. Toujours est-il que, lorsque Anne G... se maria à Bordeaux, le 26 juin 1886, avec le sieur François R..., les deux époux légitimèrent dans leur acte de mariage, d'abord un enfant né en 1883, inscrit dans son acte de naissance comme étant de père non dénommé, et, de plus, l'enfant né en 1881, dont le jugement, rendu le 7 décembre 1881, par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. Ernest Faye avait rectifié l'état civil :

« Le Tribunal,

PAR CES MOTIFS :

« Ordonne la rectification de l'acte de naissance de Anne-Marie G...,
« dressé à la mairie de Bordeaux le 17 octobre 1881, en ce sens que
« l'enfant inscrite par erreur dans ledit acte comme fille légitime de
« Georges D..., âgé de 28 ans, tonnelier, et de Marie G..., lisseuse,
« âgée de 20 ans, son épouse, y sera désignée à l'avenir comme fille
« naturelle de Marie G..., lisseuse, âgée de 20 ans, célibataire, et de
« père inconnu ; dit, par suite, que les mots « Georges D..., âgé de
« 28 ans, tonnelier » et « son épouse » seront supprimés. »

On voit, par ce dernier exemple, comment un jugement rectificatif rendu sur simple requête peut en réalité trancher une question d'état civil dont la portée dépasse de beaucoup une simple rectification. On peut même s'étonner que, pour des motifs d'ordre public, le procureur de la République ait pris la résolution de présenter requête, à fin de simple rectification, dans une affaire de cette gravité, pour laquelle

la juridiction de la Chambre du Conseil était, de toute évidence, incompétente et il semble plus extraordinaire encore que la Chambre du conseil ait accordé sans hésitation ce qu'on lui demandait.

SECTION IV

Rectifications uniques ou multiples

1^o Erreurs multiples dans un seul acte

M. Boisseau signale que, dans certains actes, les erreurs sont si nombreuses que l'on se demande comment elles peuvent se produire simultanément. En ce qui concerne les actes de décès, le cas n'est pas rare. En effet, l'acte doit être dressé très rapidement, puisqu'on ne délivre, en général, le permis d'inhumer qu'après l'établissement de l'acte de décès. Il en résulte que cet acte est le plus souvent établi dans les vingt-quatre heures du décès. Or, les pièces établissant la filiation et l'état matrimonial du décédé ne se trouvent pas toujours au domicile du défunt, en supposant même que le décès se soit produit au domicile du défunt. On est obligé de demander au loin des renseignements qui arrivent trop tard. Si l'on devait fournir autant d'expéditions d'actes de décès qu'on en fournit d'actes de naissance, on peut affirmer sans exagération qu'il y aurait cinq fois plus de rectifications d'actes de décès qu'il n'y en a d'actes de naissances. Mais ceci même explique pourquoi, dans la pratique, c'est la proportion inverse qu'on observe : dans un très grand nombre d'actes de décès aucune expédition n'est demandée.

Dans le cas qui s'est présenté à Bordeaux et qu'a jugé la Chambre du Conseil du tribunal civil de cette ville le 21 avril 1913, sous la présidence de M. Fournier, la veuve désirait se remarier :

« ... PAR CES MOTIFS :

« Le Tribunal ordonne la rectification de l'acte de décès du sieur

R. Lyon

« Oria, inscrit sur les registres de l'état civil de Bordeaux le
« 17 mars 1899 (N° 586, 2° section), en ce sens que le décédé y sera
« dénommé François Jean Oria et qu'il y sera dit né à Lauguédias
« (Côtes-du-Nord), le 28 mai 1845, de Jean Oria et de Anne Lechêne,
« époux de Jeanne Chanteau, au lieu de François Auriac, âgé de
« 45 ans, né à Broun (Côtes-du-Nord), époux de Marie Gardère, fils
« de Jean Auriac et de Jeanne Leclyer. »

*
* *
*

Il devait y avoir, en 1878, beaucoup de désordre à la mairie de Saint-Mary-le-Cros (Cantal) ; sur l'un des deux registres, on trouve l'acte de naissance d'une Soulier (Marie Elisa), fille des mêmes parents que ceux de Soulier (Emile). En réalité, c'est une erreur du secrétaire de la mairie : cette Soulier (Marie Elisa) n'a jamais existé et, comme le jugement ci-dessous n'a pas annulé son acte de naissance tout en ordonnant l'inscription sur le même registre de l'acte de naissance de Soulier (Emile), le registre révèle maintenant que les mêmes parents ont eu deux enfants légitimes à sept mois de distance, chose invraisemblable. Le jugement est sur une formule imprimée, ce qui en explique les bizarreries de rédaction :

« Tribunal civil de Saint-Flour.

« Audience du 30 juin 1906.

« Présidence de M. Séverin.

« Attendu qu'il résulte des réquisitoire, rapport et pièces produites
« et de la déposition des témoins entendus à l'audience qu'une erreur
« s'est glissée dans l'acte de l'état civil de la commune de Saint-Mary-
« le-Cros, aujourd'hui Ferrières-Saint-Mary ; que, dans cet acte,
« Soulier (Emile) a été inscrit à tort comme né le 6 mai 1878, alors
« qu'il est né le 6 décembre de la même année ; que, d'autre part, par
« suite d'une omission, cet acte ne se trouve pas inscrit sur le double
« des registres de l'état civil déposé au greffe de ce tribunal ; qu'il
« importe de réparer ces erreur et omission ;

« Vu les articles 99, 100 et 101 du Code civil et 857 du Code de pro-
« cédure civile,

« PAR CES MOTIFS :

« Ordonne que l'acte de naissance de Soulier (Emile), inscrit sur les registres de Saint Mary-le-Cros, aujourd'hui Ferrières-Saint-Mary, « sera rectifié en ce sens que la date du 6 mai 1878 sera remplacée par « celle du 6 décembre 1878 ; ordonne l'inscription de l'acte rectifié « sur le double des registres de l'état civil de la commune de Saint-Mary-le-Cros déposé au greffe du tribunal de Saint-Flour ; dit que « le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'année courante de la commune de Ferrières-Saint-Mary ; que mention de la « dite rectification sera faite en marge de l'acte réformé sur le double « qui existe à la mairie de Ferrières-Saint-Mary ; qu'expédition n'en « pourra désormais être délivrée sans contenir la dite rectification » .

2° *Erreur unique dans plusieurs actes*

Bien que le jugement rendu le 20 décembre 1916 par le tribunal civil de Compiègne, sous la présidence de M. Puech soit de beaucoup le plus long que nous avons à citer, nous n'hésitons pas à le rapporter *in extenso* à cause de son intérêt exceptionnel. Nous avons vu, en effet, combien sont sommairement motivés les jugements rectificatifs. C'est avec une satisfaction d'autant plus vive qu'elle est rare que nous avons trouvé ce jugement, dont les motifs sont copieux et explicites. Il offre cette particularité, qu'il rectifie cumulativement huit actes de l'état civil dont aucun n'a été dressé dans l'arrondissement de Compiègne. La cause en est dans le principe, relevé par le tribunal, que la demande en rectification doit être portée devant le tribunal de l'arrondissement où a été commise l'erreur initiale. Or, l'erreur initiale avait été redressée par un précédent jugement du même tribunal, le 8 septembre 1906 :

« Attendu que, d'après la prétention de l'exposant, son nom patronymique serait *Roger du Trancy*, que cette prétention serait justifiée par les documents qu'il produit au tribunal ; que d'après les actes de l'état civil et les papiers de famille, *Guillaume François Roger du Trancy*, ancien maire de Chauny a eu pour fils *Gabriel Marie Roger du Trancy*, greffier en chef du grenier à sel de Saint-Quentin, notaire

apostolique du diocèse de Noyon ; que ce dernier a eu pour fils *Guillaume Gabriel Aimé Roger du Trancy*, conseiller municipal de la ville de Compiègne, pour petit-fils *Guillaume Marie*, dont l'acte de naissance a été dressé à Paris le 23 avril 1808 et pour arrière-petit-fils *Furcy Guillaume Eugène*, dont l'acte de naissance a été dressé à Reims le 22 juin 1839 ; qu'enfin *Furcy Guillaume Eugène* a eu cinq enfants :

1° *Eugène Lucien*, exposant, né à Paris (6^e arr.) le 7 avril 1870 ;

2° *Victor Robert*, né à Paris (XVII^e arr.) le 5 avril 1875 ;

3° *Eugène Henri*, né au Havre le 8 décembre 1877 ;

4° *Félicien André*, né le 29 janvier 1881 à Paris (XVIII^e arr.).

5° *Louise Adélaïde Lucie*, née à Paris (V^e arr.) le 17 septembre 1884 ; que *Eugène Henri*, sus-nommé, est décédé à Athènes le 25 janvier 1898 et *Victor Robert*, également sus-nommé, à Paris le 27 octobre 1901, tous deux sans postérité ; que depuis 1807 le nom de *du Trancy* a été omis dans les actes de l'état civil qu'ainsi le grand-père de l'exposant, son père et les enfants et petits-enfants de celui-ci figurent simplement sur les registres de l'état civil sous le nom de *Roger* ; que l'erreur initiale remonte à l'acte de mariage de *Guillaume Gabriel Aimé*, dressé à Compiègne le 20 juillet 1807, où l'époux porte uniquement le nom de *Roger*, alors qu'il est déclaré fils de *Gabriel Marie Roger du Trancy* ; que sur la requête présentée par *Félicien André* et *Louise Adélaïde Lucie*, frère et sœur de l'exposant, le tribunal de ce siège a rendu, à la date du 8 septembre 1906, un jugement ordonnant : la rectification de plusieurs actes de l'état civil de la famille de l'exposant, en ce sens qu'au nom de *Roger* soit ajouté celui de *du Trancy*, et notamment les actes suivants..., que, par la requête qui précède, ce dernier demande au tribunal d'ordonner également la rectification de son acte de naissance et de son acte de mariage et des actes de naissance de ses six enfants, en ce sens qu'au nom de *Roger* sera ajouté celui de *du Trancy* ;

« Attendu que la rectification de ces divers actes est justement poursuivie ; que, si aux termes de l'article 99 du Code civil, modifié par la loi du 8 juin 1893, la demande en rectification doit être portée en principe devant le tribunal du lieu où l'acte a été reçu et au greffe duquel le registre est déposé, il est admis que, lorsqu'il existe entre les différents actes à rectifier une sorte d'indivisibilité résultant de ce que l'erreur contenue dans les uns provient de celle contenue dans les autres, la demande en rectification, bien que s'appliquant à des actes reçus dans plusieurs arrondissements, doit être portée devant le tribunal dans le ressort duquel a été dressé l'acte contenant l'erreur

initiale ; que l'erreur commise dans les actes dont la rectification est présentement demandée découle évidemment de celle qui figure dans l'acte de mariage de *Guillaume Gabriel Aimé*, dressé à Compiègne le 20 juillet 1807, et dont le tribunal a ordonné la rectification par le jugement précité ; que la demande soumise au tribunal n'est d'ailleurs qu'une demande additionnelle analogue à celle qui lui a été présentée par les frère et sœur de l'exposant, qu'il échet d'y faire droit ;

« PAR CES MOTIFS :

« Le tribunal ordonne la rectification des actes de l'état civil ci-après en ce sens qu'au nom de *Roger* sera ajouté celui de *du Trancy* :

« 1^o Acte de naissance de *Eugène Lucien Roger*, exposant, dressé à la mairie du VI^e arrondissement de Paris, le 8 avril 1870 ;

« 2^o Acte de mariage du même avec *Joséphine Armandine Letelier*, dressé à la légation de France à Athènes le 6 décembre 1903 ;

« 3^o Et les actes de naissance des six enfants nés de ce mariage :

« I. — Légation de France à Athènes, 8 juillet 1901 ;

« II. — VI^e arrondissement de Paris, 22 avril 1905 ;

« III. — Le Havre, 2 mars 1907 ;

« IV. — Le Havre, 8 avril 1908 ;

« V. — Le Havre, 10 décembre 1909 ;

« VI. — XIV^e arrondissement de Paris, 20 novembre 1915.

« Ordonne que le présent jugement sera transcrit en entier sur les registres de l'état civil de Paris (VI^e et XIV^e arrondissements), du Havre et du consulat de France à Athènes pour l'année courante, et que mention en sera faite en marge de chacun des actes rectifiés, tant sur les registres se trouvant aux mairies de Paris et du Havre, et du consulat de France à Athènes, que sur les doubles déposés aux Archives du tribunal de la Seine, du tribunal du Havre et du ministère des affaires étrangères ; fait défense à tous dépositaires des dits registres de délivrer expédition ou extrait des dits actes sans transcrire en entier la dite mention ; dit qu'il y a lieu de prévoir l'allocation de dommages-intérêts pour le cas où cette mention ne serait pas faite ; dit que les frais du présent jugement resteront à la charge de l'exposant, dans l'intérêt duquel la rectification est ordonnée. »

DEUXIÈME PARTIE

CARACTÈRES JURIDIQUES DES JUGEMENTS RELATIFS AUX ACTES DE L'ÉTAT CIVIL

CHAPITRE PREMIER

DISTINCTION DES JUGEMENTS D'ÉTAT CIVIL ET DES JUGEMENTS D'ÉTAT

M. Boisseau, dans sa thèse (p. 22 à 231) a expliqué en s'appuyant sur l'autorité de M. Planiol, la différence qui existe entre les jugements d'état civil et les jugements d'état. MM. Ambroise Colin et Capitant (*Cours élémentaire de droit civil français*, éd. 1919, t. 1^{er}, p. 414, lignes 22 et suivantes) ont, eux aussi insisté sur cette distinction. Nous ne pourrions donc que reproduire sous une autre forme ce qui a été très clairement expliqué par eux si nous voulions — sans profit pour personne — nous étendre à nouveau sur les généralités. Mais pour saisir sur le vif combien est délicate la distinction des actions en rectification et des actions d'état proprement dites, il suffit de mettre en parallèle deux arrêts de la Cour de cassation qui sont nettement contradictoires, bien qu'ils émanent l'un et l'autre de la Chambre des requêtes : le premier porte la date du 13 nov. 1882 (Sirey, 1883.1 272) : un enfant né d'une femme mariée avait été désigné dans son acte de naissance comme de père inconnu, la mère y étant indiquée par son nom de jeune fille. L'enfant devenu majeur s'était d'abord adressé au tribunal de Châlon-sur-Saône, lieu où l'acte de naissance avait été

dressé : ce tribunal se déclara incompétent en raison de ce que l'action, étant une réclamation d'état et non pas en rectification, devait être intentée devant le tribunal du domicile du demandeur. L'enfant porta alors son action devant le tribunal civil de Lyon, lieu du domicile du mari de la mère ; mais ce tribunal se déclara incompétent, lui aussi pour la raison inverse, à savoir que l'action était purement et simplement une action en rectification et la Cour d'Appel de Lyon statua dans le même sens. La Cour de Cassation, saisie de ce conflit, donna raison au tribunal de Châlon-sur-Saône et décida que l'action était bien une action d'état.

Le second arrêt de la Cour de Cassation est tout récent, il porte la date du 22 juillet 1913 (Sirey, 1914.1.351). La situation était à peu près la même : un enfant né d'une femme mariée avait été reconnu dans son acte de naissance par un père adultérin et cette reconnaissance avait été ultérieurement annulée par le tribunal civil de la Seine. Le tribunal civil de la Seine avait, en chambre du Conseil et sur simple requête, rectifié ensuite l'acte de naissance pour y faire figurer le nom du mari comme père de l'enfant. Le tuteur de la mineure forma tierce opposition au jugement, en s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de cassation de 1882, mais son action fut repoussée par le tribunal civil de la Seine, par la Cour d'appel de Paris, et finalement, par la Cour de cassation elle-même.

D'après l'arrêt de 1913, il ne s'agit que d'une rectification purement matérielle : « Attendu que des articles 312 et 319 du Code civil, portant que l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari et que la filiation légitime est établie par l'acte de naissance, il résulte que l'enfant dont l'acte de naissance porte qu'il a pour mère une femme mariée prouve, par cette constatation même, qu'il a pour père le mari de cette femme ; qu'il importe peu que la femme mariée soit désignée dans l'acte de naissance sous son seul nom de fille et qu'un

individu autre que le mari déclare être le père de l'enfant ; que, d'une part, il suffit que l'identité de la mère puisse être reconnue ; que, d'autre part, la déclaration, du prétendu père naturel en ce qui touche la reconnaissance est frappée de nullité par l'article 335 du Code civil... » .

Ces principes ne sont pas douteux le moins du monde, mais la question est de savoir si une action en rectification suffit pour les appliquer et quelle est la procédure qu'il convient d'employer. Nous croyons que la rectification ne peut que réparer les omissions et erreurs involontaires, boucher les trous, pour ainsi dire, redresser les inexactitudes, mais qu'elle ne saurait donner à un enfant la filiation à laquelle il a légalement droit, quand bien même les principes généraux du droit régleraient d'une façon certaine sa filiation.

En conséquence nous estimons la solution de 1882 préférable à celle de 1913. A vrai dire il y aurait une distinction à faire, mais elle ne peut guère être que théorique : si le déclarant de la naissance ignorait que la mère eût été mariée et que, de bonne foi, il l'eut désignée à l'officier de l'état civil sous son nom de jeune fille parce qu'il la croyait célibataire, il y aurait une erreur comparable à celle de l'énonciation « mariée à Z » dans l'acte de décès d'un célibataire qui passait aux yeux de tous pour marié parce qu'il vivait maritalement avec sa maîtresse. Alors effectivement, il y aurait eu erreur du déclarant de la naissance et la rectification serait possible ; mais, si, comme il arrive presque toujours, l'indication dans un acte de naissance du nom de la mère comme jeune fille, alors qu'elle est mariée est le résultat d'une fraude du déclarant de la naissance, d'un désir de faire passer pour naturel simple un enfant adultérin en fait, et légitime en droit, alors qu'il n'y a ni omission, ni erreur, il y a tentative de falsification de l'état de l'enfant et la modification par voie judiciaire des énonciations de l'acte de naissance dépasse les limites d'une simple action en rectification.

Malheureusement cette distinction, nous le répétons, ne peut guère être que théorique. Elle repose sur un élément subjectif qu'une enquête seule pourrait déterminer, à savoir l'état d'esprit du déclarant au jour de l'établissement de l'acte ; le doute s'imposant, les juges doivent suivre la voie la plus prudente, la seule qui puisse sauvegarder tous les intérêts, la procédure contradictoire des actions d'état.

■
* * *

Un exemple plus caractéristique encore, nous est fourni par un jugement rendu par le tribunal civil de Nancy, le 11 juillet 1911, sous la présidence de M. Sadoul : Une femme avait accouché 300 jours exactement après la mort de son mari. Il est vraisemblable, tout au moins, malgré les présomptions de la loi, que l'enfant avait été conçu postérieurement à la mort du mari et qu'il était un enfant naturel simple ; c'est d'ailleurs ce qu'indiquait honnêtement son acte de naissance : la mère y était dénommée, mais aucun nom de père n'y figurait ; la mère le reconnut aussitôt après ses relevailles ; dans la suite, elle apprit, probablement de la bouche d'un avocat ou d'un homme d'affaires, que son enfant pourrait, à la rigueur, être posthume, et, par la voie de simple requête, sans mettre en cause les héritiers de son premier mari, — car elle s'était remariée depuis la naissance de son enfant, — elle intenta une action en rectification qui fut accueillie favorablement. Voici d'ailleurs le jugement :

« REQUÊTE. — Mme Marguerite Hortense M..., veuve en premières noccs d'Eugène Alexandre B..., épouse en secondes noccs de M. Charles Félix L..., ouvrier d'équipe, avec lequel elle demeure à Metz, 7, rue des Parmentiers, et ce dernier, tant en son nom personnel que pour l'assistance et l'autorisation de son épouse, ont l'honneur d'exposer que M. Eugène Alexandre B..., premier mari de Mme Hortense M..., est décédé à Metz le 2 septembre 1904 ;

« Que Mme Hortense M... accouchait à la Maternité de Nancy le 29 juin 1905, d'un enfant du sexe masculin, que cet enfant, né le 300^e jour après la mort du mari, devait donc, aux termes des articles 312 à 315 du Code civil français, et à ceux du paragraphe 1592 du Code civil allemand, être réputé légitime et issu des œuvres du sieur B..., mais qu'il fut déclaré par erreur à la mairie de Nancy comme enfant naturel, et reconnu par sa mère le 7 juillet suivant ;

« Que Mme Hortense M... et M. L..., avec qui elle s'est remariée le 5 septembre 1907 à Metz, désirent faire consacrer la filiation légitime de cet enfant et faire rectifier cette erreur...

« Jugement :

« Le tribunal, sur le rapport fait par M. Sadoul, juge, président l'audience, de la requête qui précède, vu ladite requête, les conclusions écrites du ministère public, ensemble les dispositions de la loi, tout vu et examiné et après en avoir délibéré, statuant sur requête et en premier ressort,

« Attendu que l'erreur dont rectification est demandée est justifiée par les pièces produites à l'appui :

« PAR CES MOTIFS,

« Ordonne que l'acte de naissance dont il s'agit, dressé en la mairie de Nancy, le 29 juin 1905, sera rectifié en ce sens que l'enfant Georges Louis M... aurait dû y être désigné comme enfant légitime et issu des œuvres du sieur Eugène Alexandre B...

« Ordonne en conséquence que le présent jugement sera transcrit en entier, etc... »

L'arrêt de la Cour de Cassation de 1913 conduit logiquement à justifier ce jugement, qui nous semble, à vrai dire, quelque peu difficile à admettre sans réserves.

* * *

La situation inverse peut également se présenter. Un enfant né plus d'un an après la mort du mari a été indiqué comme enfant posthume. Peut-on, par voie de simple rectification, modifier son acte de naissance en ce sens qu'il y sera dit enfant naturel ? *A priori*, l'affaire se présente dans de meilleures conditions que la précédente, parce qu'il va donner à l'enfant un état conforme à la réalité physiologique,

mais il ne faut pas oublier qu'aux termes de l'article 315 du Code civil, la légitimité de l'enfant né plus de 300 jours après la dissolution du mariage pourra être contestée. Pour retirer à l'enfant le bénéfice de la légitimité, que lui accorde, à tort ou à raison, son acte de naissance, il faudrait une contestation d'état, et il nous semble au moins surprenant qu'on puisse voir là une simple rectification. C'est cependant ce qu'a permis le tribunal civil de Bordeaux, dans un jugement rendu en Chambre du Conseil le 2 avril 1906, sous la présidence de M. Denis Quercy.

« Requête, Mme Thérèse Buchou, veuve de M. Jean Sansot, a l'honneur de vous exposer que son mari Jean Sansot est décédé à Bordeaux le 15 mai 1886 ;

« Que, le 3 novembre 1887, l'exposante ès qualité est accouchée d'une enfant à laquelle les prénoms de Jeanne Lucie Andréa ont été donnés ;

« Que cette enfant a été indiquée dans l'acte de naissance comme née de Jean Sansot et de Thérèse Buchou, son épouse, par suite d'une erreur de la personne qui a fait la déclaration ;

« Que c'est là une erreur, M. Jean Sansot étant décédé depuis plus d'un an avant la naissance de ladite enfant ; qu'il y a lieu à rectification, etc...

« JUGEMENT.

« PAR CES MOTIFS :

« Le tribunal ordonne la rectification de l'acte de naissance de Jeanne Lucie Andréa Sansot, dressé à la mairie de Bordeaux le 5 novembre 1887, en ce sens que l'enfant sus-nommée y sera déclarée comme née de père inconnu et de Thérèse Buchou, veuve de Jean Sansot... »

On voit, par le rapprochement de ces diverses décisions judiciaires, combien la question est encore imprécise et mériterait soit l'intervention du législateur, soit, au moins, une circulaire de la Chancellerie, puisque la jurisprudence de la Cour de Cassation elle-même n'a pas réussi à donner des indications générales suffisamment nettes.

CHAPITRE II

UN JUGEMENT EST-IL TOUJOURS NÉCESSAIRE POUR OPÉRER UNE RECTIFICATION ?

On sait que l'avis du Conseil d'Etat du 30 mars 1808, aujourd'hui abrogé par la loi du 9 août 1919 et remplacé par un nouvel alinéa de l'article 75 du Code civil, dispense d'une action en rectification les personnes qui, au moment de leur mariage, produisent des actes de l'état civil qui ne sont pas en concordance en ce qui concerne les prénoms et l'orthographe des noms.

Mais, pas plus l'avis de 1808 que le nouvel alinéa de l'article 75 ne rectifie les actes erronés. Il permet seulement aux intéressés de se marier sans avoir besoin de faire rectifier les actes en question.

Une circulaire du préfet de la Seine, en date du 27 mai 1916, tendrait à faire croire qu'il en est de même en ce qui concerne les allocations de pensions militaires. Cette circulaire, en effet, donne à tous les maires du département les instructions suivantes :

« Il arrive assez fréquemment que les pièces d'état civil produites par les intéressés à l'appui d'une demande de pension militaire présentent entre elles des discordances qu'il est nécessaire d'expliquer ou de redresser pour ne pas retarder indéfiniment la procédure de liquidation.

« A cet effet, l'article 82 de l'Instruction du Ministre de la Guerre du 23 mars 1897 a prescrit l'établissement de certificats d'individualité, destinés à affirmer l'identité de l'ayant droit à pension, lorsque

les pièces produites par celui-ci manquent de concordances sur certains points particuliers.

« Ces certificats peuvent être dressés par un fonctionnaire de l'ordre administratif, judiciaire ou militaire, à la requête de l'intéressé assisté de trois témoins.

« Or, il m'a été signalé que certains maires ne se croient pas obligatoirement tenus de prêter leur concours pour l'établissement desdits actes et que parfois ils refusent de donner satisfaction aux demandes qui leurs sont adressées.

« M. le Garde des Sceaux, consulté à ce sujet, a exprimé l'avis que la délivrance d'un acte d'individualité présentait pour les officiers d'état civil un caractère obligatoire, par application de la loi du 26 Messidor an II et de la décision du Conseil d'Etat (Section des Finances) en date du 23 mars 1819.

« Je vous prie, en conséquence, de bien vouloir à l'avenir, donner suite à toutes les demandes de cette nature dont vous pourriez être saisi.

« A toutes fins utiles, je crois devoir vous signaler que, dans le cas où, contrairement à l'usage suivi jusqu'à ce jour, l'intéressé ne se présenterait pas avec un modèle de formule remis par l'autorité militaire et indiquant les points à viser dans l'acte, vous pourriez vous inspirer du modèle ci-joint dont il est fait usage dans les bureaux du Ministère de la Guerre et qui, d'ailleurs, reproduit les principales énonciations prévues par l'instruction précitée du 23 mars 1897. »

Et un modèle de certificat d'identité est joint à la circulaire.

Mais, quand on se reporte à la loi du 26 Messidor an II (Duvergier, tome 7, p. 270), on peut se demander si elle a la portée générale que lui attribue la circulaire de 1916. Pour cela, il est nécessaire de reproduire l'article premier et le début des articles 2 et 3 ;

« Article premier. — Les erreurs commises dans l'énonciation des noms, prénoms et actes de naissance des pensionnaires, soit dans les certificats de résidence par eux fournis pour parvenir à la liquidation, soit dans les décrets qui liquident les pensions, seront rectifiés à l'avenir dans la forme ci-après :

« Art. 2. — Si l'erreur a été commise dans le certificat de résidence, elle sera rétablie, sur le vu de l'acte de naissance, par une attestation, etc...

« Art. 3. — Si l'erreur a été faite dans le décret de liquidation, elle sera rectifiée par le certificat des officiers municipaux, etc... »

Il n'y a pas d'article 4 parlant d'erreurs commises dans les actes de naissance et, en effet, quand on relit attentivement l'article premier, on voit qu'il parle d'erreurs commises dans les énonciations des actes de naissance des pensionnaires, ce qu'il faut comprendre par « erreurs commises dans l'énonciation des noms, des prénoms et des autres énonciations de l'acte de naissance. »

Nous ne dis convenons pas que l'interprétation large donnée à la loi de Messidor an II par le Préfet de la Seine ne soit, en pratique, utile pour les pensionnaires, mais elle ne peut être obtenue qu'en forçant le texte.

CHAPITRE III

RECTIFICATIONS IMPOSSIBLES

A priori, il semblerait que toute erreur, toute omission pût faire l'objet d'un jugement rectificatif. Le tribunal civil de la Seine, dans un jugement du 7 mars 1919 (*Gazette des Tribunaux* du 14 juin 1919), a apporté à cette règle générale une exception.

Le soldat Louis Durand était mort, le 8 janvier 1918, à Issy-les-Moulineaux ; les mots : « Mort pour la France » avaient été insérés dans son acte de décès sur l'avis de l'autorité militaire, représentée par les deux déclarants du décès, dont l'un était le gestionnaire de l'hôpital. Ultérieurement, le ministre de la guerre demanda la radiation de la mention, en raison de ce que les conditions dans lesquelles la mort s'était produite ne correspondaient plus à celles qu'exige la loi du 2 juillet 1915 pour l'inscription des mots « Mort pour la France » dans l'acte de décès, mais le tribunal déclara que, même s'il y avait eu erreur de la part de l'autorité militaire, la déclaration faite par elle lors de la rédaction de l'acte de décès conférait à la famille du défunt un droit qu'on ne pouvait plus dans la suite lui enlever, et la requête du ministre de la guerre fut rejetée. Bien que la solution adoptée par le tribunal de la Seine paraisse subtile à première vue, nous estimons qu'elle est conforme au texte de la loi du 2 juillet 1915, dans la critique de laquelle nous ne pouvons entrer ici. Une autre question se pose qui, d'ailleurs, sort complètement du domaine de notre étude : Ce

que le ministre de la Guerre n'a pu obtenir en s'adressant à l'autorité judiciaire, n'aurait-il pas pu l'ordonner d'office par une rectification administrative ? La loi du 18 avril 1918 lui donne ce droit, mais les ayants-causes du défunt se seraient alors pourvus devant le Conseil d'État qui, sans doute, aurait statué dans le même sens que le Tribunal civil de la Seine.

* * *

Les deux autres affaires sont des plus intéressantes en droit, mais elles sont si délicates en fait, que nous ne pouvons donner ni un nom, ni une indication de domicile, qui puisse permettre de reconnaître les intéressés. Les faits tels que nous allons les raconter sont strictement exacts, ainsi que les dates ; tous les noms sont de fantaisie.

Dans une des plus petites communes de notre pays, un acte de naissance avait été ainsi rédigé :

« Du vingt-huit février mil huit cent quatre vingt un, à 10 heures du matin, acte de naissance de Stéphanie Peyron, née ledit jour, vingt-huit février, à six heures du matin, fille de Claude Peyron, âgé de 41 ans, journalier, et de Rosalie Bersier, sans profession, âgée de trente-trois ans, demeurant dans la commune de X., mariés. Le sexe de l'enfant a été reconnu être féminin. Premier témoin... Second témoin... sur la réquisition et présentation à nous faite par le père de l'enfant. Après lecture, le père de l'enfant a signé avec nous, non les témoins, qui, de ce requis, ont déclaré ne savoir. »

Seulement les mots « Claude Peyron » et « mariés » avaient été biffés et remplacés en marge par les mots « Ferdinand Spélien » et, « la femme, mariée à Claude Peyron et vivant avec le dit sieur Spélien ». En outre, un piquetage et un renvoi en marge ajoutait au mot « fille » le mot « illégitime ». Au bas de l'acte, on lisait « quatre mots rayés nuls » et deux signatures seulement : celle du maire et celle de Spélien.

Cet acte de naissance était véritablement extraordinaire, puisqu'il mentionnait formellement l'adultère de la mère. En marge, était inscrite la mention suivante : « Par acte dressé en la mairie de Y..., le 31 mai 1905, Philippe Cardot a contracté mariage avec Stéphanie Peyrot. »

Remarquons immédiatement que, d'après cette mention marginale, la jeune fille était désignée par le nom du mari de sa mère, orthographié autrement que dans le corps de son acte de naissance. Le mariage avait eu lieu dans une commune située dans le même département, mais non dans le même arrondissement que le lieu de naissance.

Comment se faisait-il que l'acte de mariage eût pu désigner l'intéressée du nom du mari de sa mère, malgré la rédaction étrange de l'acte de naissance ? L'histoire est assez curieuse.

Le Procureur de la République du tribunal de Z... avait, le 24 mai 1905, présenté la requête suivante :

« A l'honneur d'exposer que la demoiselle Stéphanie Peyrot sollicite, en vue de son futur mariage, la rectification de son acte de naissance, dressé le 28 février 1881, sur lequel le nom patronymique de son père est indiqué comme Peyron au lieu de Peyrot, qu'elle produit à l'appui de sa demande l'acte de naissance de son père Claude Peyron, dressé à... le..., et l'acte de mariage dudit Claude Peyron avec..., mère de la demanderesse, dressé à... le...

« Que ces pièces sont de nature à justifier la demande.

« En conséquence, vu les articles 99 et suivants du Code civil, requiert, qu'il plaise au tribunal rectifier l'acte de naissance de Stéphanie Peyron, dressé le 28 février 1881, en ce sens que, dans ledit acte, le nom de Peyron sera substitué à celui de Peyrot. »

Mais le tribunal, par un jugement en date du 29 juin 1905, rejeta la requête (1).

1. Nous aurions pu citer ce jugement au chapitre I^{er} de la deuxième partie, car il rejette une demande en rectification d'acte de l'état civil estimant que la solution de la question qui lui est posée vise l'état de la personne désignée à l'acte : mais il n'y avait aucun doute pour quiconque comparait la requête, intentionnellement incomplète, avec l'acte lui-même ; la difficulté que nous avons signalée au chapitre auquel nous venons de

« Attendu que, même en se bornant à substituer dans l'acte de naissance de Stéphanie Peyron le nom de Peyron à celui de Peyrot, sans s'expliquer sur la question d'état comme il est demandé en la requête présentée, le tribunal n'en trancherait pas moins nécessairement cette question d'une manière implicite, puisqu'il ne pourrait baser sa décision de substitution de nom sur les énonciations de l'acte de naissance de Claude Peyron, considéré comme son père, contrairement aux indications de paternité contenues dans l'acte,

« Or, attendu que la Chambre du Conseil est incompétente pour statuer sur une demande en rectification impliquant, même indirectement, une question d'état (Alger, 16 décembre 1878; Chambéry, 20 juillet 1885; Dalloz, *supp.*, t. 1, p. 214);

« Attendu, d'ailleurs, que la rectification limitée à la substitution dans l'acte de naissance du nom de Peyron à celui de Peyrot, comme il est demandé, serait insuffisante pour atteindre le but poursuivi;

« Qu'en effet, après cette rectification, cet acte contiendrait toujours l'indication que Stéphanie Peyron est la fille naturelle de Ferdinand Spélien, que, par suite, l'officier de l'état civil ne pourrait pas mentionner dans l'acte de mariage, comme il est tenu de le faire, la filiation de l'épouse, qu'il ne pourrait pas dire, en effet, sans trancher lui-même une question d'état, qu'elle est fille majeure de Claude Peyron et de Rosalie Bersier, puisque l'acte de naissance annexe la désignerait comme la fille de Ferdinand Spélien.

« PAR CES MOTIFS :

« La Chambre du Conseil du tribunal de première instance, après en avoir délibéré, se déclare incompétente pour statuer sur l'objet de la requête ci-dessus. »

Comme on vient de le voir, le tribunal avait rejeté la requête. Cependant l'acte de mariage désigne ainsi l'épouse : « ... d'une part, Philippe Cardot, etc... et d'autre part Stéphanie Peyron, âgée de vingt-quatre ans, née le 28 février 1881 à X..., cuisinière, demeurant à W..., fille majeure de Claude Peyron et de Rosalie Bersier, décédés ou disparus.

faire allusion ne se rencontrait pas ici et nous avons préféré conformément au plan de la thèse de M. Boisseau exposer l'affaire dans le chapitre « Rectification impossible ».

« Les futurs époux nous ont remis : 1° leurs actes de naissance ; 2° etc... ;

« L'épouse, étant une enfant de l'hospice de Z..., nous a déclaré ignorer où sont décédés ses père et mère. »

A aucun endroit de l'acte de mariage il n'est question d'un jugement du tribunal civil concernant l'acte de naissance de la future et, bien que l'acte mentionne la remise à l'officier de l'état civil des actes de naissance des deux époux, l'acte de naissance de la future épouse ne figure pas dans les pièces annexées au dossier du mariage.

Avant la célébration, le maire de la commune où elle devait avoir lieu écrivit au Procureur de la République de son arrondissement « qu'il n'a plus l'acte de naissance » qui porte le nom de Stéphanie Peyrot ; mais qu'il sollicitait l'autorisation de procéder néanmoins au mariage de la future sous le nom de Stéphanie Peyron, sous lequel ses père et mère avaient été mariés ». Il ajoutait « que l'acte de naissance avait été envoyé au tribunal de Z... pour une rectification ». Le magistrat du parquet, qui ignorait la teneur véritable de l'acte de naissance dressé dans un autre arrondissement que le sien, laissa le maire libre de procéder à la célébration du mariage, « mais sous cette condition que le nom de la future à porter dans l'acte de mariage serait celui de Stéphanie Peyron, qui était son nom véritable ». C'était précisément ce qu'on désirait.

En somme, l'intéressée a obtenu, malgré le refus de rectification, tout ce qu'elle pouvait espérer, puisque son acte de mariage et son livret de mariage la désignaient par le nom que le tribunal civil n'avait pas voulu lui reconnaître.

* * *

L'autre affaire est encore plus édifiante et va nous démontrer le danger qu'il y aurait à voter inconsidérément une réforme souvent demandée, soit par des propositions de

lois, soit par des amendements à la loi de finances ; on a, à plusieurs reprises, réclamé l'insertion en marge de l'acte de naissance d'une mention relative au décès ; on invoque deux arguments : d'une part, « C'est l'amorce du dossier civil » ; d'autre part, « Il n'est pas plus difficile de mentionner en marge de l'acte de naissance le décès que le mariage ».

Le second argument ne prouve absolument rien. Quand on marie les gens, on les connaît en général très bien, parce qu'ils produisent des pièces établissant leur identité. Au contraire, quand on dresse un acte de décès, il arrive fréquemment qu'on soit fort embarrassé pour établir d'une manière exacte l'identité du décédé. Les erreurs seraient donc quotidiennes dans l'apposition des mentions de décès en marge de l'acte de naissance, et l'on va voir que, pour le mariage lui-même, la loi de 1897 produit des situations qu'on peut qualifier d'inextricables.

Inutile de dire que nous ne gardons, là aussi, que les dates et que nous changeons les noms des personnes et les noms des lieux :

A la gendarmerie de A..., le sieur Bernard (Louis-Paul), né dans cette ville, le 4 février 1877, déclara :

« En 1909, j'ai manifesté le désir de contracter mariage avec Mme veuve Mayer, demeurant actuellement à B..., 126, rue de Paris, mon domicile. J'ai réclamé à la mairie de A..., où je suis né, une copie de mon acte de naissance et, lorsque je l'ai reçue, j'ai été surpris de lire en marge la mention « marié le 9 décembre 1904, à C., etc... » J'ai déposé une plainte au parquet de B. pour usurpation d'état civil ; une enquête a été faite et, sur ma demande, j'ai obtenu l'assistance judiciaire, puis un avoué a été désigné doffice pour s'occuper de mon affaire.

« Vers 1910, j'ai écrit à mon avoué, M^e Harat, de C. ; il m'a répondu que mon affaire était classée.

« Plus tard, j'ai écrit à nouveau à M^e Harat, insistant pour faire annuler le mariage contractés sous mon nom. Cette fois,

il m'a répondu que, pour obtenir satisfaction, il me fallait retrouver la femme divorcée du faux Bernard, que je ne connais pas. Ennuyé par toutes ces démarches, en raison de ma situation, je n'ai rien fait.

« Désirant enfin contracter mariage, j'ai récrit à mon avoué, le 5 mai dernier. Cette fois, il m'a répondu que mon affaire a été retardée par les événements actuels et que, ne sachant pas ce que j'étais devenu, il ne pouvait que difficilement poursuivre une affaire sans instructions nouvelles de ma part.

« Sur les conseils de mon avoué, j'ai adressé la plainte que vous me présentez dans le dossier.

« En résumé, j'ai adressé une plainte en 1909 pour usurpation de mon état civil par un inconnu pour contracter mariage et je n'ai pas encore obtenu satisfaction depuis sept ans.

« Aujourd'hui plus que jamais je désire contracter mariage et je demande que ma situation soit régularisée.

« La femme divorcée du faux Bernard est remariée à un M. Tourly ; elle habite C..., 275, rue de la Manche. »

Ainsi, voilà un homme qui, depuis 1909, désire régulariser une union illégitime et qui n'y arrive pas parce qu'un individu, par suite d'une fraude ou d'une erreur, s'est marié avec son acte de naissance ! Nous pouvons ajouter qu'à l'heure actuelle, le mariage de Bernard n'a pas encore été célébré, car tous les parquets se refusent. Le procureur de la République de B..., écrit à son collègue du lieu de naissance de Bernard :

« 11 juillet 1916, soit transmis à M. le procureur de la République de A..., en le priant de vouloir bien faire savoir à M. Bernard que, sa demande tendant à faire rectifier son acte de naissance en marge duquel figure à tort une mention de mariage célébré à C..., je n'ai pas qualité pour intervenir ; il me semble que c'est le parquet de son lieu de naissance qui pourrait utilement être saisi de sa réclamation. »

Mais le Procureur du lieu de naissance répond à son collègue :

« J'ai l'honneur de vous renvoyer les pièces ci-jointes, et, avant de communiquer votre réponse à M. Bernard, je crois devoir appeler votre attention sur l'objet exact de sa demande à votre parquet. Ce n'est pas, en effet, la suppression de la mention de mariage inscrite en marge de son acte de naissance, laquelle ne serait, le cas échéant, que la conséquence de la décision qu'il sollicite du tribunal de C., mais, sur les conseils de son avoué et du maire de B., il sollicitait, dans sa lettre du 26 juin, l'autorisation pour cet officier de l'état civil de procéder à son mariage sans tenir compte de la mention dont il s'agit, escomptant, en quelque sorte, le résultat de l'instance au tribunal de C...

« D'autre part, il rappelle une plainte en usurpation d'état civil portée par lui en 1909 au parquet de B... Il ne semble pas, dans ces conditions, y avoir lieu de l'inviter à s'adresser au parquet de A..., où il est né, pour faire rectifier ou supprimer la mention en marge de son acte de naissance. »

Tout le monde, les Procureurs de la République et l'avoué, met, semble-t-il, à cette affaire peu de bonne volonté. Ils se renvoient la balle les uns aux autres. Il est vraisemblable, dans ces conditions, que la rectification ne sera jamais faite et que le malheureux Bernard ne pourra jamais se marier. /

Comme les communes de A, de B et de C, se trouvent dans trois ressorts de Cours d'appels différents, c'est le Garde des Sceaux seul qui pourrait intimer au procureur de la République de l'un des trois tribunaux l'ordre de présenter requête afin d'annulation de la mention marginale erronée.

CHAPITRE IV

TRIBUNAL COMPÉTENT POUR PRONONCER LA RECTIFICATION

Les actes de l'état civil doivent être rectifiés, en principe, par le tribunal de l'arrondissement dans lequel ils ont été dressés ; mais, s'ils ont été transcrits, ce n'est pas le tribunal de l'arrondissement où se trouve l'acte original qui est compétent pour le rectifier, mais le tribunal de l'arrondissement où il a été transcrit (art. 99, § 2 C. civ.). *Quid* lorsque la commune indiquée dans un acte de décès comme étant celle où le défunt était domicilié et où, par conséquent, il y aurait lieu de transcrire, n'existe pas ? Il semblerait logique que le tribunal compétent pour rectifier l'acte de décès fût celui de l'arrondissement dans lequel l'acte a été dressé ; cependant, le tribunal de Châtillon-sur-Seine, dans un jugement rendu le 18 avril 1916 (*La Loi*, 8 avril 1917) a décidé que le tribunal compétent était celui du véritable domicile du défunt.

Les termes de l'article 99 ne semblent pas favorables à cette solution et M. Edmond Tournon, aujourd'hui Procureur général au Maroc, dans une lettre jointe à la note qui suit le jugement de Châtillon-sur-Seine, critique d'une façon judicieuse les dispositions de l'article 99 qui, sur ce point, n'ont pas été modifiées par la loi du 20 novembre 1919.

*
* * *

Le tribunal de la Seine, saisi d'une requête tendant à rectifier une transcription faite en vertu de l'article 80 du Code

civil, s'est refusé à l'accueillir, parce que l'acte de décès original ne contenait pas l'erreur dont on demandait la rectification. Le fait nous a été affirmé, sans autre précision, par une personne bien placée pour connaître les décisions de la Chambre du conseil ; mais nous éprouvons quelque étonnement, si vraiment cette décision a été rendue, car le tribunal du lieu où l'acte a été dressé n'a, lui, rien à rectifier. Tout au plus peut-il ordonner une seconde transcription qui, celle-là, sera exacte ; après quoi, le Tribunal de la Seine n'aura plus qu'à annuler la première transcription, mais on ne voit pas pourquoi on emploierait ce détour inutile. Au reste l'article 99 paragraphe 2 du Code civil (loi du 20 novembre 1919), prescrit que, lorsqu'un acte de l'état civil a été transcrit, c'est toujours le tribunal de l'arrondissement de la transcription qui est compétent pour ordonner la rectification et il ne distingue nullement suivant que l'erreur ou l'omission se trouve déjà dans l'acte original ou non : le tribunal de l'arrondissement dans lequel l'acte original a été dressé n'est jamais compétent, ce qui ne laisse pas d'être quelque peu bizarre lorsque l'erreur s'est glissée précisément dans l'acte original.

*
* *

Lorsque le lieu exact de naissance est inconnu, le tribunal compétent est celui du lieu de la résidence du requérant (affaire Alquier, Cour de Toulouse, 20 février 1912, Dalloz, 1913. 2. 202, avec note. Il s'agissait d'une naissance dans la République Argentine).

*
* *

Quid lorsqu'un acte dressé en langue étrangère a été traduit par un traducteur juré avant d'être transcrit et que la rédaction contient des erreurs ? Par la force même des choses, c'est le tribunal de l'arrondissement du lieu où l'acte a été transcrit qui se trouve compétent. Remarquons, dans

ce cas, que l'acte, par lui-même, ne contenait ni omission ni erreur et que la transcription, de son côté, était conforme à la pièce qui avait été soumise à l'officier de l'état civil. Le seul coupable est le traducteur juré. Le cas est inédit et c'est celui qu'a eu à envisager la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux dans un jugement rendu par elle, le 8 décembre 1897, sous la présidence de M. Jules Calvé :

« Mme Marie Jeanne Louise La Rigaudière, veuve de M. Paul Adrien Rousset, en famille Georges, demeurant ladite dame à Bordeaux rue du Hâ n° 3, a l'honneur de vous exposer :

« Que M. Paul Adrien Rousset, en famille Georges, son mari, quand il vivait capitaine au long cours, est décédé à la Santa Casa de la ville de San-Sebastian de Rio-de Janeiro, le 14 juin 1894 ;

« Qu'une traduction de l'acte constatant ce décès, dressé en langue portugaise, a été transcrite sur les registres de l'état civil de la ville de Bordeaux, le 9 novembre 1897 ;

« Mais que cette traduction renferme des erreurs qu'il importe à l'exposante de faire rectifier ;

« Qu'en premier lieu, l'acte indique le *de cujus* sous le nom de Russet au lieu de Rousset, qui est son véritable nom patronymique, et sous le prénom de Jorge, alors que les prénoms portés par son acte de naissance sont ceux de Paul Adrien ;

« Qu'en deuxième lieu, le même acte porte que le défunt était âgé de 44 ans, alors qu'en fait il était dans sa quarante-septième année, comme né le 23 novembre 1847 ;

« Qu'en troisième lieu, enfin, cet acte renferme une omission, en ce sens qu'il n'indique pas que le *de cujus* était marié et ne fait pas mention des nom et prénoms de son épouse, ainsi que le prescrit l'article 79 du Code civil ;

« Que l'exposante est fondée à faire rectifier ces erreurs et réparer cette omission, etc..

JUGEMENT :

PAR CES MOTIFS,

« Le tribunal ordonne la rectification de l'acte de décès du sieur Rousset, transcrit sur les registres de l'état civil de la ville de Bordeaux le 9 novembre 1897, en ce sens que le défunt y sera désigné sous le nom de Paul Adrien Rousset, au lieu de Jorge Russet, qu'il

sera indiqué comme âgé de 47 ans au lieu de 44 ans ; qu'enfin le dit défunt sera dit époux de Marie Jeanne Louise La Rigaudière... »

N.-B. — Le défunt avait 46 ans, et non 47 ans.

*
* *

(Dalloz 1915. 5. 17.) « Lorsque des erreurs existent dans un certain nombre d'actes déposés en des lieux différents, mais étant tous la conséquence d'une même erreur initiale, la demande doit être portée devant le tribunal du lieu où est déposé l'acte contenant la première erreur » (Limoges, 22 juillet 1895. D. 1897. 2. 163. Tribunal civil de Mayenne. 1896. D. 97. 2. 156).

Inversement, si une rectification, résultant, par exemple, d'un changement de nom, est demandée pour plusieurs actes de l'état civil dressés dans des arrondissements différents, il y a lieu d'obtenir autant de jugements rectificatifs qu'il y a d'arrondissements dans lesquels ont été dressés les actes à rectifier, comme le témoigne le jugement suivant, rendu par la Chambre du Conseil du tribunal civil de la Seine, le 16 mai 1891, sous la présidence de M. de Boislisle (1).

« Attendu que par décision de l'empereur d'Autriche, dont l'exposant est sujet, il a été autorisé, pour lui et ses enfants, à substituer au nom de M... celui de von M... ; qu'il y a lieu, par suite, d'ordonner qu'il sera fait, sur les registres de l'état civil des VIII^e, IX^e, X^e, et XVI^e arrondissements de Paris, la rectification demandée aux actes de naissance desdits enfants, autres que la demoiselle Hélène, Gabrielle, Adolphine ;

« En ce qui touche cette dernière, attendu que son acte de naissance est inscrit sur les registres de l'état civil d'une commune ne

1. N. ce jugement est à rapprocher de celui que nous avons rappelé à la p. 45 (affaire de Médicis de Nauville) puisqu'il fait mention d'une décision prise par un souverain étranger ; mais son principal intérêt, à savoir la question de compétence *ratione loci*, est indépendant du point de droit international privé que soulève la décision de l'empereur d'Autriche. C'est pourquoi nous avons cru devoir le placer ici et non à côté de l'affaire de Médicis de Nauville.

ressortissant pas à la juridiction du tribunal ; que celui-ci est, par suite, incompétent pour ordonner le redressement que l'exposant entend faire opérer sur lesdits registres ; que les divers actes dressés, les uns dans le ressort du tribunal et les autres en dehors du département de la Seine, ne dépendent pas les uns des autres, qu'il y a lieu, dès lors, de s'adresser, en ce qui concerne chacun d'eux, à la juridiction compétente pour prescrire sa modification ;

PAR CES MOTIFS,

« Ordonne que les actes de naissance dressés : 1^o au nom de..., 2^o..., 3^o..., etc. ; ordonne, en outre, que le présent jugement sera transcrit sur les registres courants des arrondissements sus-désignés et que mention en sera portée en marge de chacun des actes ainsi rectifiés ; rejette le surplus de la requête ».

CHAPITRE V

RECTIFICATION DE RECTIFICATIONS

En raison de l'autorité de la chose jugée, un tribunal ne peut, par un second jugement, modifier la disposition d'un jugement antérieur. Cependant deux tempéraments doivent être apportés à cette règle, alors même qu'on se trouve dans les conditions prévues par l'article 1351 du Code civil : tout d'abord, elle ne s'applique pas aux jugements rendus en matière de juridiction gracieuse, au nombre desquels se trouvent les jugements rectificatifs des actes de l'état civil lorsque personne ne s'oppose à la requête ; ces jugements n'ont pas l'autorité de la chose jugée, même à l'égard du requérant, semble-t-il, malgré l'article 100 du Code civil. Un individu, après avoir obtenu un jugement déclarant qu'il s'appelle Paul Durand, fils de Louis Durand, alors que son acte de naissance orthographie son nom patronymique et celui de son père Durant, pourrait obtenir un second jugement déclarant que son père était prénommé Lucien Louis et non pas Louis seulement, bien que le premier jugement ait dans son dispositif donné au dit père un prénom unique. Ce jugement ne pourrait lui être refusé s'il produisait dans la seconde instance l'acte de naissance de son père, alors que dans la première il n'aurait produit que l'acte de mariage dudit père, ne contenant que l'indication d'un seul prénom, et les actes de naissance de ses frères et sœurs.

En second lieu, même en matière de juridiction conten-

tieuse, les juges peuvent par un second jugement, rectifier les erreurs matérielles évidentes qui se sont glissées dans un précédent jugement, erreurs dues soit à une étourderie du greffier établissant la minute, soit à une inexactitude, matérielle et reconnue par les deux parties, des pièces fournies par l'une ou l'autre.

C'est ce qui explique qu'à différentes reprises, un jugement concernant l'état civil d'une personne ait dû être rectifié par un second jugement. Nous en donnons ci-dessous deux exemples : le premier a été rendu le 17 janvier 1900 par la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. Georges Chauveau :

« REQUÊTE. — Mme Elisa Fortier, veuve de M. Henri Paul Joseph Ferret, demeurant à Lille, agissant au nom et comme exerçant les droits et actions de son fils mineur, a l'honneur de vous exposer :

« Qu'à la date du 18 octobre 1899 et sur les conclusions de l'exposante, le tribunal de première instance de Bordeaux, a rendu, en Chambre du Conseil, un jugement au rapport ordonnant que l'acte de naissance de Georges Maurice Haperer, inscrit sur les registres de l'état civil de la commune de Bordeaux le 25 janvier 1884, ainsi que l'acte de reconnaissance dudit Haperer, reçu à la mairie de la même commune le 22 février de la même année, seraient rectifiés en ce sens que la mère serait dans ces deux actes dénommée Elisa Fortier, au lieu de Elisa Haperer, et que la transcription du jugement sur les registres de l'état civil de la commune de Bordeaux de l'année courante serait rectifiée de même ;

« Que le même prescrit que mention en serait faite en marge des actes réformés, lesquels ne devraient plus être délivrés à l'avenir qu'avec ladite rectification ;

« Que ce jugement, enregistré et expédié, a été signifié à la requête de l'exposante le 6 novembre dernier à M. le maire de la ville de Bordeaux en sa qualité d'officier de l'état civil, par exploit enregistré de Baudichon, huissier ;

« Qu'il a été transcrit sur les registres de l'état civil de la ville de Bordeaux le 14 du même mois de novembre, que mention a été faite en marge des actes énumérés dans le dispositif du jugement ;

« Que des erreurs se sont glissées dans le jugement ordonnant cette rectification ; qu'en effet l'exposante y est appelée Elisa Fortier,

veuve de Henri Paul Joseph Penet, au lieu de Elisa Fortier, veuve de Henri Paul Joseph Ferret ;

« Que comme conséquence de ces erreurs, la rectification ordonnée n'a pu être faite régulièrement ;

« Pourquoi l'exposant vous prie M. le Président, de etc...

JUGEMENT :

PAR CES MOTIFS :

Le Tribunal, après en avoir délibéré, statuant sur la requête à lui présentée, dit et ordonne :

1^o Que l'acte de naissance de Georges Maurice Haperer, inscrit sur les registres de l'état civil de la commune de Bordeaux en date du 25 janvier 1884 ;

2^o Que l'acte de reconnaissance reçu à la mairie de la dite ville le 22 février de la même année, ainsi que la mention mise en marge de ces actes, seront rectifiés en ce sens que la mère y sera dénommée Elisa Fortier, au lieu d'Elisa Haperer ou Elisa Portier ;

« Dit et ordonne également que la transcription opérée sur les registres de la ville de Bordeaux, le 14 novembre 1899, du jugement du 18 octobre de la même année, sera rectifiée en ce sens que l'exposant y sera dénommée sous le nom de Elisa Fortier, veuve de Henri Paul Joseph Ferret, au lieu de Elisa Portier, veuve de Henri Paul Joseph Penet ;

« Ordonne que le présent jugement sera transcrit sur les registres de l'état civil de la commune de Bordeaux de l'année courante, que mention en sera faite en marge : 1^o de la transcription opérée le 14 novembre 1899 du jugement du 18 octobre de la même année, ordonnant la précédente rectification ; 2^o des actes de naissance et de reconnaissance sus-énoncés, à la suite des mentions y existantes déjà, lesquels ne seront plus délivrés à l'avenir qu'avec lesdites rectifications. »

* * *

On a parfois contesté l'utilité des jugements homologuant les actes de notoriété dressés conformément aux articles 70 et 71 du Code civil pour suppléer à la production d'un acte de naissance. Ce n'est pas que ces actes de notoriété soient bien probants par eux-mêmes ; tout au contraire, les témoins des actes de notoriété sont bien souvent des témoins de complaisance, qui, par sympathie pour l'intéressé ou parce

qu'ils ont reçu de celui-ci une rémunération en argent ou en nature, affirment tout ce qu'on leur demande d'affirmer, Mais, si le juge de paix a accepté leur témoignage, comment le tribunal pourrait-il en reconnaître le peu de valeur ? Bien que l'acte de notoriété soit, comme on l'a dit « le moins probant des moyens de preuve » l'homologation en est bien rarement refusée par la justice.

L'inconvénient de l'homologation devient évidente quand il se glisse une erreur dans l'homologation elle-même, alors que l'acte de notoriété n'en contient point. C'est avec un certain embarras que le tribunal doit alors confesser sa faute, tout en augmentant de ce chef les dépens qui incombent aux parties. Le jugement suivant, rendu le 11 octobre 1842 par la Chambre des vacations du tribunal civil de Bordeaux, sous la présidence de M. J.-B. de Vignieras, nous en fournit un exemple :

« Attendu que c'est par erreur que, dans les motifs du jugement du 29 juin dernier, il a été énoncé que l'acte de notoriété soumis à l'homologation du tribunal établissait la naissance d'Anne Freylon à la date du 28 février 1806, alors que cet acte constate, au contraire, que cette naissance a eu lieu le 22 février 1806 ;

« Attendu que cette erreur est matérielle, qu'elle peut être reconnue et réparée par le tribunal, puisque cette rectification n'apportera aucun changement ni aucune modification à son précédent jugement ;

« PAR CES MOTIFS :

« Le tribunal, rectifiant l'erreur commise dans la rédaction de son jugement du 28 juin dernier, déclare qu'il résulte de l'acte de notoriété dressé sur la réquisition de l'exposante par M. le Juge de Paix du canton de Sauveterre le 5 mars 1828, que Anne Freylon, fille légitime de feu Jean Freylon et de Catherine Roques, est née le 22 février 1806 et non le 28 février 1806 dans la commune de Mauriac... En conséquence, homologue de nouveau le susdit acte de notoriété ; ordonne qu'il tiendra lieu à l'exposante de son acte de naissance pour la célébration de son mariage qu'elle se propose de contracter et qu'il sera reçu pour tel par l'officier de l'état civil chargé de procéder audit mariage. »

CHAPITRE VI

CONDITIONS DE RECEVABILITÉ DE L'ACTION EN RECTIFICATION

S'il est un adage qui semble universellement admis, c'est, semble-t-il, l'adage « pas d'intérêt, pas d'action ». Il n'y a pas lieu de s'adresser aux tribunaux par esprit de pure chicane lorsqu'on s'attaque à un tiers même fautif, lorsque le redressement du tort invoqué ne doit procurer aucun avantage au demandeur. De même, en matière de juridiction gracieuse, une personne n'a pas à solliciter du tribunal une décision, même justifiée juridiquement, lorsque cette décision n'offre aucune utilité pour le requérant.

Toutefois, la Cour de cassation de Belgique a décidé, le 20 mars 1919, dans un arrêt publié d'abord dans la *Pasicrisie belge* (1919, t. III) et reproduit ensuite dans la *Gazette des Tribunaux française* du 31 janvier 1920, que l'adage « pas d'intérêt, pas d'action » ne s'appliquait pas en matière de rectification d'actes de l'état civil. Dans un acte de mariage, l'indication du domicile de l'époux était entachée d'une légère erreur qui ne laissait planer aucun doute sur l'identité des parties, ni même sur la compétence de l'officier de l'état civil. La Cour d'appel de Liège avait dans ces conditions, rejeté la requête à fin de rectification en raison de ce que la rectification n'avait, de toute évidence, aucun intérêt pour le demandeur. Mais la Cour de cassation cassa cet arrêt, parce que les articles 99 du Code civil et 855 du Code de procédure civile ne comportent aucune exception.

Dès qu'une erreur quelconque s'est glissée dans un acte de l'état civil, la personne qu'elle concerne peut en demander la rectification sans justifier d'aucun intérêt matériel ou moral autre que son désir de voir les énonciations qui la concernent exemptes de toute erreur. Ce désir constitue à lui seul un intérêt suffisant pour justifier l'action.

CHAPITRE VII

MINISTÈRE PUBLIC

Le Ministère public a-t-il le droit de présenter une requête à fin de rectification dans un acte de l'état civil ? M. Boisseau examine cette question aux pages 297 et suivantes de sa thèse et il aboutit à cette conclusion que, depuis 1862, la jurisprudence reconnaît, en général, au Ministère public le droit d'agir d'office et celui de faire appel, notamment en vue de réprimer l'usurpation des titres nobiliaires. Nous ne serions pas revenus sur ce point, qui ne fait plus aujourd'hui de difficulté, si la Cour de cassation n'avait eu à statuer tout récemment sur une affaire Huon-Penanster et n'avait, à cette occasion, confirmé sa jurisprudence antérieure (Chambre des requêtes, 12 mai 1920, *Gazette des Tribunaux* du 24 octobre 1920). Le pourvoi contestait au Ministère public le droit de demander la suppression d'une particule, alors que d'autres familles portaient le même nom et qu'aucune d'elles n'actionnait les personnes visées par la requête du Parquet. Mais la Cour rappela que ce droit ne saurait, en réalité, être contesté au Ministère public, « à raison de la nature des intérêts dont il a la garde », et qu'il pouvait « exercer sa prérogative alors même que l'erreur à redresser, portant atteinte à l'ordre public, serait de nature à léser l'intérêt de particuliers et que ceux-ci s'abstiendraient de demander la rectification ».

L'annotateur de l'arrêt de cassation dans le journal cité plus haut croit trouver une confirmation de l'arrêt dans ce

fait que la loi du 20 novembre 1919 vise explicitement le cas où une requête à fin de rectification est présentée par le Ministère public. Mais cette référence ne prouve rien, car l'allusion à la loi du 20 novembre 1919 pourrait se rapporter à l'application de la loi du 10 décembre 1850, dont l'article 3 confère au Ministère public le droit de faire rectifier les actes de l'état civil concernant les indigents, lorsqu'ils ont besoin de cette rectification pour se marier.

CHAPITRE VIII

DÉPENS

Lorsque la requête n'a pas été présentée par le ministère public et que le requérant n'a pas obtenu le bénéfice de l'assistance judiciaire, les dépens restent toujours à sa charge. Cette règle, qui n'est que l'application du droit commun, met en fureur, le mot n'est pas trop fort, les requérants lorsque l'erreur est manifestement due à l'officier de l'état civil.

L'exemple le plus net est celui où, dans un acte de mariage, une énonciation n'est pas conforme à celle d'un acte de naissance ou de décès annexé au dossier du mariage. La seule consolation de l'intéressé, c'est que, après avoir fait rectifier son acte de mariage, il peut poursuivre l'officier de l'état civil, en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, pour se faire indemniser ; mais la perspective de faire un second procès pour réparer le préjudice du premier, n'est pas très séduisante, et la plupart des justiciables préfèrent se contenter de la rectification qu'ils ont obtenue, d'autant plus que les frais à exposer dès le début de la seconde instance sont supérieurs aux dépens de la première.

Voici, cependant, un exemple que nous avons relevé récemment où l'application du droit commun aboutit presque à une iniquité :

Un sieur Clément Léon Leguay s'était marié en Angleterre devant l'officier de l'état civil anglais avec une Anglaise, Mlle Henriette F... Ce mariage n'avait pas été précédé de

la publication en France et n'avait jamais été transcrit sur les registres de l'état civil français, malgré les prescriptions des articles 170 et 171 du Code civil.

Le sieur Leguay mourut, le 3 septembre 1913, dans une commune du département de la Seine. Les déclarants du décès firent connaître à l'employé de la mairie que le défunt était marié à Mlle F..., mais cet employé, prétendant que le mariage était nul, faute de publication et de transcription, inscrivit, après les prénoms et noms du défunt, le mot célibataire. Il avait doublement tort : 1° parce que l'officier de l'état civil doit enregistrer littéralement les déclarations qui lui sont faites sans arguer que ces déclarations sont fausses en raison de ce qu'il connaît par une autre voie ; l'officier de l'état civil ne peut que recevoir les déclarations et signaler au procureur de la République, s'il le croit opportun, les mensonges et les fraudes ; 2° parce qu'il n'est pas certain que le mariage d'un Français célébré à l'étranger soit nécessairement nul toutes les fois qu'il n'a été ni précédé de la publication en France, ni transcrit ultérieurement sur les registres de l'état civil français.

La fille du défunt, Mlle Claire Leguay, qui était née à Londres le 6 juillet 1894, s'est mariée en 1915 dans la commune où son père était décédé. Malgré les énonciations de son acte de naissance, l'employé de l'état civil, persistant dans son erreur de 1913 et l'aggravant, indiqua bien, dans l'acte de mariage, les père et mère de l'épouse, mais refusa de donner à la mère le qualificatif de « veuve de Clément Leguay », de telle sorte que l'acte de mariage semblait infliger tacitement à l'épouse la qualité d'enfant naturelle. Le mariage était urgent en raison de la mobilisation du futur époux et on dut en passer par les exigences de la mairie, mais, lors de sa démobilisation, il envoya à l'officier de l'état civil une lettre véhémement, où il réclamait non-seulement la rectification des actes de décès et de mariage mais une large publicité du jugement rectificatif.

Nous ignorons quelle suite a été donnée à l'affaire, mais si la fille de Leguay et son mari, ont été obligés, comme il est vraisemblable, d'avancer les frais de la procédure en rectification, ils ont dû penser que la loi française était bien mal faite. Le ministère public ne pouvait pas intervenir ici, puisque l'ordre public n'était pas intéressé, et il a décliné l'invitation qui lui était adressée par le maire, très ennuyé de l'esclandre dont il était menacé.

TROISIÈME PARTIE

LA LOI DU 20 NOVEMBRE 1919

La loi du 20 novembre 1919, comme nous l'avons dit au début de notre étude, est une sorte de mosaïque, qui n'a guère d'unité que dans le titre.

Nous n'avons pas à nous occuper des parties de cette loi qui ne rentrent pas dans les limites que nous nous sommes imposées, par exemple la mention, en marge de l'acte de naissance de chacun des époux, du mariage célébré à l'étranger. Nous ne retiendrons que les points suivants :

- 1° Rectification par ordonnance ;
- 2° Jugements déclaratifs de naissance ;
- 3° Jugements déclaratifs de décès ;
- 4° Transcription des jugements sur les registres de l'état civil.

A. — *Rectification par ordonnance*

Ce point est l'origine de la loi de 1919. Dès le 14 novembre 1913, M. Raoul Péret, aujourd'hui président de la Chambre des députés, demandait la substitution de la procédure par ordonnance à la procédure par jugement pour les rectifications les plus importantes des actes de l'état civil. On trouvera dans la thèse de M. Boisseau non seulement le texte de la proposition de M. Raoul Péret et du contre-projet de

M. Python, mais les arguments principaux invoqués en faveur de la proposition par son auteur.

On voulait obtenir une économie de frais et une économie de temps. Deux témoignages péremptoires semblent prouver que le but visé a bien été atteint dans une plus ou moins large mesure. M. Jouglar, juge d'instruction à Gap, nous écrit :

« L'économie de frais est évidemment appréciable, mais l'avantage principal que présente la procédure simplifiée de l'ordonnance est de permettre d'obtenir très vite une rectification. C'est ainsi qu'il m'est arrivé, un jour où je remplissais les fonctions de Président, de rendre une ordonnance séance tenante, sur le vu de la requête, et de permettre à des jeunes gens de se marier le jour même. Un jugement n'aurait pu être rendu que huit ou dix jours plus tard, en admettant toutes les diligences de l'avoué et du greffier. »

Quant aux frais, voici un état comparatif pour un jugement rectificatif et pour l'ordonnance rectificative :

ANCIEN TARIF

JUGEMENT			ORDONNANCE		
		Mémoire		Mémoire	
Expédition de l'acte de l'état civil.....			Expédition de l'acte de l'état civil.....		
Timbre et rédaction de la requête....	1.20	7.50	Timbre et rédaction de la requête.....	1.20	7.50
Droit d'obtention du jugement.....		30 »	Enregistrement de la minute.....	9.40	
Enregistrement de la minute.....	9.40		Coût de la grosse....	20 »	
Coût de la grosse..		20 »	Timbre-quittance et droit d'état.....	0.10	0.30
Timbre-quittance et droit d'état.....	0.10	0.40			
	10.70	20 »		10.70	20 »
	20 »			20 »	
	37.90			7.80	
Total sauf mémoire.	68.60		Total sauf mémoire.	38.50	

NOUVEAU TARIF

JUGEMENT				ORDONNANCE			
A. — Débours				A. — Debours			
Expédition de l'acte de l'état civil.....	2 »		Mémoire	Expédition de l'acte de l'état civil.....	2 »		Mémoire
Timbre de la requête				Timbre de la requête	2 »		
Enregistrement de la minute.....	15 »			Enregistrement de la minute.....	15 »		
Coût de la grosse ..		20 »		Coût de la grosse...		20 »	
Frais de papeterie...		5 »		Frais de papeterie...		3 »	
Droit de correspondance.....		10 »		Droit de correspondance.....		10 »	
Timbre-quittance...	0.25			Timbre-quittance ...	0.25		
B. — Émoluments				B. — Émoluments			
Droit fixe			25 »	Droit fixe.....			10 »
	17.25	35 »	25 »		17.25	33 »	10 »
	35 »				35 »		
	25 »				10 »		
Total sauf mémoire.	77.25			Total sauf mémoire..	60.25		

La différence est moins considérable avec le nouveau tarif qu'avec l'ancien, parce qu'elle ne porte guère plus que sur le droit fixe de l'avoué, mais on ne peut en rendre responsable la loi du 29 novembre 1919 : c'est la modification du tarif qui a fait disparaître le bénéfice pour les justiciables, désiré par M. Raoul Péret.

Quant à la portée des dispositions nouvelles, qui n'ont pas modifié moins de trois articles du Code civil et moins de trois autres articles du Code de Procédure civile, elle est très exactement décrite par la circulaire du Garde de Sceaux en date du 12 décembre 1919. Nous nous contenterons d'en résumer les explications, car jusqu'ici la pratique n'a révélé aucune difficulté d'application ; c'est même la partie de la loi de 1919 qui fonctionne le plus aisément et qui a été immédiatement acceptée par tous les intéressés, magistrats et avoués.

La rectification par jugement est maintenue, mais elle est devenue partout tout à fait exceptionnelle. Pour qu'elle ait lieu, il faut que le président sans se récuser, à proprement parler, ait décidé que l'affaire, étant particulièrement délicate, doit être jugée par le tribunal tout entier, ou que le requérant ait lui-même demandé qu'un jugement intervint, hypothèse d'ailleurs bien invraisemblable, car on ne voit pas trop quel avantage elle procurerait au requérant. En fait, le président ne renverra plus guère l'affaire au tribunal que lorsqu'il estimera que la requête masque une véritable question d'état ; mais alors, presque toujours, l'avoué retirera la requête plutôt que de se heurter à un jugement de rejet.

Lorsque la requête n'émanera pas du ministère public, elle devra lui être préalablement communiquée ; c'est l'application pure et simple de l'article 83 du Code de procédure civile : « Seront communiquées au Procureur du Roi les causes suivantes : 1^o... 2^o Celles qui concernent l'état des personnes et les tutelles... » Au reste, l'ancien article 99 § 4 du Code civil ordonnait que le Procureur de la République fût entendu dans ses conclusions, et l'article 856 du Code de procédure civile prescrivait qu'il serait statué sur les conclusions du ministère public. Dans la pratique, cette communication ne sera qu'une simple formalité ; le procureur de la République jettera un rapide coup d'œil sur la requête et y inscrira les mots : « Vu, ne s'oppose », suivis de sa signature... Lorsque l'affaire sera jugée par le tribunal, la Chambre du Conseil sera compétente aussi bien en première instance qu'en appel et alors même que l'affaire deviendrait contentieuse par suite de l'intervention d'un tiers qui s'opposerait à la rectification. Nous ne trouvons même pas, ici, une disposition analogue à celle de l'article 331 § 2 du Code civil (Loi du 30 décembre 1915), d'après laquelle la cause est débattue en Chambre du Conseil et jugée en audience publique. Ici tout se passe en Chambre du Conseil, même le jugement. A vrai dire, l'article 856

nouveau du Code de procédure civile ne parle que du cas où « il n'y aurait d'autre partie que le demandeur en rectification », mais la circulaire du Garde des Sceaux étend la même solution au cas où le demandeur serait contredit, sans s'expliquer sur ce point. Il est à présumer que la circulaire traduit la pensée de la Commission de l'état civil, qui a préparé la loi de 1919, car, dans le commentaire qu'il en donne dans le Journal *Les Lois Nouvelles*, le secrétaire rapporteur de cette commission s'explique ainsi (n° 211) : « Le texte dit que, tant en première instance qu'en appel, l'affaire sera jugée en Chambre du Conseil s'il n'y a point de défendeur, mais on ne voit pas pourquoi il en serait autrement si le débat était contradictoire. La Chambre du Conseil n'est pas compétente uniquement en matière gracieuse. Plusieurs lois récentes ont décidé que, même en matière contentieuse, certaines affaires pourraient être ou simplement débattues devant elle, ou même jugées entièrement par elle. Les rectifications d'actes de l'état civil, lorsqu'une question d'état ne s'y mêle pas, peuvent sans inconvénient être jugées en Chambre du Conseil. La jurisprudence sur ce point n'est pas encore fortement assise, il y a des hésitations. »

Nous aussi, nous éprouvons des hésitations à accepter la théorie du Garde des Sceaux et de la Commission de l'état civil ; nous préférons ne pas formuler d'opinion catégorique et attendre les résultats de l'expérience.

Lorsque la rectification est faite par ordonnance, minute doit en rester au greffe. Nous croyons savoir que cette prescription n'avait pas été prévue par la Commission de l'état civil, mais qu'elle a été ajoutée par la Commission de la législation civile de la Chambre des députés, sur la demande d'un de ses membres, ancien avoué, qui craignait que, s'il était répondu sans qu'il en restât trace au greffe, il pût se faire qu'ultérieurement la preuve de la rectification devint impossible, par suite de la perte de l'original. Cette crainte

est justifiée par ce fait que, lors de la promulgation des lois du 7 novembre 1907 et du 30 décembre 1915, il fut impossible à certains époux de légitimer leurs enfants adultérins, parce qu'ils ne pouvaient plus retrouver la date de l'ordonnance de non-conciliation faisant courir le délai de trois cents jours nécessaire pour la légitimation, l'ordonnance n'ayant pas été minutée. Par conséquent, l'addition due au scrupule de la Commission de la Chambre des députés est justifiée en fait, mais elle a pour contre-partie l'inconvénient de ralentir la procédure.

Dans des espèces comme celle que nous a rapportée M. Jouglar, l'utilisation de l'ordonnance est d'une extrême urgence, et il est vraisemblable qu'on a dû procéder à la célébration du mariage sur le vu de la minute elle-même, quitte, plus tard, à en tirer une expédition pour l'annexer au dossier du mariage.

Nous remarquons que la voie de l'ordonnance s'applique aux jugements rectificatifs, mais non aux jugements déclaratifs de naissance ou de décès. Le troisième alinéa du nouvel article 99 du Code civil est significatif à cet égard, il ne reproduit pas l'innovation des deux premiers alinéas.

Enfin, la loi nouvelle a maintenu la disposition bizarre, rarement appliquée, d'après laquelle, si les juges l'estiment convenable, ils pourront convoquer le conseil de famille de l'intéressé. Normalement, il n'y a de conseil de famille que pour les mineurs qui ont perdu soit leur père, soit leur mère. Doit-on comprendre que le tribunal ne convoquera le conseil de famille que lorsque la personne au sujet de laquelle on demandera la rectification d'un acte de l'état civil sera un mineur orphelin de père ou de mère ? Nous n'en sommes nullement convaincu. En effet, s'il en était ainsi, le texte dirait : « Les juges ordonneront que les parties intéressées seront appelées, ou que le conseil de famille sera préalablement convoqué », mais il emploie la conjonction copulative « et », et non pas la conjonction dis-

jonctive « ou ». Il n'est pas à supposer que le tribunal, non content de demander la convocation du conseil de famille d'un mineur, ordonnerait, en outre, sa comparution personnelle. Il faut voir là une disposition analogue à l'article 494 du Code civil, qui prévoit la réunion du conseil de famille pour les majeurs dont on demande l'interdiction mais, de même que pour les interdits judiciaires ou légaux, il y aura souvent beaucoup de difficulté pour composer le conseil de famille conformément aux articles 407 et suivants du Code civil, et l'on se contentera d'amis ou de voisins. Dans ces conditions, un tel conseil de famille n'apporterait pas beaucoup de lumière sur une demande en rectification d'acte.

B. — *Jugements déclaratifs de naissance*

C'est M. Python qui, le premier, eut l'idée, dans son contre-projet, de compléter l'article 55 du Code civil pour y mentionner le jugement déclaratif de naissance.

A vrai dire, les tribunaux n'ont jamais hésité à rendre des jugements déclaratifs de naissance lorsque l'acte de naissance n'avait pas été dressé pour une raison ou pour une autre, comme nous l'avons vu dans la première partie de notre étude, et que la preuve de l'omission était admistrée. Mais ils le faisaient sans s'appuyer sur aucun texte. Ils invoquaient bien l'article 46, qui visait le cas où il n'aurait pas existé de registre, et celui où les registres auraient été perdus, mais ils en faisaient application même au cas où l'acte de naissance n'avait pas été dressé dans une commune et dans une année où les registres avaient été tenus plus ou moins régulièrement et subsistaient encore.

La loi nouvelle précise que le tribunal compétent sera celui du lieu de la naissance, ce qui est tout naturel, et elle ajoute que si ce lieu est inconnu, le tribunal compétent sera celui du domicile du requérant, comme l'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 14 janvier 1858.

Le nouvel alinéa de l'article 55 est intercalé entre l'ancien premier alinéa et l'alinéa 2, mais, comme il parle de délai légal, sans spécifier qu'il s'agit du délai de trois jours, il faut en déduire que la nouvelle disposition s'applique encore lorsque la naissance de l'enfant n'a pas été déclarée dans le délai de dix jours prévu par le dernier alinéa de l'article 55.

En même temps qu'il donne au jugement déclaratif de naissance une base légale, le nouvel alinéa de l'article 55 fournit aux officiers de l'état civil une règle de conduite absolue : lorsqu'une déclaration de naissance est faite le quatrième jour, l'officier de l'état civil ne doit pas l'accepter ; bien des maires et des adjoints hésitaient à renvoyer le déclarant tardif de la naissance et, aujourd'hui encore, l'acte de naissance dressé après l'expiration des délais légaux ne serait pas nul, mais il aurait besoin d'être validé par un jugement rendu en vertu de l'article 55, nouvel alinéa 2 : on pourrait le comparer à un acte de l'état civil dressé, mais non signé par le maire en raison de la négligence de celui-ci.

Nous croyons savoir que l'officier de l'état civil qui aurait reçu un acte de naissance au delà du délai légal, n'encourrait aucune sanction, si ce n'est le blâme du procureur de la République. L'article 50 du Code civil serait inapplicable, parce qu'il ne parle que des contraventions aux articles précédents.

C. — Jugements déclaratifs de décès

A la différence des jugements déclaratifs de naissance, les jugements déclaratifs de décès étaient déjà prévus par le Code civil, et la loi du 8 juin 1893 avait modifié l'article 92 du Code civil pour en réglementer la transcription.

C'est précisément au sujet de leur transcription que la loi du 20 novembre 1919 a modifié les anciens textes.

Le rapport de M. Leredu et la circulaire de la Chancellerie expliquent en quoi consiste l'innovation, mais il faut bien avouer que la rédaction est quelque peu obscuré. On peut redouter que certains officiers de l'état civil n'en comprennent pas bien le sens.

Voici quelle est la distinction établie par le nouveau texte :

I. — Un individu meurt dans la commune où il est domicilié, son acte de décès n'a pas été immédiatement dressé. Le Code civil n'impose aucun délai pour l'établissement des actes de décès comme il en détermine un pour l'établissement des actes de naissance, ce qui permet, à Paris, notamment, pour les noyés exposés à la Morgue, d'attendre pour l'établissement de leur acte de décès que toute chance d'identification ait, pour ainsi dire, disparu ; hors ce cas, lorsque l'identité du défunt n'est pas douteuse et que l'acte de décès n'est pas dressé dans les quelques jours qui suivent la mort, il est d'usage de rendre un jugement déclaratif de décès. On en trouvera un exemple dans le commentaire de la loi donné aux *Lois Nouvelles* (Affaire Taravel, jugement du tribunal civil de Nantua, 1^{er} avril 1903). Le jugement ordonne alors la transcription de son dispositif sur les registres de l'année courante de la commune où le défunt était domicilié, et une mention sommaire en marge des registres des décès de la même commune en marge, à l'époque du décès, en vue de faciliter les recherches. De plus, une intercalation doit être faite à la table annuelle des registres de décès pour l'année du décès, toujours en vue de rendre les recherches plus faciles. Ce procédé n'a pas d'inconvénients, puisque ces sortes de jugements déclaratifs de décès sont extrêmement rares, mais il n'en est pas de même de la seconde catégorie.

II. — Un décès se produit hors de la commune où le défunt était domicilié : aucun acte de décès n'a été dressé et, ultérieurement, un jugement déclaratif de décès est rendu ; il va de soi que le jugement sera transcrit sur le registre de

l'année courante de la commune où le défunt était domicilié ; mais si l'on songe que tel est le cas de milliers et de milliers de soldats disparus ou décédés au cours de la Grande Guerre, sans qu'aucun acte de décès ait été dressé, on se rend compte tout de suite que les mentions marginales vont s'accumuler pour les époques correspondant aux grandes batailles, Charleroi, la Marne, l'Yser, etc., et qu'au bout de peu temps, il n'y aura plus de place pour inscrire les mentions marginales des jugements qui seront rendus dans la suite.

Les plaintes des mairies se firent entendre de toutes parts à ce sujet, et la loi du 20 novembre 1919 crut remédier au mal en supprimant la mention marginale pour la remplacer par une transcription sommaire à la suite de la table annuelle et de la table décennale.

L'inconvénient ancien disparaissait, mais aussitôt on en vit surgir un autre : les recherches à la table devenaient impossibles, puisque les inscriptions se faisaient au fur et à mesure que les jugements déclaratifs de décès parvenaient à la mairie ; il n'y avait pour elles aucun ordre alphabétique.

La plupart des mairies parisiennes ont vite renoncé à appliquer littéralement la loi et, sur les tables annuelles, elles intervalent, généralement à l'encre rouge, et dans l'ordre alphabétique, les noms des personnes au sujet desquelles un jugement déclaratif de décès a été rendu et transcrit.

Ce procédé n'est pas, lui non plus, exempt d'inconvénients, car les noms se trouvent déraisonnablement serrés les uns contre les autres, et les mairies, lorsqu'on le leur fait observer, répondent qu'il s'agit d'un expédient temporaire et que, quand les tables décennales 1913-1922 auront été établies, c'est uniquement sur les tables décennales que se feront les recherches, parce que les jugements déclaratifs de décès des soldats de la Grande Guerre auront été alors presque tous rendus, — assertion au sujet de laquelle nous faisons des réserves, — et aussi parce que les actes de décès

dressés aux armées ne sont pas nécessairement transcrits sur les registres de l'année où le décès s'est produit, mais souvent sur les registres de l'année suivante, ou d'une année postérieure.

La vérité est qu'à notre avis, aucune solution réellement pratique ne peut être trouvée et qu'il aurait peut-être mieux valu assimiler les jugements déclaratifs de décès survenus aux armées aux actes de décès dressés aux armées, pour lesquels on se contente d'une transcription, sans référence supplémentaire sur les registres de l'année du décès.

D. — *Transcription des jugements sur les registres
de l'Etat civil*

Les dispositions de l'article 858 du Code de procédure civile nouveau s'appliquent non seulement aux jugements rectificatifs et déclaratifs de naissance et de décès, mais à tous les jugements, quels qu'ils soient, qui doivent être transcrits sur les registres de l'état civil : jugements de divorce, de désaveu de paternité, d'annulation de mariage ou de reconnaissance, de reconnaissance judiciaire de paternité ou de maternité naturelle, etc... Cet article n'est pas une modification de l'article 858 ancien, mais un ensemble de règles absolument nouvelles. Les anciens articles 855 à 858 inclus ont été condensés dans les articles 855 à 857 nouveaux.

L'article 858 établit trois règles :

A) Le dispositif des jugements et arrêts susceptibles d'être transcrits sur les registres de l'état civil devra énoncer les prénoms et noms des parties en cause, ainsi que les lieux et date des actes en marge desquels la transcription doit être mentionnée.

B) Le dispositif seul doit être porté à la connaissance des mairies, soit par les parties, soit par le procureur de la République, à l'exclusion des qualités et des motifs.

C) Le dispositif seul doit être transcrit sur les registres.

Ces trois règles forment un ensemble cohérent, et si l'une d'entre elles n'est pas observée, il devient difficile d'observer les deux autres.

La limitation de la transcription au dispositif existait déjà depuis 1888 en ce qui concerne les jugements et arrêts de divorce, mais dans les campagnes on ignorait ce que signifiait le mot « dispositif » et, fréquemment, les secrétaires de mairie transcrivaient tout le jugement. Le meilleur procédé pour les empêcher de commettre cette erreur était de ne signifier que le dispositif seulement. On obtenait du même coup deux autres avantages : les frais de papier timbré étaient diminués pour les intéressés et les indiscretions à la mairie devenaient impossibles, car les motifs, et surtout les qualités des jugements de divorce et des jugements relatifs à la filiation contenaient souvent des détails dont la révélation était préjudiciable aux intéressés.

Malheureusement, jusqu'ici, la loi du 20 novembre 1919 n'a pas été complètement observée en ce qui concerne l'article 858. Les mairies, surtout depuis la seconde édition du formulaire général des actes de l'état civil, élaborée par la commission de l'état civil, ont limité la transcription au dispositif. Les avoués ont, peu à peu, assez lentement, il faut bien l'avouer, les uns après les autres, limité la signification au dispositif. Ceux qui signifient encore aux mairies les jugements *in extenso*, le font parce qu'ils demandent à leur dactylographe de « taper » simultanément à la machine à écrire plusieurs exemplaires du jugement pour des usages divers et que l'un de ces exemplaires est destiné à la signification à l'officier de l'état civil. Pour éviter de faire perdre du temps à leur employée, ils s'abstiennent de lui faire faire un exemplaire spécial et restreint, conformément aux prescriptions impératives de la loi. Nous espérons qu'ils ne persévéreront pas dans leurs vues et que, tôt ou tard, ils se conformeront unanimement aux dispositions de l'article 588 du Code de procédure civile.

Mais c'est la première des trois règles nouvelles qui, jusqu'à présent, est la moins observée : partout, à notre connaissance, aussi bien à Paris qu'en province, les intéressés ne sont désignés que par leur nom « époux Durand », quand ils ne sont pas désignés par un équivalent « le demandeur » « l'enfant désavoué », « le *de cujus* ». La circulaire du 12 décembre 1919 a eu beau interdire aux tribunaux d'employer ces expressions dans le dispositif des jugements, rien n'a été changé aux habitudes antérieures, et il faudra que les chefs de cour agissent énergiquement s'ils tiennent à faire respecter la loi.

CONCLUSION

Depuis que nous avons commencé notre travail, une thèse a été soutenue devant la Faculté de droit de Paris par M. Benjamin Duringer, sur la *Rectification administrative des actes de décès des militaires et marins*. Cette thèse complète notre travail, car nous avons dû systématiquement éliminer la rectification administrative pour donner à notre étude les limites qu'imposent les nécessités du temps présent.

Dans notre conclusion, nous ne sommes pas tenu à la même réserve.

La rectification administrative remplacera-t-elle totalement la rectification judiciaire ? M. Duringer ne le pense pas et nous sommes de son avis. La rectification administrative est plus rapide et plus économique ; si elle a été instituée, c'est pour répondre, en somme, à des besoins analogues à ceux qui ont motivé la modification des articles 99 et suivants du Code civil, mais elle ne constitue un moyen véritablement sûr que pour les actes de décès, à moins que l'autorité chargée de rectifier administrativement les autres actes n'ait discrétionnairement le droit de renvoyer la rectification au tribunal civil. La rectification se ferait avec trop de légèreté et l'authenticité des actes de l'état civil serait elle-même compromise. Nous ne voulons pas dire que la loi en est arrivée au dernier degré de perfection et que de nouvelles modifications législatives n'interviendront pas en matière de rectification d'actes. Mais le législateur devra n'y procéder qu'avec une extrême prudence.

Simplifier est une bonne chose, pousser la simplification jusqu'à la suppression des garanties les plus nécessaires est la plus dangereuse des tentations pour un pouvoir législatif qui voudrait faire de la démagogie au lieu de veiller aux intérêts réels des citoyens.

Le Doyen
F. LARNAUDE

Vu : le président de la thèse,
R. DEMOGUE

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

OBJET ET DÉLIMITATION DU SUJET

CHAPITRE PREMIER. — Cas dans lesquels il y a lieu d'établir par jugement un acte de l'état civil.....	13
<i>Section I.</i> — Actes de naissance.....	13
<i>Section II.</i> — Actes de décès.....	20
<i>Section III.</i> — Mentions marginales.....	25
CHAPITRE II. — Cas où il y a lieu de reconstituer un acte de l'état civil :	29
CHAPITRE III. — Cas où il y a lieu d'annuler un acte de l'état civil.....	34
CHAPITRE IV. — Cas où il y a lieu de rectifier un acte de l'état civil.....	36
<i>Section I.</i> — Jugements réparant une omission.	36
1° Omission totale.....	36
2° Omission partielle.....	41
<i>Section II.</i> — Jugements homologuant une addition ou une substitution de nom.....	46
<i>Section III.</i> — Jugements rectificatifs proprement dits.....	50
1° Erreur d'orthographe dans le nom patronymique de l'intéressé.....	51
2° Erreur sur le nom entier de l'intéressé.....	52
3° Erreur sur le nom d'une personne autre que l'intéressé.....	61
4° Erreur sur les prénoms du ou des intéressés.....	62
5° Erreurs sur le sexe dans les actes de naissance.....	70
6° Erreur sur la date et sur les âges.....	75

7° Erreur sur la condition sociale.....	77
8° Erreur sur l'état civil proprement dit.....	78
<i>Section IV.</i> — Rectifications uniques ou multiples.....	85
1° Erreurs multiples dans un seul acte.....	85
2° Erreur unique dans plusieurs actes.....	87

DEUXIÈME PARTIE

CARACTÈRES JURIDIQUES DES JUGEMENTS RELATIFS A L'ÉTAT CIVIL

CHAPITRE PREMIER. — Distinction des jugements d'état civil et des jugements d'état.....	91
CHAPITRE II. — Un jugement est-il toujours nécessaire pour opérer une rectification?.....	97
CHAPITRE III. — Rectifications impossibles.....	100
CHAPITRE IV. — Tribunal compétent pour ordonner la recti- fication.....	108
CHAPITRE V. — Rectification de rectifications.....	113
CHAPITRE VI. — Conditions de recevabilité de l'action en recti- fication.....	117
CHAPITRE VII. — Ministère public.....	119
CHAPITRE VIII. — Dépens.....	121

TROISIÈME PARTIE

LA LOI DU 20 NOVEMBRE 1919

A) Rectification par ordonnance.....	125
B) Jugements déclaratifs de naissance.....	131
C) Jugements déclaratifs de décès.....	132
D) Transcription des jugements sur les registres de l'état civil.....	135
CONCLUSION.....	139

TABLE CHRONOLOGIQUE DES JUGEMENTS ET ARRÊTS CITÉS

1. **5 novembre 1818.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Vassy*, relatif à la rectification d'un acte de naissance dans lequel un enfant du sexe masculin est désigné comme étant du sexe féminin, par suite d'une erreur de rédaction de la part de l'employé de l'état civil..... 71
2. **11 octobre 1842.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux* ordonnant rectification d'erreurs survenues dans un premier jugement rectificatif..... 116
3. **14 janvier 1858.** — *Arrêt de la Cour de cassation* donnant compétence au tribunal du lieu de naissance en matière de jugements déclaratifs de naissance..... 131
4. **27 janvier 1874.** — *Jugement du tribunal civil d'Etampes* (La Loi du 12 mai 1916) reconstituant des registres détruits par l'humidité à la suite de faits de guerre... 30
5. **31 avril 1881.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux* ordonnant dans un acte de naissance la rectification du nom patronymique incomplet de l'enfant et de celui du père..... 59
6. **24 août 1881.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux* ordonnant l'établissement de l'acte de naissance d'un enfant, acte qui n'avait pu être établi dans les trois jours légaux par suite de la visite tardive du médecin de l'état civil..... 16
7. **7 décembre 1881.** — *Jugement inédit de la Chambre civile du tribunal civil de Bordeaux* ordonnant rectification de l'acte de naissance d'un enfant naturel porté par erreur comme enfant légitime..... 84
8. **13 novembre 1882.** — *Arrêt de la Cour de cassation* (Sirey 1883. I. 272) décidant que l'action intentée par un

- enfant né d'une femme mariée, mais indiqué comme né de père inconnu, avec désignation de la mère par son seul nom de famille, est une action en réclamation d'état et non une rectification d'acte de l'état civil (Voir arrêt contraire, p. 92)..... 91
9. **1^{er} février 1884.** — *Jugement inédit du tribunal civil de la Seine*, rectifiant un acte de l'état civil déjà reconstitué par voie administrative, mais contenant des erreurs..... 31
10. **20 mai 1886.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Neufchâteau* (Vosges), établissant l'acte de décès d'un individu pour lequel il y a doute sur le lieu de décès et montrant la difficulté d'application de la modification apportée par la loi du 20 novembre 1919 à l'article 92 du Code civil..... 22
11. **16 mai 1891.** — *Jugement inédit du tribunal civil de la Seine* décidant que, lorsque rectification est demandée pour plusieurs actes de l'état civil dressés dans des arrondissements différents, il y a lieu d'obtenir autant de jugements rectificatifs qu'il y a de lieux dans lesquels l'acte a été dressé, si les différents actes ne dépendent pas les uns des autres..... 111
12. **21 octobre 1891.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Nancy* autorisant la transcription en France d'un acte de naissance dressé à l'étranger..... 39
13. **26 janvier 1894.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Brioude* ordonnant la rectification des actes de naissance de deux jumeaux par la désignation de « premier sorti » et de « second sorti » du sein de sa mère..... 46
14. **22 juillet 1895.** — *Jugement du tribunal de Limoges* (Dalloz 1897. 2. 163) décidant que, lorsque des erreurs existent dans un certain nombre d'actes déposés en des lieux différents, toutes conséquences d'une même erreur initiale, le tribunal compétent pour connaître de la demande en rectification est celui du lieu où est déposé l'acte contenant cette erreur initiale..... 111
15. **3 novembre 1897.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, ordonnant rectification de l'énonciation de la condition sociale de la femme dans un acte de mariage ; désignée comme

- « ménagère », elle aurait dû être désignée comme « sans profession » 78
16. **3 décembre 1897.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux* donnant compétence au tribunal du lieu où l'acte a été transcrit pour rectifier un acte de l'état civil traduit d'un acte dressé à l'étranger et contenant des erreurs par la faute du traducteur-juré..... 110
17. **17 janvier 1900.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux* rectifiant des erreurs survenues dans un premier jugement rectificatif..... 114
18. **1^{er} mai 1901.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux* étendant l'application du décret du 3 janvier 1813 à un accident survenu dans une usine, après lequel le cadavre de la victime n'avait pu être retrouvé..... 21
19. **6 août 1902.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux* rectifiant un acte de naissance dans lequel la date de naissance était erronée par suite de la négligence de l'employé de l'état civil..... 76
20. **1^{er} avril 1903.** — *Jugement du tribunal civil de Nantua.* Jugement déclaratif de décès dans un cas où l'identité du défunt n'était pas douteuse et où l'acte de décès n'avait pas été dressé dans les quelques jours suivant la mort (*Lois nouvelles*)..... 133
21. **8 juin 1903.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux*, relatif à l'oubli de la mention d'office de mariage en marge de l'acte de naissance du requérant et ordonnant cette mention..... 25
22. **10 avril 1905.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, rectifiant l'orthographe d'un nom dans un acte de mariage..... 51
23. **29 juin 1905.** — *Jugement inédit du tribunal de X...*, rejetant la demande de rectification du nom du père légitime de la requérante dans son acte de naissance, alors que ledit acte portait également la mention de sa filiation illégitime. Le tribunal considère que, ce faisant, il trancherait une question d'état..... 102
24. **2 avril 1906.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, décidant par un simple jugement rectificatif qu'un enfant né plus d'un

- an après la mort du mari de la mère doit être déclaré comme de père inconnu et non comme enfant légitime du mari décédé..... 96
25. **30 juin 1906.** — *Jugement inédit du tribunal de Saint-Flour*, ordonnant rectification d'un acte de naissance sur lequel la date de naissance est erronée et l'inscription de cet acte sur le double du registre de l'état civil déposé au greffe du tribunal civil où il avait été omis.. 86
26. **10 février 1909.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Versailles*, ordonnant la régularisation, par la signature du président du tribunal, d'actes de l'état civil non signés par suite du décès du maire de la commune.... 43
27. **25 octobre 1909.** — *Jugement de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, rectifiant un acte de naissance dans lequel la date de naissance est erronée par suite de la négligence de l'employé de l'état civil. 77
28. **8 novembre 1910.** — *Jugement du tribunal civil de la Seine (La Loi, du 17 février 1914)* attribuant un nom patronymique à un pupille de l'Assistance publique désigné dans son acte de naissance par un simple prénom..... 68
29. **9 mai 1911.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Nancy*, ordonnant la rectification d'un acte de mariage dans lequel le nom de famille du mari a été pris pour son prénom et vice-versa, le nom de famille ayant la tournure d'un prénom..... 64
30. **28 février 1911.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Nancy*, ordonnant de compléter par l'énonciation du prénom de l'enfant un acte de naissance resté inachevé. 42
31. **11 juillet 1911.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Nancy*, accueillant favorablement une demande formée par simple requête en rectification par une femme dont l'enfant, né le trois centième jour après la mort du mari, avait été inscrit comme enfant naturel simple, alors qu'il aurait dû, au dire de la requérante, être inscrit comme enfant légitime posthume du mari..... 94
32. **27 juillet 1911.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Neufchâteau*, relatif à la rectification d'un acte de naissance dans lequel le sexe de l'enfant était faussement indiqué par suite d'un vice de conformation de cet enfant à sa naissance..... 73

33. **15 septembre 1911.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Ropen*, ordonnant rectification des actes de naissance et de reconnaissance d'un enfant naturel et la mention du nom véritable de la mère aux lieu et place des faux noms qu'elle avait primitivement donnés pour cacher cette naissance.... 56
34. **20 février 1912.** — *Arrêt de la Cour de Toulouse* (Dalloz 1913. 2. 202), décidant que, lorsque le lieu de naissance exact est inconnu, le tribunal compétent en matière rectificative est celui du lieu de la résidence du requérant..... 109
35. **22 janvier 1913.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux*, rectifiant un acte de mariage dans lequel le mari était désigné comme enfant naturel, rectification nécessitée par la légitimation dont il avait été l'objet après son propre mariage, par application de la disposition transitoire de la loi du 7 novembre 1907..... 81
36. **2 avril 1913.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, relatif à la rectification d'un acte de naissance d'un fils d'étranger dans lequel le nom patronymique de la mère a été pris comme nom patronymique du père..... 62
37. **21 avril 1913.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, ordonnant rectification d'un acte de décès contenant des erreurs multiples : erreur sur les prénoms, erreur sur la date, erreur sur le lieu de naissance..... 85
38. **16 mai 1913.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bruxelles*, identifiant un acte de décès primitivement dressé au nom d'un inconnu..... 36
39. **3 juin 1913.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux*, autorisant la transcription en France d'un acte de mariage dressé à l'étranger..... 40
40. **22 juillet 1913.** — *Arrêt de la Cour de cassation* (Sirey 1914. 1. 351), considérant que l'action intentée en vue de faire rectifier l'acte de naissance d'un enfant né d'une femme mariée et reconnu par son père adultérin, pour y faire figurer le nom du mari comme père de l'enfant, est une simple action en rectification (Voir jugement contraire, p. précédente)..... 92

41. **28 octobre 1913.** — *Jugement de la Chambre du Conseil du tribunal civil de Bordeaux* rectifiant dans un acte de décès, ainsi que dans l'acte de mariage de l'intéressé, une date de naissance et le nom de la mère mal orthographié, dans l'intérêt de la veuve à qui l'administration de la marine refusait la liquidation de sa pension de retraite pour cause de discordance des actes de l'état civil. 76
42. **17 février 1914.** — *Jugement du tribunal civil d'Etampes (La Loi du 1^{er} juin 1914)* ordonnant modification de l'ordre des prénoms dans un acte de naissance. Jugement rendu sur simple requête sans procédure d'inscription de faux. 68
43. **9 avril 1914.** — *Jugement du tribunal civil de Reims (Gazette des Tribunaux du 22 mai 1914)* annulant un acte de naissance dressé dans deux communes différentes. 35
44. **26 mai 1914.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Bordeaux* refusant de rectifier l'acte de l'état civil d'un Français naturalisé en Espagne et dont les prénoms se trouvaient changés par suite de cette naturalisation accordée par un gouvernement étranger. 48
45. **11 juin 1914.** — *Jugement du tribunal civil de Sens (Gazette des Tribunaux du 3 juillet 1914).* Application de l'article 58 du Code civil étendu au cas d'un enfant abandonné, recueilli à l'âge de trois ans. 15
46. **15 juillet 1914.** — *Jugement du tribunal civil de Corbeil (La Loi du 1^{er} juillet 1914)* rectifiant, dans un acte de naissance, le sexe d'une personne âgée déjà de dix-huit ans. 73
47. **27 mai 1914.** — *Jugement du tribunal civil de Fontainebleau (La Loi du 19 juillet 1914)* reconnaissant à un enfant naturel le droit de s'appeler du nom de la femme indiquée dans son acte de naissance comme étant sa mère. 55
48. **28 juillet 1914.** — *Jugement du tribunal civil de Joigny (La Loi du 1^{er} août 1914)* annulant un acte de naissance dressé dans une mairie autre que celle du lieu de naissance de l'enfant. 14
49. **30 avril 1915.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de la Seine* relatif à la rectifi-

- cation d'un acte de naissance dans lequel un enfant a été indiqué comme étant du sexe féminin, alors qu'il était du sexe masculin, et ce, par suite de l'indétermination du sexe de l'enfant lors de sa naissance..... 72
50. **22 décembre 1915.** — *Jugement du tribunal de Toulouse (La Loi du 16 juin 1916) ordonnant à l'officier de l'état civil d'une commune autre que celle de la naissance de recevoir la déclaration verbale de naissance d'un enfant non déclaré au lieu de la naissance. (L'enfant était né en pays occupé par l'ennemi).....* 19
51. **15 janvier 1916.** — *Jugement du tribunal civil d'Aubusson (Gazette des Tribunaux du 14 septembre 1917) ajoutant des prénoms laissés en blanc dans un acte de naissance, les parents n'ayant pas, au moment de la naissance, été fixés sur les prénoms à donner et ayant plus tard oublié de les faire mentionner.....* 65
52. **18 avril 1916.** — *Jugement inédit du tribunal de Châtillon-sur-Seine décidant que le tribunal compétent pour rectifier un acte de décès dans lequel a été indiqué comme commune où était domicilié le défunt une commune inexistante était celui du véritable domicile du défunt et non celui de l'arrondissement dans lequel l'acte à rectifier a été dressé.....* 108
53. **7 juillet 1916.** — *Jugement inédit du tribunal civil d'Aubusson ordonnant rectification de l'acte de naissance d'un enfant naturel reconnu par la mère, qui, elle-même enfant naturel, avait été reconnue par son père après la naissance dudit enfant.....* 82
54. **13 juillet-20 octobre 1916.** — *Jugement du tribunal civil d'Alger (La Loi du 25 février 1917), rendu sur simple requête, sans inscription de faux, ordonnant l'addition à un acte de naissance d'un prénom de l'intéressé, omis par l'officier de l'état civil.....* 66
55. **20 décembre 1916.** — *Jugement inédit du tribunal civil de Compiègne, ordonnant rectification de huit actes de l'état civil reçus dans plusieurs arrondissements en vertu du principe que la demande doit être portée devant le tribunal dans le ressort duquel a été dressé l'acte contenant l'erreur initiale.....* 87
56. **23 mars 1917.** — *Jugement du tribunal civil de la Seine*

- (*Gazette des Tribunaux* du 20 janvier 1918), relatif aux rectifications à apporter en marge de l'acte de naissance, de l'acte de mariage et de l'acte de naissance des enfants d'un enfant naturel reconnu par son père postérieurement au mariage dudit enfant naturel. 80
57. **4 mai 1917.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de la Seine*, déclarant nul un acte de reconnaissance faite par inadvertance par le père légitime, qui avait lui-même déclaré son enfant quelques jours auparavant. 79
58. **27 juillet 1917.** — *Jugement inédit du tribunal civil d'Aubusson*, ordonnant l'établissement d'un acte de naissance non dressé par suite d'un oubli du maire. 18
59. **9 janvier 1918.** — *Jugement du tribunal de Versailles (La Loi* du 17 mars 1918), relatif à un acte de décès dressé par erreur au nom d'une personne vivante. 38
60. **7 mars 1919.** — *Jugement du tribunal civil de la Seine (Gazette des Tribunaux* du 14 juin 1919), considérant qu'il est impossible au tribunal de rectifier l'acte de décès d'un militaire qui aurait été inscrit comme « *mort pour la France* » par suite d'une erreur de déclaration de l'autorité militaire lors de l'établissement de cet acte de décès. 101
61. **20 mars 1919.** — *Arrêt de la Cour de Cassation de Belgique (Gazette des Tribunaux* du 31 janvier 1920), décidant que l'adage « *pas d'intérêt, pas d'action* » ne s'applique pas en matière de rectification d'actes de l'état civil et que le simple désir de voir les énonciations le concernant exemptes de toute erreur constitue à lui seul un intérêt suffisant pour justifier l'action intentée par le demandeur en rectification. 117
62. **27 juin 1919.** — *Jugement inédit de la Chambre du Conseil du tribunal civil de la Seine*, ordonnant rectification, dans un acte de naissance, des noms et prénoms erronés de la mère. 62
63. **12 mai 1920.** — *Arrêt de la Cassation (Gazette des Tribunaux* du 24 octobre 1920), confirmant sa jurisprudence antérieure par laquelle elle accordait au ministre public le droit d'agir en rectification, notamment en vue de réprimer l'usurpation de titres nobiliaires. . 119

54. 21 juillet 1920. — *Jugement inédit du tribunal civil de Nancy*, ordonnant rectification d'un acte de mariage dans lequel le prénom et la date de naissance du mari avaient été remplacés par erreur par le prénom et la date de naissance de son frère..... 53

